

(1)

(N° 67.)

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1946.

SÉANCE DU 7 AOUT 1946.

Rapport de la Commission de l'Instruction Publique chargée d'examiner le Projet de loi contenant le Budget du Ministère de l'Instruction Publique pour l'exercice 1946.

(Voir le n° 5-IX (session extraordinaire de 1946.)

Présents : MM. LIBOIS, président; CATTEAU, BOUWERAERTS, CRAEYBECKX, CROMMEN, DELBOUILLE, LEYSEN, MAZEREEL, MICHOT, RENARD, VAN KERCKHOVEN, YERNAUX et MATAGNE, rapporteur.

TABLE DES MATIÈRES.

	Pages.
I. — INTRODUCTION	2 à 5
II. — OBSERVATIONS GÉNÉRALES	5 à 7
III. — ENSEIGNEMENT PRIMAIRE	8 à 15
IV. — ENSEIGNEMENT NORMAL	15 à 19
V. — ENSEIGNEMENT MOYEN	20 à 25
VI. — ENSEIGNEMENT TECHNIQUE	25 à 38
VII. — BEAUX-ARTS. — LETTRES	39 à 46
VIII. — ENSEIGNEMENT UNIVERSITAIRE	47 à 52
IX. — DIVERS	53 à 68
Service national de la Jeunesse	53
Conseil supérieur de l'Education populaire	53 à 56
Orientation professionnelle	56 à 66
Conseils culturels	67
Epuration dans les divers enseignements	68

MESDAMES, MESSIEURS,

I. — INTRODUCTION.

Nous croyons utile de confronter les dépenses globales du budget de l'Instruction Publique pour 1945 et 1946.

ARTICLE PREMIER. — Crédits concernant :

1^o les dépenses ordinaires :

a) pour 1945	b) pour 1946	Augmentation.
2,335,124,690	2,418,020,637	82,895,947

2^o les dépenses exceptionnelles :

a) pour 1945	b) pour 1946	Augmentation.
39,612,250	146,738,500	107,126,250
Ensemble 2,374,736,940	2,564,759,137	190,022,197

ART. 2. — Crédits concernant les dépenses résultant de la guerre :

a) pour 1945	b) pour 1946	Diminution.
23,757,360	18,515,000	5,022,197

PREMIÈRE SECTION.

Dépenses ordinaires.

Elles se décomposent en sept chapitres :

CHAPITRE PREMIER. — *Dépenses de personnel.*

Elles se chiffrent, pour l'exercice 1946, à 2,151,331,550 francs et étaient, en 1945, de 2,153,391,660 francs, donc sont diminuées de 2,060,110 francs.

On remarquera que ces dépenses absorbent la très grosse part des crédits ouverts par le projet de budget. Certes, les augmentations barémiques afférentes aux divers articles de ce chapitre ont provoqué, tout naturellement, un accroissement de crédits s'élevant à près de 44 millions, mais il est dépassé par les diminutions, car on voit, notamment, disparaître du budget de l'exercice 1946 les arriérés payés en 1945 aux prisonniers de guerre et aux agents absents du pays jusqu'en 1945, arriérés qui s'élevaient à 43,220,000 francs.

Au total, les diminutions, au chapitre I^{er}, approchent de 46 millions de francs, si bien qu'elles dépassent de 2,060,110 francs les augmentations barémiques et autres.

CHAPITRE II. — *Dépenses de matériel, de frais de voyage et de vacations.*

Elles étaient de 52,335,160 francs en 1945. Elles montent, pour 1946, à 88,847,232 francs, ce qui accuse une augmentation de 37 millions, à peu près, exactement 36,512,072 francs. Personne ne s'en étonnera.

CHAPITRE II. — *Subventions.*

Les crédits étaient, pour ce poste, de 125 millions de francs environ pour l'exercice 1945. Pour l'exercice de 1946, ils sont de près de 172 millions. L'augmentation est donc de 47 millions environ, exactement de 46,903,985 francs.

CHAPITRE IV. — *Dépenses de prévoyance sociale.*

Il s'agit d'un nouveau chapitre inséré, pour la première fois, dans le budget de 1946. Le crédit y affecté ne s'élève qu'à 20,000 francs.

CHAPITRE V. — *Acquisitions.*

Ici, on a prévu une dépense de 4,700,000 francs pour l'exercice 1946. Elle dépasse de 1,100,000 francs celle que portait le budget pour l'exercice 1945.

Il s'agit d'acquisitions. Et chacun sait que le prix des choses a monté.

CHAPITRE VI. — *Secours.*

C'est un tout petit poste du budget de l'Instruction Publique. L'augmentation qui l'affecte est de 350,000 francs, c'est-à-dire près de 50 % de la somme de 753,000 francs portée au budget de 1945. Elle est de 1,103,000 francs au budget de 1946.

CHAPITRE VII. — *Dépenses diverses.*

Elles pèsent d'un poids beaucoup moins lourd encore que celles du chapitre précédent, puisque de 100,000 francs qu'elles étaient au budget de 1945, elles ne sont que de 170,000 francs pour l'exercice 1946. Augmentation : 70,000 fr.

DEUXIÈME SECTION.

Dépenses exceptionnelles.

Ces dépenses constituent le secundo de l'article premier du projet de loi de budget. Elles sont englobées sous le titre de « Deuxième section » (p. 46 du budget).

Les crédits prévus pour le chapitre VIII doivent assurer, notamment, le rééquipement de nombreuses institutions scientifiques et artistiques, ainsi que la remise en état de locaux scolaires de tout genre.

Cela explique l'augmentation des dépenses prévues.

Elles étaient de 39,612,250 francs au budget de 1945. Elles deviennent 146,738,500 francs en 1946, soit un accroissement d'un peu plus de 107 millions de francs.

Il convient de remarquer que pour l'application de l'arrêté-loi du 22 décembre 1944 en ce qui concerne l'article 6-5^o de l'arrêté-loi du 31 octobre 1944, il était prévu, au budget de 1945 — page 46, article 50 — une somme de 30 millions qui, au budget de 1946 — page 48, article 58 — devient 120 millions, soit une augmentation de 90 millions. Cela provient de ce que — voir page 338 — pour la dite application, la dépense est calculée pour douze mois, alors qu'elle n'avait été fixée que pour trois mois en 1945.

Il s'agit de la prorogation des parties mobiles des traitements alloués au personnel dépendant du Ministère de l'Instruction Publique, telles qu'elles existaient au 31 décembre 1944, à savoir : l'indemnité spéciale de résidence, les allocations familiales et l'indemnité compensatoire ou spéciale accordée en contre-partie des augmentations qui n'avaient pas été payées lors de la déclaration par suite du blocage des traitements.

Dépenses résultant de la guerre.

Comme on l'a vu au début de ce rapport, la dépense pour cet objet, en 1946, est de 18 millions et demi de francs, soit en diminution de 5 millions sur celle de 1945.

On trouve, à la page 340 du projet de loi du budget de 1946, l'explication du fait que, suite à des transferts, la diminution réelle est d'un peu plus de 7 millions.

Certains postes sont cependant en augmentation pour un ensemble de 15 millions, dont 10 seront consacrés à provisionner l'Université de Louvain en vue de permettre le renouvellement de sa bibliothèque sinistrée, hélas ! une fois encore, par la guerre.

Mais la suppression des services de Londres provoquent heureusement une diminution de dépenses de 20 millions et demi — voir pages 340 à 343 du budget.

En bref, on trouve la justification de l'accroissement du budget dans :

- a) les augmentations barémiques des traitements;
- b) la revalorisation des carrières du monde enseignant;
- c) les frais qu'exigent les relations culturelles avec l'extérieur. Les accords culturels entre la Belgique, d'une part, et d'autre part, la France, l'Angleterre, la Hollande, entraînent, cela va de soi, la création de fonds permettant leur fonctionnement et des paiements sans retard;
- d) l'instauration de l'Œuvre nationale de la Jeunesse : 5,835,000 francs;
- e) la centralisation des services de l'enseignement technique au Ministère de l'Instruction Publique, centralisation qui n'est pas encore aussi effective qu'on le souhaite parce que les Travaux Publics ne parviennent pas à loger les services. Le Ministère de l'Instruction Publique est logé dans des immeubles situés en six endroits différents de la ville;

d) la création de cadres réduits pour le service de l'Organisation nationale de la Jeunesse, pour celui des Relations culturelles avec l'extérieur et pour le service de Documentation;

e) la mise en œuvre d'une nouvelle politique sociale scolaire.

C'est ainsi que l'on disposait jusqu'ici de 200 bourses de 3,000 francs. Il y aura désormais au moins 500 bourses de 15,000 francs.

En matière d'enseignement artistique, au lieu d'un ensemble de bourses s'élevant à 150,000 francs, il va s'agir d'un million.

Le fonds des mieux-doués, qui était de 1,600,000 francs, passe à 2,500,000 fr. Quelques millions trouveront bon emploi dans l'institution de mess et d'un service social dans les quatre Universités.

Et cela s'étendra peu à peu à l'enseignement technique supérieur.

* * *

Au sujet de la *réforme de l'enseignement*, nous aurons le plaisir d'entendre exposer, par M. le Ministre de l'Instruction Publique, les principes sur lesquels elle sera fondée.

On entend parler d'expériences en cours, notamment de l'adjonction aux écoles moyennes dites du degré inférieur, d'une année terminale pour les élèves de 15 à 16 ans; on insiste sur le caractère d'orientation à donner aux études de 12 à 14 ou 15 ans; de ne commencer qu'à partir de la 3^e des athénées une spécialisation formelle de la jeunesse; de revoir les programmes de l'enseignement normal, etc.

En somme, des idées nouvelles naissent et leur bien-fondé est l'objet d'une prudente expérimentation. Tous ceux qui s'occupent d'enseignement sont désireux de les connaître.

C'est dire que tout exposé public les concernant sera le bienvenu.

II. — OBSERVATIONS GENERALES.

I. — *Présentation du budget.*

Au moment où, le 26 juin 1946, la Commission a entamé l'examen du budget du Département de l'Instruction Publique pour 1946, ses membres avaient disposé d'une semaine, exactement, pour étudier le volume des 365 pages qui l'exposent.

C'est un laps de temps beaucoup trop court pour pareille étude, et cela pour plusieurs raisons. D'abord, la matière est abondante; ensuite, cette période de l'année est celle des examens de fin d'année dans tous les établissements scolaires, ce qui surcharge les professeurs d'université, membres de la Commission. Il y avait encore, au Sénat, un arriéré de travail dont il n'est point seul coupable, ce qui astreignait les sénateurs à être présents à des séances plus nombreuses qu'en temps normal. Il y a, enfin, la forme, curieuse mais fort désagréable, de présentation des budgets. Un membre est allé jusqu'à dire que présenté de cette façon, le budget est illisible. Et il exprimait l'opinion générale de la Commission.

Le remède? Il faudrait au moins pourvoir le texte d'une table de référence. Le mieux serait de grouper en chapitres bien distincts les dépenses relatives à

l'Administration Centrale, celles relatives à l'enseignement primaire, celles de l'enseignement moyen, de l'enseignement technique, de l'enseignement agricole, de l'enseignement universitaire et des Beaux-Arts.

Que coûte le Service de l'Enseignement primaire en Belgique pour 1946? Il faudrait deux heures pour dépister les sommes dans le texte du budget. Même chose pour les autres enseignements.

Le premier vœu de la Commission est donc que soit faite, à l'avenir, une présentation plus claire du budget du Département.

En attendant, le rapporteur se permet de signaler à ses collègues de la Commission, que, chaque année, paraît « l'Annuaire Statistique de la Belgique et du Congo Belge », publié sous l'égide de l'Office central de Statistique du Ministère des Affaires Economiques. Le dernier volume paru est de 1944. Les sénateurs y trouveront, pages 75 à 99, des renseignements du plus haut intérêt en matière d'instruction publique.

2. — *Augmentation des bourses d'études.*

La Commission se réjouit de voir accorder 500 bourses de 15,000 francs pour les sujets les mieux doués qui, sans ces bourses, devraient renoncer aux études universitaires.

3. — *Mieux-Doués.*

Quelques membres affirment que certains milieux pédagogiques ont quelque doute quant aux résultats atteints par les bourses d'études allouées par les Fonds des Mieux-Doués.

La somme de 2,500,000 francs prévue en 1921, par application de la loi du 15 octobre 1921, est à nouveau au budget de 1946.

Pour 1944, la moyenne des bourses allouées est de 750 francs, déclare un membre de la Commission.

Il faut évidemment aider les jeunes gens à ressources modestes, mais il faut le faire à bon escient et se montrer plus généreux envers les vrais mieux-doués.

A propos des mieux-doués, un sénateur a eu la curiosité de s'enquérir des carrières choisies par les bénéficiaires du Fonds communal qu'il préside. Il fait connaître que les cinquante-deux bénéficiaires de ce fonds sont devenus :

médecin : 1;	architecte : 1;
licenciés en philologie germanique : 2;	journaliste : 1;
régents : 2;	employé d'administration publ. : 1;
instituteurs(trices) : 11	employés de commerce : 13;
professeur de coupe : 1;	dessinateurs : 2;
dentiste : 1;	wattman : 1;
ingénieur mécanicien : 1;	agent de police : 1;
religieux : 2;	commerçant : 1;
armée : 3;	ont abandonné leurs études : 7.
	(on ignore leur profession).

En conclusion, notre collègue émet quelques considérations qu'il développera, sans doute, en séance publique du Sénat et il souhaite qu'une partie des sommes prévues en dépenses pour les mieux-doués soit réservée aux lauréats inscrits dans les écoles techniques.

4. — *La Commission scolaire.*

Le *Moniteur belge* du 10 février 1946 a publié, pages 1129 et 1130, l'arrêté du Régent du 7 février portant nomination du président et des membres de la Commission pour l'étude du régime organique de l'enseignement.

Un membre de la Commission de l'Instruction Publique voudrait savoir si cette Commission d'étude s'est réunie et, dans l'affirmative, quel est le résultat de ses travaux.

On sait qu'elle est formée de sous-commissions : une pour l'enseignement primaire, une pour l'enseignement moyen, une troisième pour l'enseignement normal, une quatrième pour l'enseignement technique. Une section centrale la domine, placée sous la présidence de M. René Marcq, professeur à l'Université Libre de Bruxelles.

La Commission sénatoriale de l'Instruction Publique avait, dès décembre 1945, formulé des vœux pour le succès des travaux de ce haut organisme. Au sein de la nouvelle commission sénatoriale, des membres agitent des problèmes que l'organisme national, institué le 10 février 1946, pourrait peut-être examiner.

D'un côté, en effet, on voudrait comprendre comment il se fait que, dans l'enseignement primaire libre, par exemple, il y a une augmentation du nombre de classes, alors que la population scolaire y a diminué de 15.000 unités.

D'autre part, on fait remarquer que le traitement des agents en disponibilité est payé, dans les écoles adoptables, pour les 3/5 par l'Etat et pour les 2/5 par les Commissions scolaires. Certains sénateurs voudraient que l'Etat payât l'entièreté, comme il le fait pour les autres écoles.

5. — *Fréquentation scolaire.*

Un sénateur affirme que la jeunesse, celle qui fréquente irrégulièrement l'école, est atteinte par ce que l'on nomme la criminalité enfantine, et il trouve indispensable de faire appliquer la loi sur la fréquentation scolaire. Il y a donc lieu de renforcer le contrôle en cette matière. Il se demande s'il n'est pas possible de rendre plus efficace et plus rapide l'intervention de la Justice. A quoi le Département répond :

« L'inspection cantonale s'acquitte consciencieusement de son rôle qui est de dénoncer au Procureur du Roi les parents dont les enfants s'absentent irrégulièrement de l'école :

» Elle se plaint, en général, de la trop grande bienveillance des autorités judiciaires et aussi du fait que les amendes infligées par application de la loi (de 1 à 25 francs multipliés par 7) sont dérisoires.

» Les magistrats consultés n'acceptent pas le reproche qui leur est fait. La règle de la séparation des pouvoirs interdit d'ailleurs au Ministre toute intervention dans le domaine du pouvoir judiciaire. »

Le Sénat, on le sait, a fait l'unanimité, tout récemment, sur cette façon de voir.

III. — ENSEIGNEMENT PRIMAIRE.

A. — *Hommage au maître d'école.*

La Commission est très préoccupée du reclassement des instituteurs, tant au point de vue moral qu'au point de vue matériel.

Le reclassement au point de vue moral exige, dans l'état actuel de l'enseignement, que le diplôme d'instituteur soit mis sur le même pied que le diplôme d'humanités complètes pour ce qui concerne l'accès aux épreuves instituées *pour les carrières administratives*.

La Commission est unanime sur ce point et nous tenons à attirer l'attention sur ce fait, d'autant qu'en fin d'année 1945, le rapport de la Commission de l'Instruction Publique y avait déjà mis l'accent.

Au point de vue matériel, il y a certes une amélioration, mais la Commission l'estime insuffisante. Elle a émis le vœu de voir le régent d'école moyenne rétribué à raison des huit dixièmes du barème du licencié, l'instituteur à concurrence des huit dixièmes des émoluments du régent, l'institutrice fröbelienne toucherait les neuf dixièmes du traitement de l'institutrice primaire.

Il ne faut pas perdre de vue que les éducateurs de l'enfance ont une influence énorme et décisive sur la jeunesse. Par la parole, par l'action, par l'exemple, par la persuasion bienveillante et le don de soi, ils n'agissent pas seulement sur leurs élèves, ils agissent aussi sur les familles et sur les populations au sein desquelles ils vivent. Et l'on peut dire que l'immense masse des instituteurs de Belgique s'acquitte de cette mission, avec une conscience digne d'éloges. Mais, si la satisfaction qu'ils éprouvent d'avoir consciencieusement rempli leur tâche est une grande chose, il faut qu'à cette satisfaction s'ajoute celle d'avoir l'existence assurée comme il convient. Telle est l'expression du vœu qu'émet la Commission.

B. — Puisque nous venons de parler des intérêts matériels du personnel enseignant, nous avons pour devoir de demander que cessent certains *retards dans le paiement de la pension*. Il a été signalé, à la Commission, que des centaines d'instituteurs attendent, depuis des mois, parfois depuis vingt à vingt-trois mois, le règlement de leur pension. C'est presque incroyable. Il est de tradition, cependant, que des avances sur pension sont consenties et effectuées, en attendant la fin de l'examen des requêtes admises. Les pensionnés réclament-ils ces avances ? Il faut songer aux pensionnés. Ils ont en général donné le meilleur de leurs forces à l'exercice de leur mission d'éducateurs.

C. — On se plaint du manque d'aération et d'éclairage dans certaines écoles. On formule ardemment le vœu de voir les écoles outillées au mieux d'installations assurant une bonne *hygiène*.

D. — Certains membres regrettent qu'on défende aux communes d'accorder de nouveaux *suppléments communaux* au personnel enseignant primaire. C'est le cas pour la ville de Turnhout, à laquelle il a été répondu que ce n'est plus permis depuis le 1^{er} janvier 1945. Turnhout n'est pas seule dans ce cas.

En vérité, l'octroi de suppléments communaux pour l'année 1945 a été autorisé, croyons-nous, en faveur des instituteurs des communes qui ont fait partie des grandes agglomérations (Anvers, Bruxelles, Gand, Liège, Charleroi).

Pour 1946, la question serait à l'étude; le problème est posé.

E. — *Vacances.*

La Commission a acté, avec plaisir, que le problème de l'unification des vacances est posé, que des instructions sont données pour assouplir l'application de la loi et qu'on prépare, au Département, un projet de modification de celle-ci.

F. — *Rénover l'enseignement primaire.*

On entend, de divers côtés, à la Commission, déclarer que les produits de l'enseignement primaire n'ont pas les connaissances qu'on est en droit d'espérer; on affirme que cette insuffisance dans la formation de base retentit dans les enseignements subséquents : moyen, artisanal, technique.

De là à conclure à la nécessité de réorganiser l'enseignement primaire, il n'y a qu'un pas.

Le certain, comme l'écrivait tout récemment M. Henri Lorent, directeur général honoraire de l'enseignement normal, c'est qu'« on est généralement d'accord pour reconnaître qu'une très forte proportion des enfants belges n'arrivent pas à terminer leurs études primaires à l'âge normal de 12 ou 14 ans; on estime jusque 60 % la proportion des retards pédagogiques.

» Le retard de nombre d'entre eux est dû à la déficience de leur état physique ou physiologique ».

Il y aurait beaucoup à dire à ce propos, d'autant que le nombre de retardés pédagogiques n'a jamais été aussi élevé.

Mais nous sortons d'une période dont l'agitation, le trouble, l'inquiétude et la misère le disputent à la longueur. Une période où l'alimentation a laissé grandement à désirer. De cette insuffisance, la population à revenus modestes a particulièrement souffert, c'est-à-dire le monde enseignant et beaucoup d'élèves auxquels il s'adressait.

Cela n'est pas seulement vrai pour les élèves des écoles primaires. C'est vrai aussi pour les jeunes gens de 20 ans ou de 25 ans qui sortent des écoles techniques. Cela se comprend. Les uns ont dû recourir à des subterfuges pour échapper à la déportation durant l'occupation nazie; d'autres ont vécu dans le maquis; d'autres encore ont connu, pendant des années, la captivité en Allemagne.

Nous sortons d'une période pénible dont — au point de vue alimentation et vestimentaire — on aperçoit « la fin du commencement » comme disait un grand homme d'Etat universellement respecté.

On aurait tort, cependant, de ne pas s'intéresser au mouvement des idées, jaillissant depuis tout un temps — en vérité, il a commencé avant la guerre, s'est poursuivi et heureusement précisé depuis — en matière de rénovation de l'enseignement primaire. (Et des autres enseignements, d'ailleurs.)

Des clartés et idées nouvelles, fort intéressantes, méritent la plus sérieuse attention.

Nous citerons le plan d'études primaires, datant de 1936, mis en œuvre à l'initiative du regretté ministre Bovesse, plan dont l'application aurait, dit-on, été suspendue pendant la guerre. Souhaitons-en ardemment la reprise. Et signalons que les autorités dirigeantes de l'enseignement libre ont adapté au programme du quatrième degré les directives données par le plan d'études.

Il y a l'étude, entreprise avant la guerre, par le C.E.R.E. (Centre d'études pour la réforme de l'Etat.)

Il y a la petite brochure « L'école de 6 à 16 ans », parue aux éditions C.I.R.E.B. (Comité d'initiative pour la rénovation de l'enseignement en Belgique) et à la rédaction de laquelle le président de notre Commission a pris une grande part.

Citons encore le beau travail publié sous le titre « Pour une reconstruction démocratique de notre enseignement populaire » et dû au professeur Hotyat, de l'école normale de Morlanwelz.

Il y a encore une brochure toute récente : « Réforme de l'enseignement public » dû à la plume de Henri Lorent, directeur général honoraire de l'enseignement normal.

Citons enfin l'ouvrage de Marcel Hecq, « L'école devant la Nation » et les trois premiers volumes de « La Jeunesse à la dérive », de Marion Coulon.

Bref, il y a quelque chose à faire en matière de réorganisation de l'enseignement primaire.

Mais ce n'est pas à la Commission à l'entreprendre. Elle nous paraît seulement qualifiée pour souhaiter que M. le Ministre de l'Instruction Publique fasse connaître ce que, de tout cela, le Département est décidé à prendre pour le soumettre au creuset de l'expérience. Et on lira plus loin son intervention à la Commission.

Pensons que, bien avant la guerre, M. le Directeur général Buez soulignait, à la section belge de la Ligue internationale pour le Progrès social, que les retardés pédagogiques formaient 40 % de la population de l'enseignement primaire en 1936.

Quand la pédagogie a réussi à organiser des enseignements spéciaux, conçus en fonction de déficiences bien définies — écoles pour sourds-muets, pour aveugles, pour estropiés et accidentés, pour enfants anormaux — la pédagogie a enregistré d'encourageants succès.

» Mais est-il impossible que la pédagogie réussisse à adapter l'enseignement populaire — le primaire en particulier — aux variétés nuancées de l'intelligence des enfants considérés comme normaux, même si leur état normal est déficient par rapport à celui qui résulterait de meilleures conditions biologiques et sociales ? » questionne le professeur Hotyat.

Le problème est en chantier. Laissons travailler et jetons, de temps à autre, des regards attentifs et sympathiques sur l'avancement des travaux. Notons-en les résultats. Encourageons les tentatives prudentes. C'est là le rôle qui nous incombe, à présent, à notre avis.

G. — Il a été question, à la Commission, de l'*inspection médicale scolaire* dont on est unanime à reconnaître le caractère dérisoire dans de nombreux cas. Il y a vingt ans, au moins, qu'on en parle. Il faut que la solution de cette question soit trouvée et votre rapporteur n'est pas le seul à croire qu'il y a, au moins, une bonne solution dans l'appel en service de médecins-hygiénistes « full time » ou « half time », selon l'importance de l'école, et à la condition qu'ils exercent leurs fonctions avec un goût prononcé et un intérêt très vif pour les enfants. Il suffit — mais il importe — de choisir convenablement l'homme.

H. — On a parlé de l'*éducation physique* à l'école. Voilà un service inexistant, en vérité, dans beaucoup de communes. Nous nous refusons à admettre l'impossibilité de le bien assurer, cependant. Mais il y faut employer des gens qui

savent *pratiquer* l'éducation physique et la *diriger* pour un ensemble d'élèves. Il ne faut pas reculer devant la dépense que requiert le service d'un maître spécial ou de maîtres spéciaux, instituteurs pourvus du diplôme de moniteur d'éducation physique. Des instructions sont données en ce sens.

Certes, l'inspection médicale scolaire et les cours d'éducation physique, ainsi conçus, doivent bien se payer. Mais ils sont de nature à combattre les déficiences physiques des enfants et, finalement, à les vaincre. De sorte que c'est autant de gagné pour la santé si précieuse de la jeunesse. Donner la santé à la jeunesse, cela vaut tous les sacrifices financiers, la santé étant le premier des biens.

I. — *Situation des communes.*

Un sénateur expose ce qui suit :

« Les subsides à l'enseignement primaire sont déterminés par le nombre d'élèves par école, ce nombre varie de 20 à 32 par classe, suivant que l'école comprend une ou six classes. Une différence de trois ou quatre élèves, quelquefois moins, entraîne la suppression d'un subside, d'où danger de classes surpeuplées ou mal composées pour l'application des nouvelles méthodes d'enseignement.

» Dans les communes où il y a des titulaires nommés à titre définitif, on ne supprime pas la ou les classes, mais le personnel en surnombre est sensé devoir faire les interims, si bien que l'Etat ne couvre plus les dépenses d'intérim dans ces communes.

» Quand un membre du personnel enseignant est en congé, il faut ou bien désorganiser l'enseignement dans les écoles où le personnel est en surnombre ou bien regrouper les classes dans l'école où l'instituteur est en congé ou, encore, il faut que la commune supporte les frais de l'intérim.

» Dès lors, vu la situation désastreuse des finances communales, les autorités locales renoncent à désigner un intérimaire et, presque toujours, ce sont les enfants qui sont victimes de la situation.

» Il convient que le Département de l'Instruction :

» 1^o se montre plus large pour l'octroi des subsides et que leur suppression ne se fasse qu'après avis de l'inspecteur et non par application automatique des règlements;

» 2^o prenne à sa charge tous les interims dans les écoles primaires.

» Ces mesures s'imposent dans l'intérêt de l'enseignement primaire, dans l'intérêt des nombreux enfants qui ne poursuivent pas leurs études ailleurs, et du personnel enseignant qui, depuis des années, attend une nomination. »

Un autre membre de la Commission fait, à juste titre, remarquer qu'étant donné les tendances de la pédagogie moderne, il y a avantage à les appliquer à de petites communautés scolaires.

QUELQUES TABLEAUX STATISTIQUES.

I. — Enseignement froebelien.

Population des écoles gardiennes.

Communes : 58,870 élèves au 31 décembre 1945;
 Adoptées : 120,883 élèves au 31 décembre 1945;
 Subsidiées : 48,355 élèves au 31 décembre 1945.

 228,108 élèves au 31 décembre 1945.

II. — Enseignement primaire.

A. — Population des écoles primaires.

Communes : 364,871 élèves au 31 déc. 1945; garçons : 239,794; filles : 125,077
 Adoptées : 309,304 élèves au 31 déc. 1945; garçons : 178,325; filles : 285,800
 Subsidiées : 154,621 élèves au 31 déc. 1945

 828,996 élèves au 31 décembre 1945.

B. — Population des sections préparatoires des écoles moyennes
(enfants de 6 à 12 ans).

Etat	15,938 garçons	7,777 fillettes.	Total : 23,815.
Communes :	144 garçons		
Patronnées :		348	
	16,082	8,125	Total : 24,217.

C. — Population des classes préparatoires (ancienne septième) annexées :

1 ^o à des athénées royaux pour garçons :	1845	} Total : 2685.
2 ^o à des collèges patronnés :	840	

Conclusion : Les enfants fréquentant l'enseignement de niveau primaire sont donc, au moins, au nombre de :

$$828,996 + 24,217 + 2,685 = 855,898.$$

D. — *Nombre d'écoles primaires.*

	communales	adoptées et adoptables
pour garçons	2,380	940
pour filles	1,321	1,576
mixtes	1,442	1,055
	5,143	3,571

E. — *Nombre de classes spéciales du 4^e degré.*

pour garçons.	1,106	969
pour filles	622	1,866
mixtes	31	31
Total	1,759	2,866

Situation au 31 décembre 1945.

F. — *Dépense totale de l'Etat pour les écoles gardiennes et primaires en 1939 et en 1945. (Renseignements du 4 juillet 1946.)*

	Exercices	
	1939	1945 (1)
Ecoles communales.		
Traitement des agents des écoles primaires et gardiennes communales en activité et en disponibilité. Rémunération des délégués chargés du cours de religion (intervention de l'Etat) fr.	435,959,674 43	776,347,000 »
Ecoles adoptées et adoptables. gardiennes et primaires.		
Traitements des agents en activité et en disponibilité fr.	338,511,225 64	703,163,000 »
Subsides à titre d'intervention dans la construction, les grosses réparations et l'ameublement des locaux scolaires.	14,000,000 (2)	0 (3)

(1) Les comptes de 1945 ne sont pas encore clôturés. Ces chiffres sont donc provisoires.

(2) Y compris les frais d'agrandissement et réparation des locaux communaux mis à la disposition d'écoles adoptées.

(3) Depuis 1941, le Département des Travaux Publics est chargé de la liquidation des dépenses pour la construction, les réparations et l'ameublement des locaux scolaires.

Écoles gardiennes.*Répartition par province au 31 décembre 1945.*

PROVINCES	ÉCOLES COMMUNALES				ÉCOLES ADOPTÉES ET ADOPTABLES			
	Nombre d'élèves		Nombre de classes		Nombre d'élèves		Nombre de classes	
	en 1939	en 1945	en 1939	en 1945	en 1939	en 1945	en 1939	en 1945
Anvers.....	9.738	6.782	295	261	31.647	30.774	397	800
Flandre Occident.	2.863	2.313	94	82	31.312	31.017	848	897
Flandre Orient. ..	5.978	5.038	193	178	40.384	36.067	1.080	1.085
Brabant	13.545	12.910	526	484	25.380	25.338	704	747
Hainaut	19.400	17.546	712	659	16.143	14.673	517	509
Liège	10.821	8.748	394	347	7.861	8.268	279	262
Limbourg	1.012	920	29	31	15.181	16.173	356	408
Luxembourg	1.672	1.376	66	62	2.904	2.653	102	98
Namur	3.783	3.237	153	144	4.887	4.275	175	150
Royaume	70.812	58.870	2.462	2.248	175.699	169.238	4.458	4.975

Écoles primaires.*Répartition par province au 31 décembre 1945.*

PROVINCES	ÉCOLES COMMUNALES		ÉCOLES ADOPTÉES ET ADOPTABLES	
	Nombre d'élèves	Nombre de classes	Nombre d'élèves	Nombre de classes
Anvers	58,641	2,116	76,565	2,568
Flandre Occidentale.	27,589	1,041	89,442	3,027
Flandre Orientale ..	42,781	1,633	87,623	2,923
Brabant	76,104	3,334	63,770	2,385
Hainaut	59,060	2,596	40,446	1,600
Liège	51,358	2,235	28,468	1,078
Limbourg	13,256	470	55,632	1,754
Luxembourg	16,009	709	8,374	314
Namur	20,073	899	13,805	519
Royaume	364,871	15,033	464,125	16,168

Nombre d'écoles primaires.

	Communales	Adoptées	Adoptables	Totaux
Ecoles à 1 classe	2,021	218	182	2,421
Ecoles à 2 classes	1,045	347	253	1,645
Ecoles à 3 classes	665	391	217	1,273
Ecoles à 4 classes	469	424	200	1,093
Ecoles à 5 classes	249	209	117	575
Ecoles à 6 classes	215	164	89	468
Ecoles à 7 classes	125	118	71	314
Ecoles à 8 classes	123	136	58	317
Ecoles à plus de 8 classes	231	244	133	608
TOTAUX.	5,143	2,251	1,320	8,714

Remarque relative au 4^e degré.

Notons que parmi les 8,714 écoles, 3,014 possèdent des classes séparées du quatrième degré. Dans 2,392 écoles, le quatrième degré forme une division dans une classe recevant les élèves des degrés inférieurs. Dans 3,308 écoles, le quatrième degré n'est pas organisé.

IV. — ENSEIGNEMENT NORMAL.*La formation des maîtres.*

On semble unanimement désirer revoir les programmes de la préparation des instituteurs.

Certains défendent, depuis longtemps, la thèse de l'obligation, pour les futurs instituteurs, de faire le cycle entier de l'enseignement secondaire, puis, de suivre, dans une école normale, des cours de formation pédagogique.

D'autres disent : Oui, il faut donner au futur instituteur une culture générale équivalente à celle qu'on reçoit en « faisant » les humanités. Mais on peut y parvenir en modifiant le programme des cours à l'école normale et en augmentant la durée des études en cette école. Il convient que les normaliens continuent à faire leurs études dans un climat spécial qui participe à leur formation professionnelle et morale.

En résumé, les uns souhaitent la formation des instituteurs par le chemin de l'athénée, les autres préconisent l'introduction des humanités dans les écoles normales.

La Commission n'entend pas se lancer dans un débat qui pourrait inutilement s'allonger.

Elle est unanime, cependant, à formuler le vœu suivant : le Département de l'Instruction Publique doit mettre sur pied un programme qui élève la culture générale du futur instituteur au niveau de celle que confère l'enseignement moyen du degré supérieur. Il n'y aurait pas identité, mais similitude, équivalence, parallélisme, si l'on veut.

Il nous paraît inopportun de vouloir entrer ici dans le détail de l'organisation et du programme de l'école normale rénovée. Mais nous croyons devoir signaler qu'une circulaire de M. le Ministre Buisseret, en date du 9 février 1946, a abordé ce problème.

Tout sénateur que la chose intéresse peut se procurer ce document.

Enseignement normal.

Nombre d'écoles normales primaires.

	Pour instituteurs	Pour institutrices	Totaux
De l'Etat	9	7	16
Provinciales	2	3	5
Communes	3	4	7
Privées	17	36	53
	31	50	81

Population des écoles normales gardiennes.

	1935/36	1939/40	1940/41	1943/44	1944/45	1945/46
De l'Etat : 7 écoles	354	305	275	211	169	145
Des Provinces : 1 école ..	130	88	70	44	37	28
Des Communes : 3 écoles.	187	135	111	66	56	49
Libres : 28 écoles	1,183	1,277	1,086	1,026	902	899
Totaux : 39 écoles	1,854	1,805	1,542	1,347	1,164	1,121

(17)

Nombre de diplômés d'instituteur

	1936		1937		1938		1939	
	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.
Ecoles normales de l'Etat	166	91	192	101	237	145	250	229
Ecoles normales provinc.	48	37	41	48	55	54	67	69
Ecoles normales commun.	43	70	78	83	75	82	94	114
Ecoles normales privées	526	649	527	724	572	792	609	900
Totaux . . .	783	847	838	956	939	1,073	1,020	1,312
	=====	=====	=====	=====	=====	=====	=====	=====
	1935-1936		1936-1937		1937-1938		1938-1939	
<i>Nombre global d'élèves..</i>	11,475		12,355		13,202		13,891	

primaire délivrés par les

1940		1941		1942		1943		1944		1945	
G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.
258	240	283	255	267	241	250	244	201	238	167	169
52	72	110	45	84	55	63	66	62	70	53	45
94	123	89	117	85	95	95	105	116	107	72	100
615	855	647	893	651	960	682	983	566	893	460	698
1,019	1,290	1,129	1,308	1,087	1,351	1,090	1,398	945	1,308	752	1,012
1939-1940		1940-1941		1941-1942		1942-1943		1943-1944		1944-1945	
13,841		13,295		12,754		11,642		10,755		10,151	
										1945-1946	
										8,931	

V. — ENSEIGNEMENT MOYEN.

1. *A l'admission.* — On se plaint de ce que, par suite de la facilité de l'épreuve d'admission, les classes de sixième sont encombrées d'élèves que les parents aiguillent vers l'enseignement moyen, sans savoir si les enfants ont les possibilités intellectuelles nécessaires à une fréquentation fructueuse de cet enseignement. Il est certain que les auditoires hétérogènes empêchent le déroulement normal des programmes, ce qui alourdit, si l'on peut dire, le pas des bons élèves.

Cela motive, chez bon nombre de gens, l'opinion que pour avoir accès aux classes de l'enseignement moyen, les enfants devraient posséder un certificat de fin d'études primaires.

2. *Durant les études,* il faudrait se montrer sévère pour le passage d'une classe à la suivante, de façon que l'enseignement moyen se débarrasse, à temps, des entraves que la présence des enfants non doués pour les études générales apportent à l'amélioration de cet enseignement.

3. *Réforme.* — Il est beaucoup question de la revision des programmes de l'enseignement moyen et nous devons regretter que, pressés par le temps, nous n'ayons pas, dans ce rapport, le loisir de faire l'exposé et la confrontation des idées en cours à cet égard. On n'est pas très loin en ce domaine.

Cependant, le nombre grandit, chaque jour, de ceux qui considèrent comme souhaitable de retarder jusqu'en quatrième inclusivement la spécialisation dans l'enseignement moyen.

M. le Ministre Vos, présent à cet échange de vues, veut bien faire connaître, en bref, la réponse que le Département envisage aux différents degrés.

M. le Ministre Vos déclare :

« Je puis marquer mon accord sur les grandes lignes de la réforme préconisée par mon prédécesseur M. Buisseret.

» Il faut tenir compte de ce que cette réforme est fonction de la prolongation de la scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans.

» Je voudrais transformer le moins possible la structure de l'édifice scolaire, quitte à revoir les programmes et les méthodes.

» En résumé, nous sommes en présence de deux thèses.

» Les tenants de la première disent : nous avons l'enseignement primaire qui s'étend de 6 à 12 ans, puis l'enseignement moyen du degré inférieur de 12 à 15 ans. Il y faudrait ajouter une année d'enseignement général pré-professionnel.

« La seconde thèse consiste à prôner la création d'un nouvel enseignement technique de 14 à 16 ans, précédé d'un quatrième degré renforcé.

» C'est pourquoi il faut revoir le programme de l'enseignement primaire et la préparation des maîtres. Les enfants en âge normal d'avancement, soit 12 ans, recevraient l'enseignement de régents, dont la préparation pédagogique devrait être accentuée (1).

» Afin d'ouvrir progressivement cette voie nouvelle, des expériences seront tentées dans vingt classes du pays — dix en Flandre, dix en Wallonie, soit

(1) Note du rapporteur : Certains membres de la Commission font des réserves expresses sur cette façon de voir.

cinq classes de filles, cinq classes de garçons, dans chacune des deux régions. Et une délégation partira en mission d'étude en Suisse, pour se rendre compte de la manière dont ce pays, qui s'apparente au nôtre, a résolu le problème.

» En ce qui concerne l'enseignement moyen, on a parlé de la suppression partielle de l'étude du grec.

» *La Revue Générale* a publié un article très intéressant de Pierre Vigny, secrétaire du C.E.R.E., pour la défense des humanités gréco-latines.

» Je sais que les autorités diocésaines sont toujours favorables à l'étude du grec à partir de la cinquième.

» Je crois qu'il faut maintenir l'enseignement du grec pour une élite qui se dirige dans le sens que chacun sait.

» Mais il faut reconnaître que le grec et le latin ne sont pas les seules disciplines capables de donner une culture humaniste.

» Je suis d'avis que, pour ceux qui font les humanités anciennes et les humanités latines-mathématiques, le latin doit être enseigné à partir de la sixième, mais le grec, pour les premières, à partir de la troisième, quitte à en renforcer l'étude pour ceux qui peuvent en tirer réellement profit.

» Parmi ceux-ci figurent, en premier lieu, ceux qui se destinent à la philologie classique.

» Dans les humanités modernes, par contre, il faut renforcer l'étude des bases culturelles, précisément dans un sens humaniste.

» A côté des humanités gréco-latines, éventuellement latines-sciences, latines-mathématiques, il faut maintenir les humanités modernes, qui ne peuvent demeurer ce qu'elles sont. Car il est bien évident qu'admettre, de droit, aux hautes écoles commerciales, les diplômés des sections anciennes, alors qu'on a, jusqu'ici, refusé ce droit aux diplômés des sections commerciales des athénées, constitue une situation difficilement tolérable, parce qu'elle tend à consacrer l'état d'infériorité dans lequel est relégué cet enseignement.

» L'homologation des diplômes de l'enseignement moyen porte sur six ans d'études, au cours desquels aucun transfert d'une section à l'autre n'est légalement toléré. Il faut le rendre possible au niveau des classes inférieures. A cette fin, deux solutions se présentent, qui consistent : la première, en ajoutant une épreuve de maturité — elle existe dans certaines universités —; c'est une méthode fort sympathique et dont je souhaite la généralisation; la deuxième, en faisant porter l'homologation des diplômes seulement sur les trois années supérieures de l'athénée ».

4. La Commission s'intéresse aux *délassements intellectuels* et voudrait connaître les réalisations intéressantes en cette matière et les conclusions qu'en tire, si possible, le Gouvernement. On veut espérer que toutes les occasions sont mises à profit pour l'exaltation du *civisme* et du *social*.

5. *Inspection*. — La Commission semble d'accord pour admettre que les inspecteurs de l'enseignement moyen, comme, d'ailleurs, ceux de l'enseignement primaire, sont trop absorbés par une besogne administrative excessive, dans l'exécution de quoi une aide devrait leur être apportée, si l'on veut qu'ils se consacrent à remplir leur mission essentielle qui est d'aider les jeunes professeurs et d'encourager leur effort.

D'autre part, il apparaît que certains inspecteurs sont chargés d'inspecter trop de cours. Il faudrait opérer de ce côté une certaine ventilation, par exemple en augmentant le nombre d'inspecteurs.

6. Un membre de la Commission a émis l'opinion que le dédoublement des directions de certaines écoles moyennes et d'athénées de l'agglomération bruxelloise n'est pas souhaitable et que, d'autre part, il était recommandé de subventionner plus largement l'enseignement moyen communal.

En ce qui concerne le personnel enseignant, la Commission estime que maintenir, pendant des années, au même traitement, les intérimaires n'est pas admissible. Et les cas de ce genre sont nombreux, paraît-il.

7. *Barèmes.* — On a, à plusieurs reprises, parlé de la rémunération du personnel enseignant. On semble considérer qu'il n'est pas classé au bon endroit dans l'échelle barémique des agents payés directement ou indirectement par l'Etat.

On sait que les représentants syndicaux du dit personnel ont multiplié leurs démarches, à ce sujet, au Département et chez le Premier Ministre.

Une voix s'est élevée, à la Commission, pour revendiquer, en faveur du personnel enseignant de l'enseignement moyen, un cadre spécial comme il en existe un pour l'armée et pour la magistrature.

Ne possédant pas, à l'heure actuelle, les chiffres barémiques définitifs, il est prématuré d'en discuter. Quand viendra le budget devant la Chambre, les négociations entre les délégués des syndicats du personnel enseignant et les Ministres responsables auront pris fin — ce qui n'est pas encore le cas, au moment où nous écrivons ces lignes — et l'on pourra engager le débat.

Mais l'opinion de la Commission est unanimement favorable au personnel enseignant y compris les professeurs spéciaux de tous les degrés d'enseignement. Cela doit être dit.

8. *La loi Vanderpoorten.* — Elle compte des défenseurs attentifs et ardents au sein de la Commission. Ils l'ont soulevée en décembre 1945, ce qui nous a fourni l'occasion de questionner, alors, le Département. On peut revoir la réponse, in fine du document n° 20, Rapport de la Commission sur le budget de 1945, du Ministère de l'Instruction Publique, pages 29 et 30.

A cette occasion, il a été question des lois du 10 juin 1937 — loi Marck et loi Missiaen —. Aussi, désireux d'éclairer le Sénat par des éléments et avis tout récents, nous croyons bien faire en reproduisant, dans ce rapport, les renseignements qu'à propos de ces trois lois, le Département de l'Instruction Publique a fournis, sous la date du 4 juillet 1946, en réponse à une question posée, le 18 juin, par un membre de la Chambre.

A. *Loi Marck.* — En raison de sa portée générale, la loi de 10 juin 1937 (loi Marck) s'est intégrée complètement dans le régime des pensions de retraite à charge du Trésor public. Son application n'a donc donné lieu à aucune discrimination spéciale et ses effets sont éparpillés parmi de nombreuses pensions.

Pour fournir les renseignements demandés par l'honorable membre, il serait nécessaire d'examiner un à un des milliers de dossiers de pensions, allouées depuis le 1^{er} juillet 1937, et d'établir pour chacun des intéressés une pension fictive d'où seraient éliminés les éléments que la loi précitée a rendus admissibles.

Pareil travail nécessiterait un temps considérable et ne pourrait être imposé au Service des Pensions sans entraver gravement l'accomplissement de la tâche normale.

B. *Loi Missiaen*. — La loi du 10 juin 1937 (loi Missiaen) a eu notamment pour effet :

1^o De renforcer l'action de l'autorité supérieure à l'égard des communes en matière d'organisation matérielle de l'enseignement, et

2^o D'imposer aux communes, dans certaines conditions, l'organisation de classes distinctes pour filles, pour enfants retardataires ou anormaux ou de classes sectionnaires.

Quant au 1^o, il s'agit d'une procédure administrative, d'ailleurs rarement employée et qui n'a eu aucune conséquence financière pour l'Etat.

En ce qui concerne le 2^o, il est évidemment impossible de déterminer si les communes qui ont été amenées à développer leur enseignement ont agi de leur plein gré ou sous l'empire de la contrainte légale. Dans les cas où le Département a dû intervenir, les conséquences financières de son action ne peuvent, dans tous les cas, être établies avec une approximation suffisante. L'ouverture de classes nouvelles a pu avoir notamment des répercussions sur l'effectif d'autres écoles, tant communales que libres, sous forme de déplacements d'élèves entraînant une réduction du nombre des classes, sans qu'on puisse déterminer avec certitude les causes de ces mouvements de population. En tout cas, les recherches que comporterait l'estimation de la dépense exigeraient un temps considérable et les renseignements recueillis ne présenteraient aucune garantie d'exactitude.

C. *Loi Vanderpoorten*. — Dépenses totales résultant de l'application de la loi Vanderpoorten :

Ministère de l'Instruction Publique	fr.	157,451,326
Ministère des Travaux Publics		84,317,677
Ministère des Communications (chauffage)		22,959,245
Total.	fr.	264,728,248

Dépenses par exercice :

1938 :

Instruction publique.	fr.	36,486,258	»
Travaux Publics		9,664,763	»

1939 :

Instruction publique		45,085,183	»
Travaux Publics		11,879,823	»

1940 :

Instruction Publique.		17,589,024	»
Travaux Publics		7,373,651	»
Communications		1,607,966	93

1941 :

Instruction publique.		10,770,901	»
Travaux Publics		20,918,306	»
Communications		5,596,226	40

1942 :

Instruction publique.	11,138,060	»
Travaux Publics	8,033,929	»
Communications	5,702,818	93

1943 :

Instruction Publique.	10,692,000	»
Travaux Publics	6,837,346	»
Communications	4,517,873	67

1944 :

Instruction Publique.	11,876,950	»
Travaux Publics	9,767,056	»
Communications	2,885,759	42

1945 :

Instruction Publique.	13,796,950	»
Travaux Publics	9,842,803	»
Communications	2,648,600	05

1. *Nombre d'écoles moyennes officielles pour garçons* (athénées royaux, écoles moyennes de l'Etat, athénées provinciaux et communaux, écoles moyennes communales) :

155 établissements avec une population scolaire de 52,361 élèves.

2. *Nombre d'écoles moyennes officielles pour filles* (athénées royaux, écoles moyennes de l'Etat, lycées provinciaux et communaux, écoles moyennes communales) :

72 établissements avec une population scolaire de 17,702 élèves.

3. *Collèges et écoles moyennes patronnés pour garçons* :

21 établissements avec une population scolaire de 3,270 élèves.

4. *Ecoles moyennes patronnées pour filles* :

2 établissements avec une population scolaire de 606 élèves.

Certains établissements d'enseignement moyen communaux, au nombre de 20, ainsi que le collège patronné de Herve, reçoivent un subside annuel sous forme d'une allocation forfaitaire.

L'enseignement libre d'instruction moyenne échappe à tout contrôle de l'Etat. Je ne possède aucun renseignement à son sujet. L'Office de l'enseignement catholique — secrétariat général : M. l'abbé Hiers, préfet des études à l'Institut Saint-Louis, boulevard du Jardin Botanique, à Bruxelles, est à même de fournir les renseignements relatifs aux établissements d'enseignement moyen libres.

5. *Enseignement normal moyen* :

7 écoles normales moyennes de l'Etat : 2 pour régents, 5 pour régentes.

Chiffres globaux les plus récents (4 juillet 1946).

1^o Population scolaire des écoles moyennes de l'Etat :

1939 : 70,558;

1945 : 68,691.

2^o Population des collèges patronnés :

1939 : 3,268;

1945 : 3,550;

Dépense totale de l'Etat aux écoles moyennes de l'Etat :

1939 : 150,496,630;

1945 : 316,181,492.

VI. — ENSEIGNEMENT TECHNIQUE.

La Commission a consacré la majeure partie de sa quatrième séance à un petit tour d'horizon dans le domaine de l'enseignement technique.

1. Certains membres ont déclaré juger insuffisant le contrôle des crédits accordés à l'enseignement agréé. On a parlé des commissions administratives des écoles techniques et émis le vœu de voir accentuer, en toute occasion, la pénétration de compétences et la représentation des intérêts économiques au sein de ces commissions. Il en résulterait une meilleure orientation des cours et un enseignement technique de qualité dont la Belgique a toujours eu besoin et pour l'obtention de quoi elle a consenti, depuis tant d'années, de sérieux sacrifices financiers.

2. Un membre de la Commission s'est penché sur la question des subsides pour travaux et pour aménagement des locaux. Ces subsides ont existé. Ils n'existent plus depuis 1941 et cela conduit, affirme-t-il, à des constatations regrettables qui lui font répéter, après Joseph Wauters : « Pas de poussières d'écoles ! »

3. Le même sénateur voudrait voir l'Etat prendre, en matière d'achat de matériel, une part de propriété. L'idée est assez claire pour ne la point commenter davantage ici.

4. On a entendu parler de la gratuité de l'enseignement technique, et aussi du fait, paradoxal et inadmissible, qu'il existerait des classes d'enseignement technique dans lesquelles le nombre de professeurs dépasserait le nombre d'élèves.

5. On considère que, touchant les dépenses qu'occasionne le fonctionnement d'une école technique réputée et régionale, il conviendrait que les charges en soient équitablement réparties entre les communes dont les enfants fréquentent cette école.

Est-il admissible que la Ville de Bruxelles supporte seule, défalcation faite des subventions de l'Etat, les frais de fonctionnement de l'Ecole de menuiserie, qui compte 75 % d'élèves étrangers à la commune de Bruxelles ? Idem pour l'Institut des Arts et Métiers.

Mais comment astreindre une commune à intervenir dans les dépenses d'une école vivant dans la région ?

Nous ne faisons que poser le problème. Sa solution dépend essentiellement du Ministre de l'Intérieur, car c'est lui qui contrôle, approuve ou rejette les budgets des communes.

6. La critique, en matière de recrutement du personnel enseignant et du personnel administratif des institutions d'enseignement technique, vise l'appel en service des intérimaires. Il arrive fréquemment, en effet, que la direction, approuvée en cela par les commissions administratives, recourt à des intérimaires pour assurer la continuité d'un cours ou de plusieurs. Il y a là, assurément, matière à favoritisme.

Puis, la situation perdurant, l'heure sonne où les titulaires quittent, enfin, définitivement l'école, pour l'une ou l'autre raison. Les intérimaires ayant, cela va de soi, rempli, avec zèle, les prestations leur confiées, ont soin de souligner, pour défendre leurs candidatures, qu'ils ont effectué, depuis autant de mois, des services dont la direction se déclare satisfaite. Sans doute y a-t-il, pour tous les candidats, une épreuve d'aptitude succédant à l'annonce publique des emplois vacants. Mais les administrateurs communaux ou autres, obligés de faire un choix pour les nominations, éprouvent, il faut le dire, quelque scrupule à écarter les candidats qui peuvent se prévaloir d'un intérim. De là à conclure que pareille situation juggle, dans une certaine mesure, le libre choix des administrateurs, il n'y a qu'un pas. Et nous l'avons vu franchir.

Mais comment remédier à cela ? La continuité même qu'exige le fonctionnement des cours rend inévitable l'emploi des intérimaires. La seule recommandation à faire, expressément aux directeurs des écoles, c'est d'éviter les longs interims, chaque fois que c'est possible. Et de veiller à ce qu'il en soit bien ainsi.

7. Et puisque nous parlons du personnel enseignant, il faut souligner le vœu de la Commission de voir s'amplifier l'organisation méthodique de l'enseignement normal technique, car les cours techniques ont une méthodologie qui leur est propre et il convient que les personnes qui désirent devenir professeurs dans une école technique, quelle qu'elle soit, sachent, en cas de postulation d'un emploi de ce genre, administrer la preuve, non seulement qu'ils ont les connaissances techniques adéquates, mais aussi — condition indispensable — les connaissances suffisantes de pédagogie et de méthodologie, sans lesquelles un professeur ne peut, sauf exception, conduire à bien sa tâche délicate.

8. Jetant un regard sur la clientèle des écoles techniques, on a formulé le souhait d'un contrôle accentué du savoir des élèves, au seuil de l'entrée dans les institutions d'enseignement technique.

Nous avons besoin d'une main-d'œuvre nombreuse et de haute qualité, capable de s'adapter à l'évolution constante des technicités. Les auditoires qui s'abreuvent de connaissances dans nos écoles techniques doivent donc acquérir, au prix d'un effort constant, un solide bagage de notions et de principes qui forment les règles de leur futur métier. C'est dire que les élèves de nos écoles techniques ne doivent pas être considérés et ne doivent pas se considérer comme les laissés pour compte de l'enseignement général. Et c'est pourquoi il convient de s'assurer, par des examens bien conduits et bien compris, de ce que les futurs apprentis ont, au seuil de l'école technique, gardé en leur mémoire un ensemble cohérent et solide des branches fondamentales enseignées à l'école primaire.

Beaucoup de bons esprits inclinent à exiger la possession du certificat d'études primaires de tout élève désireux de s'engager dans la voie des études professionnelles.

9. On souhaite que la *fiche médicale scolaire*, la fiche signalétique aussi — connaissances, comportement scolaire, penchant, goûts de l'élève — suivent l'enfant à l'école professionnelle, afin que, dans ce climat nouveau, une surveillance tutélaire de l'élève puisse se poursuivre qui facilitera, à 14 ans pour les enfants d'avancement normal, à 15 ans pour les retardés pédagogiques, et cela dans l'intérêt même des sujets, une fructueuse orientation professionnelle, conduite par un orienteur diplômé que le médecin scolaire aidera de sa science et de ses observations antérieures.

10. On cite une très grande école professionnelle comptant de 1,400 à 1,500 élèves, où l'on n'a trouvé que 25 % des élèves en bonne santé. C'est que les privations causées par la terrible guerre ont sapé la santé de beaucoup d'enfants !

Raison de plus pour que l'école technique de plein exercice ait à son programme un *cours sérieux d'éducation physique*. L'enseignement de l'*hygiène professionnelle et sociale* également doit être rendu obligatoire dans l'enseignement technique.

11. Quand, quittant l'école professionnelle, le jeune homme entre à l'atelier, il sera tôt ou tard mis en présence de machines nouvelles ou de procédés nouveaux, ou de matières nouvelles.

Il sentira la nécessité incompressible, lui, travailleur formé, de retourner à l'école, pour y *perfectionner* ses connaissances et son habileté. Il faut que l'enseignement technique s'organise pour satisfaire à cette nécessité.

12. Un membre de la Commission voudrait que les grandes écoles fussent pourvues de *laboratoires d'essais et de recherches*.

13. Il souhaite que les *bibliothèques* soient pourvues des publications où l'on peut suivre l'évolution et les audaces de la technique moderne.

14. La Commission souhaite que les écoles soient tenues d'*exposer les travaux des élèves*.

15. Elle souhaite que le Département de l'Instruction Publique se préoccupe de la publication d'*une revue consacrée à l'enseignement technique*, revue bilingue, qui serait présentée avec un grand soin et abondamment illustrée.

16. Un membre de la Commission, approuvé par tous ses collègues, a formulé le vœu de voir le Département de l'Instruction Publique se livrer à une *vaste enquête* sur l'enseignement technique, enquête dont les résultats seraient portés à la connaissance du Parlement.

17. Un autre membre a souhaité que la Commission de l'Instruction Publique se rende dans diverses régions du pays, pour y *voir en plein travail les institutions d'enseignement technique*. La Commission a accueilli cette idée avec sympathie.

18. Enfin, il a été question de l'Office de l'Enseignement technique.

L'enseignement technique a été rattaché au Ministère de l'Instruction Publique par arrêté royal du 20 décembre 1932, sous réserve du maintien de la Direction technique aux ministères techniquement compétents (Industrie et Travail et Agriculture et Classes moyennes).

L'arrêté-loi du 10 juillet 1933 déclare techniquement compétents : le Ministère des Affaires Economiques, le Ministère de l'Agriculture, le Ministère de l'Intérieur et de l'Hygiène et le Ministère de la Justice.

L'intervention de ces divers Départements dans l'enseignement technique était susceptible de nuire à la bonne organisation de celui-ci. Aussi l'article 2 de l'arrêté royal du 20 décembre 1932, a prévu l'organisation d'un Office de l'Enseignement Technique, chargé de coordonner l'action des différents départements auxquels ressortissent des établissements d'enseignement professionnel organisés par les pouvoirs publics ou subsidiés par ceux-ci.

Il règle notamment l'emploi des crédits budgétaires et en surveille l'attribution.

L'arrêté royal du 9 mars 1933, en son article 2, précise que l'Office est dirigé par un Comité interministériel présidé par le Ministre de l'Instruction Publique, le Ministre de l'Industrie et du Travail, le Ministre de l'Agriculture et des Classes Moyennes auxquels sont adjoints, avec voix consultative, trois membres nommés par le Roi, sur proposition de chacun de ces trois Ministres et choisis parmi les membres des conseils supérieurs des enseignements technique et agricole.

Le Comité délibère sur toutes les questions intéressant l'enseignement technique. Il dresse le projet de budget de l'enseignement technique.

Il prend toutes les mesures utiles pour sauvegarder les intérêts de l'Etat et de l'enseignement technique.

L'exécution des décisions du Comité appartient au Ministère de l'Instruction Publique.

Le rapporteur ne croit pas pouvoir reproduire ici le texte des articles 5 — subordination des services —, art. 6 et 7 — Compétence des directions techniques —, art. 8 — Compétence de la Direction administrative — de l'arrêté royal du 9 mars 1933.

Il se voit obligé de prier ses collègues de consulter le dit arrêté royal du 9 mars 1933, reproduit dans le Code de l'Enseignement technique.

Il convient de signaler que (voir p. 1296 du *Moniteur belge* du 16 février 1946) par arrêté du Régent, en date du 8 juin 1946, l'Administration technique de l'enseignement professionnel, industriel et ménager et l'Inspection de l'enseignement agricole, sont détachées respectivement des Ministères des Affaires Economiques et de l'Agriculture et sont rattachées au Ministère de l'Instruction Publique.

L'article 1^{er} de l'arrêté royal du 20 décembre 1932 est abrogé.

A l'occasion de la revision des cadres des départements ministériels par la Commission Seeldrayers, la question s'est posée de l'organisation de l'Administration de l'Enseignement technique, aujourd'hui répartie entre trois départements :

Instruction publique : Office de l'Enseignement technique et Direction générale administrative;

Affaires Economiques : Direction technique de l'Enseignement industriel, professionnel et ménager ;

Agriculture : Direction technique de l'Enseignement agricole.

Rien n'a été changé à l'organisation de l'Office de l'Enseignement technique, composé conformément aux dispositions des arrêtés royaux du 20 décembre 1932, du 9 mars 1933 et du 10 juillet 1933. Seule est envisagée la centralisation des bureaux et services, tant pédagogiques qu'administratifs, au Ministère de l'Instruction Publique, lequel groupe tous les autres ordres d'enseignement.

Grâce à différentes mesures décidées d'ores et déjà par les trois ministres compétents, les rapports de l'Enseignement Technique avec l'industrie, le commerce et l'agriculture seront maintenus et développés beaucoup plus facilement que par le passé.

C'est ainsi, notamment, que des réunions seront tenues, au moins mensuellement, entre, d'une part les fonctionnaires dirigeants des Services d'études et de documentation des Départements de l'Agriculture et des Affaires Economiques et, d'autre part, de la Direction générale de l'Enseignement Technique. De la sorte, les résultats et conclusions émanant de ces services d'études seront communiqués régulièrement aux services d'enseignement et les inconvénients, tant administratifs qu'économiques de la dispersion actuelle qui ne satisfait personne, seront supprimés.

Les Ministres de l'Instruction publique, des Affaires Economiques et de l'Agriculture sont d'accord pour que la direction générale de l'Enseignement Technique, soit agrandie par la fusion avec les services connexes de deux autres départements, afin qu'elle ne puisse être réduite au rang d'une direction comme le propose la Commission Seeldrayers; l'ampleur de cette administration sera de toute évidence suffisante pour justifier son maintien au rang de direction générale au sein du cadre du Département de l'Instruction Publique.

QUESTIONS ET RÉPONSES.

PREMIERE QUESTION.

Nombre des écoles techniques professionnelles et artistiques subsidiées pour filles et garçons de l'enseignement libre et dans l'enseignement officiel.

Ces renseignements comportent les points suivants :

Nombre d'écoles ;

Effectif du personnel ;

Effectif des élèves ;

Subsides accordés pour les différentes sections de filles, de garçons d'institutions libres et d'institutions officielles ?

RÉPONSE.

Caractère des écoles	Nombre d'écoles	Nombre personnel	Nombre d'élèves	Montant des subsides		
				pour frais traitements	pour frais de fonction- nement	Total
Provinciales	65	1,400	14,909	12,680,860	2,539,445	15,220,305
Communales	525	4,958	72,962	33,500,406	5,609,110	39,109,516
Libres	1,027	10,787	128,333	91,551,564	16,384,627	107,936,191

Renseignements datant du 4 juillet 1946.

Enseignement technique agréé.

	Population scolaire en			Subventions en		
	1936	1940	1945	1936	1940	1945
<i>Enseignement technique :</i>						
Cat. A. (écoles professionnelles de jour pour garçons)	32,910	41,191	45,704	42,760,748	51,642,115	116,546,975
Cat. C. (écoles professionnelles de jour pour filles)	67,992	61,067	50,848	26,851,557	37,952,659	87,028,180
<i>Enseignement agricole :</i>						
Catégories A et C	5,730	4,722	(A) 3,567 (C) 4,442	6,529,185	7,410,382	8,488,651 9,689,799
TOTAUX	106,632	106,980	104,561	76,141,490	97,005,156	221,753,60

DEUXIEME QUESTION.

Le nombre des écoles ménagères subsidiées dans l'enseignement libre et dans l'enseignement officiel ?

Ces renseignements doivent comporter les points suivants :

Nombre d'écoles;

Effectif du personnel;

Effectif des élèves;

Subsides accordés pour les écoles libres;

Subsides accordés pour les écoles officielles.

RÉPONSE.

Nombre d'écoles	{	provinciales	—
		communales	53
		libres	135
Personnel	{	écoles provinciales	—
		écoles communales	128
		écoles libres	520
Nombre d'élèves	{	écoles provinciales	—
		écoles communales	1,592
		écoles libres	5,811
Subsides	{	écoles provinciales	—
		écoles communales	1,136,385
		écoles libres	5,596,232

TROISIEME QUESTION.

Le Département autorise-t-il l'organisation ou le maintien des cours professionnels du samedi après-midi et du dimanche matin ?

RÉPONSE.

La suppression des écoles industrielles du samedi après-midi et du dimanche matin est envisagée. Toutefois, cette question étant intimement liée à la prolongation scolaire, il ne nous est pas permis d'émettre un avis définitif, attendu que le problème de la prolongation scolaire n'a pas encore été résolu.

En outre, il est à remarquer que la plupart de ces écoles sont situées dans des centres desservant des régions dépourvues de moyens de communications (ex. Jodoigne) où un enseignement industriel du jour ne pourrait être organisé avec succès.

QUATRIEME QUESTION.

ENSEIGNEMENT NORMAL TECHNIQUE.

Quels sont les établissements ou cours d'enseignement normal professionnel qui bénéficient des subsides de l'Etat comme écoles officielles ou comme écoles libres ?

Quelle est l'importance de ces subsides et pour l'enseignement normal professionnel pour garçons et pour l'enseignement normal professionnel pour filles ?

Quels sont les effectifs des écoles et cours subsidiés officiels et libres ?

RÉPONSE.

Cours normaux provinciaux — Catégorie D.

		Elèves	Subsides.
Garçons n°	786 Université du Travail à Charleroi	211	321,044
	314 Technische school Boom	8	12,787
Filles	256 Ecole rue du Chêne, Bruxelles	59	8,297

Cours normaux libres — Catégorie D.

		Elèves	Subsides.
Garçons n°	58 Taalinstituut, Gent	39	14,919
	315 Vak en Nijverheid, Borgerhout.	32	27,774
	646 Technische scholen, Mechelen	23	41,438
	725 Beroepsschool, Brugge	37	120,839
	754 Middelbare en Hooge Vakschool, Aalst	42	7,437
Filles	Néant.		

Cours normaux communaux — Catégorie C1 D.

Garçons : Néant.

		Elèves.
Filles n°	3030 Ecole prof. Marius Renard, Anderlecht	10
	3032 Ecole professionnelle Couvreur, Bruxelles.	51
	3033 Ecole professionnelle Bisschoffsheim, Bruxelles	21
	3043 Ecole professionnelle Fernand Cocq, Bruxelles	15
	3054 Ecole professionnelle M. Van Meenen, Saint-Gilles	12
	3057 Ecole professionnelle Frans Fischer, Schaerbeek	8
	3117 Ecole professionnelle Charleroi	19
	3125 Ecole professionnelle La Louvière	27
	3127 Ecole professionnelle, Mons.	37
	3142 Ecole professionnelle, Liège.	92
	3148 Ecole professionnelle, Verviers	12
	3000 Beroepsschool, Antwerpen	24
	3049 Beroepsschool, Leuven	20
	3095 Beroepsschool, Gent.	10
	3197 Vakschool, Antwerpen	15

(Il n'est pas possible de déterminer les subsides afférents à la catégorie C1 D car ils sont compris dans ceux liquidés pour C1.)

Cours normaux libres — Catégorie C1 D.

Garçons : Néant.

		Elèves.
Filles n°	3038 Ecole prof. rue Général Leman, Bruxelles.	78
	3044 Chaussée de Vleurgat, Ixelles	42
	3052 rue Emile Féron, Saint-Gilles	18
	3053 rue Traversière, Saint-Josse-ten-Noode	11
	3031 avenue Bailly, Braine-l'Alleud	8
	3118 Châtelet.	18
	3123 Gosselies	114
	3126 La Louvière	13
	3128 square Sainte-Waudru, Mons	24
	3144 Liège.	74
	3149 Verviers.	32
	3160 Bastogne	17

3170	rue de Bruxelles, Namur	73
3001	Beroepsschool St-Willebrordusstraat, Antwerpen . .	57
3002	Beroepsschool De Bomstraat, 45, Antwerpen . .	20
3003	Beroepshuishoudsch., Brialmontlei, 39, Antwerpen .	95
3007	Beroepshuishoudschool, Lammekensstr., 84, Borgerh.	53
3011	Beroeps en Handelssch., Hoogestraat, 35, Mechelen.	34
3016	Beroepsschool, Paterstraat, 86, Turnhout. . . .	81
3040	Vak- en Handelssch. Sacré-Cœur, Heverlee	97
3048	Gesticht Miniemen, Leuven	39
3072	Vakhuishoudschool, Brugge	84
3096	Technisch Instituut, Tweebruggenstr., 37, Gent . .	47
3103	Berkenboom, St-Niklaas	54
3155	Beroepsschool, Hasselt	99
4002	Kantnormaalschool, Brugge	30
4003	Norm. voor huish., Fortplein, 14, Kortrijk. . . .	36
6106	Norm. tuinbouw, Berlaar	136
6131	Hoog norm. tuinbouw huish., Heverlee.	84
6194	Huishoudschool, Zaffelare	88
6202	Huishoudschool, Velm	24

CINQUIEME QUESTION.

Nombre d'inspecteurs de l'enseignement technique, professionnel, artistique, accrédités par l'État et visitant les établissements agréés et subsidiés ?

Ces renseignements sont établis par spécialité professionnelle, pour la région de l'agglomération bruxelloise, pour la région flamande, pour la région wallonne, et devraient, d'autre part, s'appliquer à l'enseignement pour garçons et à l'enseignement pour filles.

RÉPONSE.

Nombre d'inspecteurs et inspectrices de l'enseignement professionnel, industriel et ménager.

SPÉCIALITÉS	Région bruxelloise		Région flamande		Région wallonne	
	garçons	filles	garçons	filles	garçons	filles
Enseignement industriel supérieur . .	2	—	2	—	2	—
Enseignement commercial supérieur .	1	1	1	1	1	—
Enseignement artistique supérieur . .	1	—	1	—	1	—
Enseignement industriel et profession- nel (moyen et primaire)	4	—	6	—	5	—
Enseignement commercial moyen et primaire	2	2	1	1	1	1
Enseignement des cours généraux (moyen et primaire)	1	1	1	1	—	1
Enseignement professionnel pour jeu- nes filles	—	1	—	3	—	3
Enseignement ménager	—	1	—	3	—	2
TOTAUX	11	6	12	9	10	7

Remarques. — La Direction technique de l'Enseignement industriel, professionnel et ménager compte actuellement 24 membres en fonctions, dont onze inspecteurs et treize inspectrices.

Parmi eux, plusieurs sont chargés de missions d'inspection à la fois dans la région flamande ou wallonne, d'une part, et dans la région bruxelloise d'autre part.

Les inspecteurs des cours commerciaux visitent les écoles pour jeunes gens et pour jeunes filles.

Nombre d'inspecteurs et d'inspectrices de l'enseignement agricole.

SPECIALITÉS	Tout le pays	Région flamande	Région wallonne
<i>A. — Administration centrale :</i>			
Organisation et coordination de l'enseignement agricole, horticole, ménager agricole.....	1	—	—
Etude des programmes, coordination de l'enseignement ménager agricole pour tout le pays	1	—	—
<i>B. — Services extérieurs :</i>			
Ecoles moyennes d'agriculture et d'horticulture pour garçons. Branches scientifiques et agricoles dans les écoles ménagères rurales		1	1
Ecoles normales d'économie ménagère	1	—	—
Ecoles moyennes ménagères rurales. Service des conseillères	—	1	1
Ecoles ambulantes de l'Etat	—	1 conseillère	1 conseillère

SIXIEME QUESTION.

Quel est le nombre de cours d'hygiène professionnelle et sociale donnés dans les écoles professionnelles officielles et libres pour garçons et filles ?

Il ne s'agit pas, bien entendu, de cours embryonnaires, mais bien des cours précisant les conditions dans lesquelles la formation professionnelle et sociale doit être faite à l'école, à l'aide d'un horaire complet.

Quel est le nombre de spécialistes, de médecins ou autres qui assument cette formation ?

RÉPONSE

Il n'a pas été possible de dresser des statistiques complètes au sujet du nombre de cours d'hygiène professionnelle et sociale dans les écoles professionnelles pour garçons et pour filles, ni pendant l'occupation à cause de l'irrégularité des renseignements fournis, ni après la libération à cause du manque de personnel

Un relevé partiel a été fait en 1942-1943, dont voici le résultat :

*Tableau des écoles techniques qui prévoient à l'horaire de 1942-1943
le cours d'hygiène :*

		ANNÉE D'ÉTUDES	1 ^{re}	2 ^e	3 ^e	4 ^e	5 ^e
Jeunes gens	A 3 Fer	Ecoles examinées	33	33	33	—	—
		Prévoyant le cours d'hygiène ...	15	8	13	—	—
		Ne prévoyant pas le cours d'hyg.	18	25	20	—	—
Jeunes filles	Lingerie	Ecoles examinées	6	6	6	6	2
		Prévoyant le cours d'hygiène ...	4	4	3	—	—
		Ne prévoyant pas le cours d'hyg.	2	2	3	6	2
	Coupe et confection	Ecoles examinées	48	50	48	47	24
		Prévoyant le cours d'hygiène ...	27	30	19	—	—
		Ne prévoyant pas le cours d'hyg.	21	20	29	47	24
	Modes	Ecoles examinées	16	16	16	16	4
		Prévoyant le cours d'hygiène ...	5	6	4	3	—
		Ne prévoyant pas le cours d'hyg.	11	10	12	13	4
	Arts décoratifs	Ecoles examinées	8	8	8	8	4
		Prévoyant le cours d'hygiène ...	6	6	4	—	—
		Ne prévoyant pas le cours d'hyg.	2	2	4	8	4

Il faut reconnaître que dans les écoles A3 la partie professionnelle et sociale n'est pas toujours très développée, à cause du programme surchargé de beaucoup de ces écoles, du niveau intellectuel des élèves, de l'introduction récente du cours d'éducation physique, du manque de personnel qualifié pour donner ce cours. Dans les écoles A2 et A1, le cours est plus intéressant et est donné en règle générale par des professeurs qualifiés; la même chose pour les écoles professionnelles de filles.

Pour les raisons invoquées plus haut, il n'est pas possible de donner des statistiques précises au sujet du nombre de spécialistes, qui assument cette fonction. Ce sont des médecins, des ingénieurs, des professeurs d'éducation physique, des assistants sociaux, des spécialistes diplômés de l'enseignement féminin.

Il est à noter que la province d'Anvers a imposé aux écoles subsidiées l'introduction du cours d'hygiène professionnelle à raison d'une heure par année d'études.

Il est à noter, enfin, que les écoles professionnelles ont admis au programme le cours d'hygiène avant le cours d'éducation physique, et que l'esprit d'hygiène professionnelle fait partie de l'éducation générale au même titre que l'esprit de politesse, d'ordre, etc...

SEPTIEME QUESTION.

Existe-t-il un établissement officiel ou libre d'enseignement consacré exclusivement à la formation du personnel (depuis le plus modeste travailleur jusqu'au chef d'instruction) des industries de la céramique, si nombreuses dans les diverses régions du pays ?

Existe-t-il des cours spéciaux subsidés consacrés à cette formation et comportant non pas un enseignement partiel, mais bien tout le programme de ces spécialités, sans en excepter les laboratoires d'essais et de recherches ?

Quels sont ces établissements ?

RÉPONSE.

L'Institut provincial des Arts et Métiers du Centre, 1, rue Paul Pastur, à La Louvière, ainsi que l'Institut Provincial de Dessin et des Arts décoratifs, à Hornu, forment des artisans céramistes. Ces cours du soir sont répartis sur cinq années d'études et visent la formation générale, éducation sociale, dessin géométrique et professionnel, technologie, dessin décoratif, travaux pratiques et la technologie du métier.

Il existe, en outre, une section de poterie d'art, annexée à l'Ecole industrielle de Châtelet.

Le personnel spécialisé des laboratoires d'essais et de recherches se rapportant aux industries de la céramique, est recruté parmi les ingénieurs techniciens sortis des écoles spéciales des industries chimiques (Institut provincial des industries chimiques, Hornu; Institut Meurice, Bruxelles).

HUITIEME QUESTION.

Le Département a-t-il pris des mesures en vue de rétablir le service des subsides attribués aux écoles professionnelles, artistiques et techniques, pour travaux de construction ou d'aménagement des locaux ?

RÉPONSE.

Le Département n'alloue pas de subventions pour la construction de locaux aux établissements d'enseignement technique.

Quelle est la situation actuelle de la prolongation de la scolarité obligatoire pour jeunes chômeurs de 14 à 16 ans (arrêté royal du 31 juillet 1935) ?

RÉPONSE

COMITÉS			Nombre de sections	Elèves	Prof.	Sommes
BRUXELLES	Libres	10	Garçons 1	14	1	20,700
			Filles 9	219	38	495,301
	Secrétariat					36,268
						552,269
CHARLEROI	Libres	20	Garçons —	—	—	—
			Filles 20	419	82	1,273,474
	Communes	8	Garçons 1	11	2	37,576
Secrétariat			Filles 7	78	26	450,834
						29,818
						1,791,702
LIÈGE	Libres	18	Garçons —	—	—	—
			Filles 18	394	68	1,068,385
	Communes	8	Garçons —	—	—	—
Secrétariat			Filles 8	117	17	437,820
						29,562
						1,535,767
LUXEMBOURG	Libres	1	Garçons —	—	—	—
			Filles 1	26	2	117,648
	Communes	—	—	—	—	—
Secrétariat						—
						117,648
MONS	Libres	11	Garçons —	—	—	—
			Filles 11	296	30	544,888
	Communes	4	Garçons —	—	—	—
Secrétariat			Filles 4	84	11	134,711
						17,163
						696,762
NAMUR	Libres	1	Garçons —	—	—	—
			Filles 1	19	2	44,379
	Communes	—	—	—	—	—
Secrétariat						29,399
						73,778

SCOLARITE OBLIGATOIRE PROLONGEE 1945.

COMITÉ	Nature	Sections — Elèves		Professeurs	Traitements	Frais de fonctionn.	Comité — Frais	Total
Anvers	Libres	Filles	7	216	22	499,312	25,920	994
		Garçons	—	—	—	—	—	—
	Communes	Filles	3	68	8	111,847	8,160	—
		Garçons	—	—	—	—	—	—
Flandre Occidentale	Libres.	Filles	3	76	7	182,070	9,120	—
		Garçons	1	23	4	74,790	3,450	—
	Communes	Filles	2	42	3	78,030	5,042	9,030
		Garçons	1	25	1	17,403	3,750	382,685
Flandre Orientale	Communes	Filles	1	33	6	170,736	2,640	21,921
	Libres	Filles	2	43	4	57,002	5,160	251,825
Brabant flamand	Libres	Garçons	1	51	7	182,013	7,650	—
		Communes	Filles	1	28	4	10,733	—
Limbourg								1,486,773

VII. — BEAUX-ARTS. — LETTRES.

1. La Commission est désireuse de connaître la *politique* du Département en matière de théâtre lyrique.

L'exploitation d'un pareil théâtre est devenue extrêmement onéreuse, et les subsides ne suffisent pas à y faire face.

M. le Ministre Buisseret avait semblé s'arrêter à une formule qui peut se résumer ainsi : le subside de base du Département sera fonction de la subvention accordée par le pouvoir local.

Il convient de rappeler que l'honorable Ministre répétait ainsi l'opinion qu'avait, sur le sujet, l'ancien Ministre Julius Hoste.

Il est entendu — à peine est-il besoin de le dire — que pour mériter la subvention gouvernementale, les spectacles doivent être de qualité.

Mais l'urgence d'une solution s'impose, est-il affirmé.

Un membre de notre Commission, soulignant aussi la nécessité de définir la politique du Gouvernement en matière de théâtre, voudrait savoir s'il n'est pas dans les intentions du Ministre de ne subsidier que les entreprises ou associations sans but lucratif.

Il est fait allusion aussi au théâtre national flamand dont la troupe devrait, dit-on, être itinérante, la troupe du théâtre flamand d'Anvers ayant une tâche suffisamment importante dans la Métropole.

En matière de théâtre, les avis sont très partagés. On semble cependant d'accord :

1^o pour estimer qu'à la tête d'un théâtre national, il faut un homme de grande culture;

2^o pour dire que, lors d'expériences nationales, il ne faut pas prétendre donner un avis compétent avant que les expériences aient subi l'épreuve du temps qui nivelle, corrige et améliore. En attendant, les expériences faites dans la meilleure intention doivent être encouragées (Comédiens routiers, par ex.).

Ce n'est pas tout, dit un sénateur. Pour qu'un théâtre mérite les subventions gouvernementales, il ne suffit point qu'il donne des spectacles de qualité sous des directions prestigieuses.

Il faut encore qu'il ouvre ses portes et présente ses spectacles au peuple, dans certaines conditions convenables de prix. La subvention des pouvoirs publics ouvre, en quelque sorte, un droit, à la population.

2. Un membre de la Commission considère que le Gouvernement devrait jeter un coup d'œil sur la question des *droits d'auteur*; que brièvement notre collègue commente.

3. Il souhaite qu'une aide soit apportée aux organismes wallons qui travaillent au progrès de la culture wallonne et de l'art wallon.

4. Il voudrait connaître les intentions du Ministre à propos du *problème des Académies*, à son avis trop nombreuses.

5. Parlant des *Prix décennaux*, notre collègue craint que vienne bientôt l'heure où l'on ne trouvera pas assez de membres pour composer le jury. Car

la matière est tellement vaste et elle est rédigée en des langues différentes ! Or, ce jury est de 5 personnalités. La majorité obligatoire était de 4, et il arrive que le prix ne peut être partagé.

On devine la difficulté. La Commission se rend compte de ce que les éminents philologues et philosophes se demandent s'il sera possible pour eux de résoudre une espèce de quadrature du cercle. Certains collègues aimant les sciences exactes, répondent par la négative.

6. D'autres voudraient connaître la politique que compte pratiquer le Ministre au sujet de la *formation artistique de la jeunesse*.

Outre, que certains conservatoires sont mal en point — celui de Liège, notamment, est dans un état de délabrement fort malheureux — les subventions gouvernementales sont très insuffisantes en matière de grands concerts. Elles ne s'élèvent qu'à 80,000 francs pour les concerts du Conservatoire de Liège!

Malgré ces conditions défavorables, deux grands concerts, bien gradués, ont été organisés à l'intention de la jeunesse des écoles de Liège. Ils ont été exécutés devant des salles combles. Les auditoires ont été très compréhensifs.

Il est souhaitable que les orchestres de valeur ne soient point seulement l'agrément des cinq grandes villes, mais qu'ils puissent « émigrer », si l'on peut dire, dans des villes de province, chefs-lieux de grosses agglomérations et d'accès facile. Car il importe de faire profiter d'auditions de choix une plus large part de la population et, en particulier, une plus notable partie de la jeunesse.

Dans le même ordre d'idées, la situation pénible du Conservatoire d'Anvers a été signalée. Cette institution, pour fonctionner, doit utiliser 14 locaux différents pour enseigner 67 cours à 900 élèves. Il manque une salle de concerts adéquate à l'importance et à la qualité des exécutions, ainsi qu'à la densité des auditoires.

7. Un membre de la Commission voudrait qu'on examinât l'orientation actuelle de l'enseignement artistique, enseignement qu'il critique parce que, dit-il, il est donné sur le seul plan de l'esthétique, alors qu'il devrait être complété par une formation technique se rapportant aux projets de création.

Dessiner un beau meuble, c'est bien. Encore convient-il de savoir comment le projet sera réalisé, comment et de quelle matière il sera fabriqué.

Il en va de même dans l'art de la tapisserie. Par ailleurs, on fait, en projet, des affiches qui, techniquement, sont irréalisables.

Or, il ne faut jamais perdre de vue que les trois quarts des élèves des écoles artistiques ont pour objectif de devenir des artisans d'art et non des artistes. Telle est la vérité. Il faut donc que les programmes soient conçus sous ce signe. Il convient, au surplus, de se préoccuper de la formation pédagogique des artistes professeurs, formation sans laquelle le professeur risque de n'être pas en mesure de respecter l'originalité de l'être humain.

8. Un membre du Sénat a attiré l'attention de la Commission et du Ministre sur la proposition faite par le Gouvernement des Etats-Unis, tendant à faire fixer le siège de la Biennale du Cinéma (appelée avant la guerre Biennale de Venise) à Bruxelles.

Ce membre insiste sur l'intérêt que présente pareille proposition, tant du point de vue de notre industrie du cinéma naissante que de toute l'industrie belge, en général, et spécialement, l'industrie touristique.

A son sens, une subvention de l'ordre de 6 millions serait nécessaire pour permettre à l'association, qui serait fondée à cet effet, de préparer les travaux des Biennales, dont la première devrait avoir lieu au printemps 1947.

M. le Ministre de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts a cru pouvoir répondre, sous réserve d'examen de la question financière, que le Gouvernement avait déjà pris ses dispositions pour accepter l'offre faite par le Gouvernement des Etats-Unis.

Ce qui précède a fourni l'occasion à un membre de la Commission, d'attirer l'attention sur la haute influence intellectuelle et morale qui s'attache aux bons films d'enseignement et il a demandé des renseignements au sujet du service qui s'occupe de ces films.

Nous croyons qu'il convient d'insérer, dans ce rapport, la réponse ministérielle :

Service des films d'enseignement.

La Direction du Service des Films a été confiée à M. Fernand Rigot, secrétaire d'administration; toutefois, celui-ci n'a pas encore pu assumer ses fonctions, étant donné qu'il est encore retenu sous les armes pour quelques semaines.

Aucun film n'est distribué par le Département, faute d'un personnel spécialisé et suffisant.

La cinémathèque s'est cependant enrichie considérablement depuis l'année passée. En ce moment, on crée une organisation ayant pour but la distribution des films d'enseignement.

Ces films seront du format de 16 mm. et le fonds sera composé comme suit :

1° par la réduction des films de 35 mm. déjà existants, qui proviennent d'une série de films scientifiques, documentaires, éducatifs et d'enseignement, abandonnés par l'ennemi;

2° par l'achat de films auprès des producteurs belges;

3° par l'achat de films d'enseignement à l'étranger;

4° par la réalisation de films sur l'éducation civique, à la demande ou sur les instances du Département.

Le film est appelé à exercer une influence profonde sur l'éducation populaire. C'est pourquoi il est prévu une production importante, en ce qui concerne les films destinés à faire mieux connaître nos institutions et leur fonctionnement, non seulement à la jeunesse, mais à l'ensemble de la population. Le film sur l'éducation civique, spécialement, retient toute l'attention du Département.

Le problème est d'ailleurs complexe, nos écoles souffrant en même temps du manque de matériel de projection, de films et d'un personnel apte à la projection des films.

C'est pourquoi il sera nécessaire de procéder par étapes. D'autre part, on examine l'organisation d'un cours ambulant, en vue de mettre à la hauteur le personnel enseignant de tous les degrés de l'enseignement.

9. Enfin, un sénateur a demandé comment s'est manifestée, au cours de l'exercice 1945, l'activité de l'*Office de moulages* annexé au Musée du Cinquantenaire?

Il lui a été répondu qu'à l'atelier des moulages des Musées royaux du Cinquantenaire 1,700 moulages ont été exécutés, en 1945, qui ont amené une recette s'élevant à 374.387 francs.

Le sénateur qui a posé cette question, a proposé et défendu chaleureusement la réorganisation des offices de la chalcographie et des moulages, en vue d'une meilleure diffusion des dits offices. Il a basé son éloquent plaidoyer sur les initiatives prises, dans ce domaine, par la Députation permanente du Hainaut, avant la guerre, et grâce auxquelles les œuvres d'art, reproduites et vendues à des prix raisonnables, ont pénétré à profusion dans les foyers populaires qu'elles ont embelli.

10. Il a souhaité également la création, par le Département et sous la direction de compétences en matière de technologie et d'art, d'une *revue bilingue de l'enseignement artistique*.

QUESTIONS ET RÉPONSES.

PREMIERE QUESTION.

Le Département des Beaux-Arts a-t-il accordé en 1945-1946, des subsides aux Musées des Beaux-Arts du pays, dans quelles conditions ?

Ce renseignement doit être établi en indiquant : la région flamande, la région bruxelloise, la région wallonne.

RÉPONSE.

Région flamande.

Année 1945 :

Part d'intervention de l'Etat dans l'acquisition par la ville de Malines de tableaux destinés au Musée de la Ville, 5,333 francs (11 juillet 1945);

Part d'intervention de l'Etat dans l'acquisition par la ville de Termonde, 4,000 francs (10 décembre 1945);

Musée des Arts décoratifs de Gand (subside annuel), 10,000 francs (24 août 1945).

Année 1946 :

Part d'intervention de l'Etat dans l'acquisition par la ville de Termonde de tableaux destinés au Musée de cette ville, 5,000 francs (4 mars 1946);

Part d'intervention de l'Etat dans l'acquisition par les Amis du Musée de Gand de tableaux destinés au Musée de la Ville, 14,040 francs (22 mars 1946);

Musée des Arts décoratifs de Gand, 10,000 francs (en liquidation), (subside annuel).

Région Wallonne.

Année 1945 :

Part d'intervention de l'Etat dans l'acquisition par la ville de Liège de tableaux destinés au Musée des Beaux-Arts de Liège, 15,000 francs (28 septembre 1945);

Part d'intervention de l'Etat dans l'acquisition Collections Renkin 175,000 fr.
(22 décembre 1945);

Année 1946 :

Part d'intervention de l'Etat dans l'acquisition par la ville de Liège de tableaux destinés au Musée des Beaux-Arts de Liège, 7,500 francs (19 mars 1946);

Idem. 30,000 francs (à liquider);
Idem. 6,000 francs (à liquider);
Idem. par la ville de Tournai, 8,400 francs (5 juin 1946).

Région bruxelloise.

Néant.

DEUXIEME QUESTION.

Enseignement subventionné des arts plastiques.

Il existe, dans le pays, 58 Académies de dessin et des arts décoratifs, dont 38 dans la partie flamande et 20 dans la partie française et dans l'agglomération bruxelloise. Une seule école privée, celle de Boom, est subsidiée sur les crédits des Beaux-Arts.

L'enseignement des arts plastiques et des arts décoratifs, dans les écoles relevant des Beaux-Arts *est mixte*.

Le Département (Administration des Beaux-Arts) paye 50 % des traitements des professeurs et 40 % des traitements du personnel administratif des écoles subventionnées. La dépense globale s'est élevée, pour 1945, à 4,769,683 francs, soit 2,616,845 pour les écoles de la Wallonie et de l'agglomération bruxelloise et 2,152,838 francs pour les écoles établies dans la partie flamande du pays.

Le crédit global, prévu au budget de 1946 pour l'enseignement des arts plastiques et décoratifs subventionné, s'élève à 6 millions.

TROISIEME QUESTION.

Ecole Nationale Supérieure d'Architecture et des Arts Décoratifs, à Bruxelles.

1° Budget de 1946 :

Art. 2-28	Traitements	fr.	1,214,300
Art. 3-18	Salaires		308,040
Art. 4	Traitements de disponibilité		22,680
Art. 5-17	Intérimaires		100,000
Art. 6	Secours		6,000
Art. 7-19	Dépenses matériel entretien		45,000
Art. 8-24	Autres dépenses de matériel		165,500
Art. 11-19	Frais de jury.		10,000
Art. 19-10	Bourses d'études.		45,000
Art. 41	Aménagement des locaux		300,000

2° Nombre d'élèves en 1945-1946 : 255.

3° *Nombre de professeurs et directeur* : 1 Directeur, 49 professeurs se répartissant comme suit :

I. Institut supérieur d'architecture :

3 chefs d'atelier;
8 professeurs techniques (chargés de cours).

II. Institut d'urbanisme :

1 chef d'atelier;
1 assistant;
4 professeurs techniques (chargés de cours).

III. Institut supérieur des Arts décoratifs :

16 chefs d'ateliers;
4 assistants.

IV. Séminaire de culture générale :

12 professeurs (conférenciers).

4° *Spécialités enseignées* :

a) architecture;

b) urbanisme;

c) Cours de décoration intérieure;

Cours de peinture décorative et monumentale;

Cours de sculpture décorative et monumentale;

Cours de l'ornementation appliquée aux métiers et industries d'art;

Cours de la science et de l'harmonie des couleurs;

Cours de reliure;

Cours de la décoration extérieure du livre;

Cours du papier de garde;

Cours du livre;

Cours de l'illustration du livre;

Cours de publicité;

Cours des arts du tissu;

Cours du travail des métaux;

Cours de céramique;

Cours du vitrail;

Cours de théorie et de technique du théâtre;

Cours de haute couture et costumes de théâtre;

Cours de photographie.

d) Philosophie de l'art :

Esthétique moderne;

Histoire de l'architecture et des arts associés;

Histoire de la peinture et de la sculpture monumentales;

Histoire des littératures;

Histoire du théâtre;

Histoire de la musique;

Les arts populaires (Formes et fonction);

Les arts populaires au Congo;

Histoire du film;
 Histoire des arts du tissu;
 Histoire des arts du feu;
 Histoire des arts graphiques.

5° Répartition des élèves par province :

<i>Brabant</i>	162
<i>Flandre occidentale.</i>	8
<i>Flandre orientale</i>	9
<i>Luxembourg.</i>	2
<i>Anvers</i>	10
<i>Hainaut</i>	12
<i>Namur</i>	7
<i>Liège</i>	2
<i>Limbourg.</i>	1
<i>Étrangers</i>	42

QUATRIEME QUESTION.

Institut National Supérieur et Académie Royale des Beaux-Arts d'Anvers.

Au budget de 1945, l'établissement a émargé au total pour environ 4 millions 375,250 francs, dont 448,800 francs aux divers postes de matériel. Les crédits demandés pour 1946 s'élèvent à 4,712,000 francs (dont 661,800 francs aux postes de matériel); en outre, une première tranche de 250,000 francs pour réparation de dommages de guerre est inscrite au budget.

Effectif du personnel enseignant :

	1944-1945	1945-1946
Institut.	10 professeurs	8 professeurs
	5 chargés de cours	4 chargés de cours
	15	12
Académie	33 professeurs	33 professeurs
	11 chargés de cours	11 chargés de cours
	44	44
Total général :	59.	55.

Nombre de directions. — Deux directions sont prévues au règlement organique, l'une pour l'Institut, l'autre pour l'Académie; ces deux directions étaient réunies entre les mains du Directeur de l'Institut, qui exerce la direction de l'Académie en cumul.

Effectif des élèves :

		1944-1945	1945-1946
Académie	province d'Anvers	108	103
	autres provinces	3	10
	étrangers	0	0
		111	113
Institut	province d'Anvers	0	47
	autres provinces	0	11
	étrangers	0	8
		0	66

Il y a lieu de noter que par suite de l'état des locaux, endommagés par les faits de guerre, à l'Académie, seuls les cours d'architecture ont pu être donnés jusqu'à ce jour et que l'Institut a été complètement fermé en 1944-1945.

Nombre d'élèves à la fin du cycle scolaire.

A l'Académie, en 1944-1945, 16 élèves ont obtenu le diplôme d'architecte; en 1945-1946, 19 élèves se présenteront à l'examen d'architecte.

Il n'existe pas de cycle scolaire à l'Institut.

CINQUIEME QUESTION.

L'Administration des Beaux-Arts est-elle en état de fournir la liste des œuvres d'art, peintures, sculptures, gravures qui ont été remises à des administrations publiques, provinces, Etat ou autres services publics et qui, en 1945, étaient encore en possession de ces administrations ?

Le relevé de ces trésors artistiques est-il fait de façon permanente?

Existe-t-il un contrôle permettant à l'Administration des Beaux-Arts de se rendre compte de l'état dans lequel se trouvent les œuvres qui ont été prêtées ou données aux administrations publiques en cause?

Bref, obtenir des renseignements précis sur l'inventaire des œuvres d'art achetées par l'Etat et dont bénéficient à titre provisoire ou à titre définitif les administrations publiques, sans en excepter les musées de province ?

RÉPONSE.

L'Administration des Beaux-Arts est en possession d'inventaires *annuels* des œuvres d'art (peintures, sculptures, gravures) qui ont été remises en dépôt à des administrations publiques.

Le relevé de ces trésors artistiques est fait de façon permanente, depuis plus de 50 ans.

Le contrôle de l'état dans lequel se trouvent les œuvres qui ont été prêtées aux administrations publiques, est exercé par les administrations dépositaires, qui ont l'obligation de renseigner l'Administration des Beaux-Arts sur l'état de conservation des œuvres.

VIII. — ENSEIGNEMENT UNIVERSITAIRE.

Population des Universités.

Gand :	2,164 élèves au 31 décembre 1945	1,501 en 1938-1939
Liège :	3,056 élèves au 31 décembre 1945	2,303 en 1938-1939
Bruxelles :	4,303 élèves au 31 décembre 1945	3,311 en 1938-1939
Louvain :	7,250 élèves au 31 décembre 1945	5,145 en 1938-1939

Totaux : 16,773 élèves au 31 décembre 1945 12,260 en 1938-1939.

1. Un sénateur, professeur d'Université, a souligné le fait qu'à raison des privations dues à la guerre, la jeunesse universitaire est en péril, particulièrement au point de vue musculaire. Il faudrait donc prendre des mesures pour alléger la tâche matérielle des étudiants, notamment en envisageant de faciliter la publication des cours enseignés. Il convient de ne plus astreindre les jeunes gens à « gratter » des cours.

Pourquoi ne pas étendre, à travers tout l'enseignement, y compris l'Université, une inspection médicale sérieuse?

2. Le tableau ci-dessus indique le nombre d'élèves fréquentant nos universités. Les chiffres en sont vraiment impressionnants et l'on semble d'accord pour prévoir un examen d'entrée pour les candidats aux études universitaires, examen à organiser par un jury mixte composé de professeurs d'université et de professeurs de l'enseignement moyen du degré supérieur.

Sait-on qu'à la fin de la 1^{re} année, il y a un déchet de 33 % et qu'à la fin des études, le déchet est de 50 %.

A Liège, à la faculté de philosophie préparatoire au droit, il y a eu, en ce mois de juillet, 100 échecs parmi les 152 candidats. En histoire, sur 15 élèves, un seul a réussi les épreuves.

Il en va vraisemblablement, à peu près de même dans les autres universités.

Cela prouve que trop de jeunes gens ont accès à des études pour la fréquentation et le succès desquelles ils n'ont point les qualités nécessaires. Une épreuve éliminatoire, sévère et obligatoire, remédierait à cet état de choses. Il faut écarter les incapables et aider les enfants pauvres et méritants.

L'enseignement universitaire a pour objectif la formation des élites.

3. On est angoissé par la trop faible quantité du personnel scientifique — assistants, chefs de travaux. — Les assistants sont nommés pour une période de six années, au maximum, et rien ne les autorise à croire qu'ils seront tous pourvus d'une chaire, à l'expiration de ce terme. Donc il est souhaitable, d'abord, d'en former un plus grand nombre et, d'autre part, de leur assurer, notamment dans la Recherche scientifique, un débouché à la mesure de leur savoir.

4. Il est signalé qu'à l'Université de Liège, il serait possible, moyennant un effort financier de l'Etat, d'encourager certaines publications — notamment celles de la Société Royale des Sciences — grâce auxquelles, par échange avec les publications de 300 autres sociétés scientifiques, l'Université peut pourvoir de nombreux volumes sa propre bibliothèque.

Le crédit versé par l'Etat à la bibliothèque de la faculté de philosophie et lettres est dérisoire, car cette faculté doit publier des livres pour échange. Or, le Département ne lui alloue qu'un crédit de 5,000 francs, et encore est-il conditionné par l'envoi de 25 volumes ! On demande un bon mouvement au Ministre de l'Instruction Publique.

5. L'état lamentable de l'Université de Liège, dû aux faits de guerre, émeut la Commission. Elle est unanime pour formuler l'espoir qu'on reconstruise vite et bien.

6. D'autre part, le patrimoine des universités est dévalorisé.

Il faudra prendre des mesures de revalorisation, ainsi d'ailleurs qu'en faveur du Fonds National de la Recherche Scientifique, dont le directeur a lancé un S.O.S.

7. Le chômage des universitaires est alarmant. On affirme qu'il y a des diplômés de 1938 qui ne sont pas encore pourvus de nomination. A ce sujet, on demande que soit aidés la Fondation Universitaire — qui a beaucoup d'expérience en la matière — l'Institut Solvay — qui est renseigné sur la situation économique — et l'Institut de Conjoncture de l'Université de Louvain, pour leur permettre de continuer les travaux d'études statistiques si intéressants, auxquels ils se livraient avant la guerre et qui avaient pour résultat de faire connaître le marché de l'emploi et de permettre une orientation dans le choix des études.

8. On a critiqué l'organisation des concours universitaires et on s'est demandé, à propos de l'agrégation de l'enseignement supérieur, s'il ne conviendrait pas d'envisager l'instauration d'un jury d'Etat habilité à conférer cette agrégation.

9. Enfin, la Commission espère que le Conseil des Ministres prendra langue avec les recteurs de nos universités, afin que les barèmes du personnel de notre haut enseignement soient établis avec équité.

Il y a lieu, paraît-il, de croire que ce vœu est en passe de recevoir bon accueil ce dont il y aurait lieu de savoir gré au Gouvernement.

10. Un membre du Sénat attire l'attention de la Commission et de M. le Ministre sur le fait que les subventions accordées aux Universités libres, soit les trois cinquièmes de leur budget ordinaire, ne comportent ni leur budget des pensions, ni leur budget extraordinaire.

En ce qui concerne les pensions, ceci s'explique par le fait que l'Etat a centralisé toutes les pensions de ses fonctionnaires et les a portées au budget du Ministère des Finances, en manière telle que la subvention des trois cinquièmes ne couvre plus la partie du budget des Universités libres correspondant à celle qui, pour les Universités de l'Etat, ne figure pas au budget de l'Instruction Publique.

La situation devrait être revue spécialement en raison du fait que le patrimoine des Universités s'est dévalorisé dans une mesure très considérable depuis la guerre.

Au taux ancien des barèmes, le budget des pensions de l'Université libre de Bruxelles, par exemple, serait de l'ordre de 2 à 2,500,000 francs, taux des barèmes nouveaux, c'est-à-dire des barèmes adaptés à ceux des Universités de l'Etat, la dépense serait de 3 millions à 3,750,000 francs.

Si, dès lors, l'Etat prenait à charge les trois cinquièmes de cette dépense, elle comporterait pour l'Université libre de Bruxelles, une dépense de l'ordre de 2 millions environ.

M. le Ministre a fait entendre qu'il insisterait auprès de son collègue des Finances pour obtenir un crédit supplémentaire, mais il n'a pris encore aucun engagement en ce qui concerne la décision à prendre.

TRÈS IMPORTANTE QUESTION.

I. — Sans tenir compte des interims ou des fonctions de surveillant, combien d'universitaires diplômés depuis 1935 ont-ils été nommés à ce jour dans les établissements d'enseignement moyen, normal ou supérieur de l'Etat ? (Joindre la répartition par facultés ou instituts et, dans chaque faculté ou institut, par sections de spécialité.)

II. — Combien d'universitaires diplômés depuis 1935 sont-ils encore candidats à une nomination dans les établissements d'enseignement de l'Etat (répartition par spécialités et par dates des diplômes d'agrégation).

III. — Combien d'emplois *seront normalement vacants* par mise à la retraite dans les mêmes établissements, pour chaque spécialité, dans chacune des dix années à venir ?

RÉPONSE.

Voir tableaux ci-joints I, II, III.

Régime français : chiffres ordinaires.

Régime flamand : chiffres gras.

TABLEAU I.

Date des diplômes	Classiques	Romanistes	Mathéma- ticiens	Germanistes	Historiens	Géographes	Commerce	Chimie et sciences nat.	Physiciens
1936	11 6	8 5	7 6	6 4	2 6	— 0	1 4	2 1	1 0
1937	10 8	11 5	7 6	5 4	8 3	— 3	1 0	4 1	1 0
1938	2 8	11 5	6 6	8 8	6 8	— 0	1 1	2 1	1 1
1939	11 3	4 6	4 7	4 7	1 3	— 0	— 0	1 0	— 0
1940	3 4	2 4	1 3	12 8	3 0	1 0	— 2	— 2	— 2
1941	3 4	3 4	4 2	9 14	0 4	— 1	1 1	— 1	1 0
1942	1 4	1 6	4 4	11 17	4 2	2 0	— 1	— 0	— 0
1943	3 6	— 5	— 7	16 14	1 2	1 4	— 0	— 2	— 0
1944	— 3	— 3	— 10	8 13	0 4	1 0	— 2	1 1	— 1
1945	— 0	— 1	— 0	— 12	0 3	1 1	— 0	— 2	— 0
Total :	44 46	38 44	33 51	79 101	25 35	6 7	4 11	10 11	4 4

P. S. — Régime français : chiffres ordinaires.
Régime flamand : chiffres gras.

TABLEAU II.

Date des diplômes	Classiques	Romanistes	Mathéma- ticiens	Germanistes	Historiens	Géographes	Commerce	Chimie et sciences nat.	Physiciens
1936	3 0	1 0	4 0	0 0	3 0	0 0	2 9	0 0	— 0
1937	10 0	11 0	14 1	0 0	4 3	0 0	0 5	0 3	1 3
1938	7 0	14 1	16 1	0 0	13 1	0 0	1 6	0 1	4 1
1939	11 1	8 0	12 1	0 0	5 0	0 0	1 3	1 4	1 1
1940	16 2	14 0	12 2	0 2	5 0	1 0	1 4	0 2	1 0
1941	36 5	20 1	14 2	0 5	7 3	0 0	2 1	0 6	5 2
1942	15 14	25 2	17 5	1 11	13 9	0 0	1 0	2 1	4 2
1943	27 13	23 4	21 6	1 17	12 11	0 1	1 0	3 0	3 0
1944	25 8	18 0	15 5	7 15	5 6	4 1	1 2	1 0	— 0
1945	20 12	12 1	10 4	6 10	4 6	0 4	1 1	2 1	— 1
Total :	170 55	146 9	135 27	15 60	71 39	5 6	12 42	9 18	19 10

P. S. — Régime français : chiffres ordinaires.
Régime flamand : chiffres gras.

TABLEAU III.

Date des diplômes	Préfets	Classiques	Romanistes	Mathéma- ticiens	Germanistes	Historiens	Géographes	Commerce	Chimie et sciences nat.
1947	2	1	1	3	0	2	1	0	0
1948	1	0	1	3	0	3	1	0	0
1949	3	0	0	2	3	4	1	1	0
1950	2	1	0	2	2	3	0	0	0
1951	2	0	1	4	0	0	0	0	0
1952	1	1	1	2	0	1	0	0	0
1953	2	5	0	2	8	2	0	2	0
1954	3	4	3	1	0	1	0	2	0
1955	4	4	1	1	1	2	1	1	0
1956	1	7	1	0	2	1	1	1	0

P. S. — Régime français : chiffres ordinaires.
Régime flamand : chiffres gras.

IX. — DIVERS.

Service national de la Jeunesse.

Le Service National de la Jeunesse est composé du personnel suivant (temporaire) :

- 1 conseiller de 2^e classe;
- 1 secrétaire;
- 2 inspecteurs;
- 2 dactylographes.

Le programme du Service National de la Jeunesse comporte : aider les organisations de la jeunesse, après les années critiques d'occupation, en vue de la santé physique et morale de la jeunesse; rapprocher les mouvements de jeunesse dans un esprit de tolérance et de civisme.

Le Service National de la Jeunesse travaille comme secrétariat permanent du Conseil de la Jeunesse, au sein duquel siègent quinze personnalités qui se trouvent à la tête des principaux mouvements nationaux de jeunesse et qui, par ces avis, informe le Ministre de l'Instruction Publique des vœux et besoins de la jeunesse belge, ainsi que de la valeur morale et éducative des mouvements de jeunesse.

Le Service National de la Jeunesse se tient en relation avec les organismes similaires à l'étranger pour organiser des voyages et pour promouvoir le tourisme de la jeunesse.

Par la publication d'un bulletin documentaire, par l'organisation de manifestations comme la Semaine de la Jeunesse, le Service National de la Jeunesse s'efforce d'inculquer aux groupements de jeunesse un esprit national, sans qu'il soit porté atteinte au caractère propre des mouvements.

Conseil supérieur de l'Education populaire.

1. — *Création et but du Conseil supérieur de l'Education populaire.*

Le Conseil supérieur de l'Education populaire a été institué par la loi du 3 avril 1929, dont le texte suit :

ARTICLE PREMIER. — En vue de promouvoir tout ce qui a pour objet de procurer aux travailleurs le moyen de faire un emploi utile et moral de leurs loisirs, il est institué auprès du Ministère des Sciences et des Arts, un Conseil supérieur de l'Education populaire, dont la composition et les attributions seront réglées par arrêté royal.

ART. 2. — Ce Conseil supérieur aura un caractère consultatif. Il pourra suggérer au Gouvernement toutes les mesures qu'il jugerait convenables pour favoriser l'éducation populaire et assurer la meilleure utilisation des loisirs des travailleurs.

Il fera tous les ans un rapport au Gouvernement sur son activité.

ART. 3. — L'utilisation des crédits inscrits au budget du Ministère des Sciences et des Arts et affectés à l'éducation populaire sera déterminée par le Gouvernement après avoir pris l'avis ou sur la proposition du Conseil supérieur.

En exécution de cette loi, le Conseil supérieur a été institué par arrêté royal du 3 mars 1930. Toutefois, cet arrêté royal a été remplacé par l'arrêté royal du 26 juillet 1938 portant réorganisation du Conseil supérieur. En vertu de ce dernier arrêté, le Conseil supérieur est divisé en deux sections et, à cet effet, on a fait valoir les considérations suivantes :

« Considérant qu'il y a lieu d'organiser le fonctionnement de ce Conseil de manière à assurer l'épanouissement culturel des deux communautés linguistiques du pays, tout en maintenant l'unité d'action partout où elle s'impose;

» L'article premier de l'arrêté royal du 26 juillet 1938 définit comme suit la mission du Conseil supérieur :

» *Article premier.* — Le Conseil supérieur de l'Education populaire a pour mission d'étudier et de suggérer au Gouvernement les mesures propres à encourager et à coordonner les efforts tendant à favoriser l'éducation populaire et à procurer aux travailleurs le moyen de faire un emploi rationnel de leurs loisirs. »

Plus loin cet arrêté règle la compétence et le mode de nomination des membres et les points principaux du règlement d'ordre intérieur.

Voici les principaux articles :

ART. 2. — Le Conseil est présidé par notre Ministre de l'Instruction Publique. Il peut se faire remplacer par un délégué.

Il comprend vingt membres au moins et trente membres au plus, nommés par nous sur la proposition du Ministre de l'Instruction Publique.

Ces nominations s'inspireront du souci d'assurer une représentation aux œuvres provinciales et aux principales œuvres libres d'éducation populaire.

ART. 3. — Le mandat des membres du Conseil est de trois ans. Ce mandat est renouvelable.

Toute personne nommée en remplacement d'un membre démissionnaire ou décédé achève le mandat de celui qui le remplace.

ART. 4. — Le Conseil comprend deux sections : l'une d'expression française et l'autre d'expression néerlandaise.

ART. 5. — Chaque section est composée d'un nombre égal de membres, parmi lesquels le Ministre désigne un président et un vice-président.

A chaque section est attaché, en outre, un secrétaire choisi par le Ministre en dehors du Conseil. Ces deux secrétaires seront des fonctionnaires de même grade.

ART. 6. — Le Ministre réunit le Conseil en séance plénière chaque fois qu'il estime désirable l'étude en commun de certaines questions.

La réunion plénière est obligatoire pour l'examen de toutes questions intéressant à la fois les deux sections, notamment pour l'étude de la répartition des crédits affectés à l'éducation populaire, pour la rédaction du rapport annuel, pour l'élaboration ou la modification du règlement d'ordre intérieur.

Le secrétariat du Conseil supérieur de l'Education populaire est assuré par les secrétaires des deux sections.

Le rapport annuel sur l'activité du Conseil est présenté alternativement par un membre du Conseil d'expression française et par un membre du Conseil d'expression néerlandaise. Il sera publié dans les deux langues.

ART. 11. — Le Conseil peut associer à ses délibérations, avec voix consultative, pour l'étude d'une question déterminée, des délégués des départements ministériels que la question intéresse ainsi que des personnes désignées par le Ministre de l'Instruction Publique en raison de leur compétence spéciale.

II. — *Composition* :

Par arrêté royal du 26 juillet 1938, le Conseil supérieur de l'Education populaire a été composé comme suit :

1^o Section d'expression française :

M. Alexandre André, membre de la Députation permanente de la province du Hainaut, à La Louvière;

M^{me} Isabelle Blume, membre de la Chambre des Représentants, à Bruxelles;

M. Fernand Charlier, directeur de la Commission provinciale des Loisirs du Travailleur du Hainaut;

M^{lle} de Lalieux de la Rocq, secrétaire générale des Œuvres sociales féminines chrétiennes;

M. de Saint-Hubert, secrétaire de la Commission provinciale des Loisirs du Travailleur de la province de Namur;

M. Dronsart, directeur général de la Croix-Rouge de Belgique;

M. Théo Fleischman, directeur-général de l'I.N.R. ;

M. Hansez, membre de la Députation permanente de la province du Brabant;

M. Honinckx, M., avocat à Namur, ex-député;

M. Kieffer, membre de la Députation permanente de la province du Luxembourg;

M. Mundeleer, vice-président de la Chambre des Représentants;

M. Parent, directeur de l'Administration provinciale des Loisirs du Travailleur du Hainaut;

M. L. Piérard, membre de la Chambre des Représentants;

M. Vermeulen, Raymond, secrétaire de la Centrale de l'Edi (section française, rue du Méridien, 31).

2^o Section néerlandaise :

M. Amter, secrétaire général du Davidsfonds, à Louvain;

M. Delvo, secrétaire général de la Centrale pour l'éducation des travailleurs;

M. Théo De Ronde, directeur général du N.I.R. et critique théâtral (défunt);

M. De Veen, président de la Cour des Comptes, président du Willemsfonds (section de Bruxelles);

M. Devos, conférencier et directeur d'organismes culturels;

M. Haepers, F., délégué de l'Interfédérale des associations théâtrales;

M. Mennekens, homme de lettres et secrétaire communal, à Molenbeek-Saint-Jean (décédé);

M. Mielants, directeur de l'Université du Travail à Anvers et inspecteur de l'Enseignement communal (décédé);

M. Poot, Jan, directeur du Théâtre Flamand, à Bruxelles (décédé);

M. Richard, secrétaire de la Centrale pour l'Education populaire;

M. Uytterhoeven, professeur à l'Athénée de Hasselt, secrétaire de la « Katholieke Vlaamse Hogeschooluitbreiding »;

M. Van Acker, membre de la Chambre des Représentants;

M. Vandeveld, professeur à l'Université de Gand;

M. Van Overstraeten, organisateur des séries de conférences du V.T.B.

M. Verbist, député, à Malines.

MM. Piérard et Mundeeler ont été respectivement nommés président et vice-président de la section d'expression française.

MM. Verbist et De Veen ont été respectivement nommés président et vice-président de la section d'expression néerlandaise.

M. Depasse a été nommé secrétaire de la section d'expression française et M. Schouteden, secrétaire de la section d'expression néerlandaise.

Etant donné que certains membres du Conseil supérieur ont adopté pendant l'occupation une attitude indigne en tant que citoyens et doivent, par conséquent, être démis, le bureau du Conseil supérieur a été chargé de faire des propositions d'épuration et de nomination de nouveaux membres. A cette occasion, les membres décédés seront également remplacés.

Au sujet des Offices d'Orientation professionnelle.

Les subsides accordés aux Offices d'orientation professionnelle reconnus par l'Etat sont calculés sur les bases suivantes :

a) *Subside fixe :*

6,000 francs pour 300 examens complets minimum;

5,000 francs pour 200 examens complets minimum;

4,000 francs pour 100 examens complets minimum.

b) *Subside variable :*

En dehors de ce subside fixe, les offices intéressés reçoivent un subside calculé en proportion du nombre exact d'examens complets au cours de l'exercice envisagé. Pour 1945 et suivant, le montant du crédit budgétaire, le multiplicateur a été fixé à 11 francs.

Ministère de l'Instruction Publique.

SERVICE DE L'ORIENTATION PROFESSIONNELLE DE LA JEUNESSE.

Liste des Offices d'Orientation professionnelle d'expression française, reconnus par l'Etat (1945).

Décembre 1944).

COMMUNE	DÉNOMINATION	ADRESSE	JOURS ET HEURES D'OUVERTURE
1. Arlon	Office libre (mixte)	33, r. de Bastogne	Mardi-vendredi, 14-16 (garçons) Jeudi, 14-17 (filles)
2. Braine-l'Alleud	Office libre des anciens élèves Ecole Industr. (mixte)	32, r. de la Gendarmerie	Sur rendez-vous
3. Bruxelles (bilingue)	Office intercommunal (mixte)	18, r. du Gr.-Hospice	Mercredi-jeudi, 14-18
4. Bruxelles	Office libre (garçons)	70, bd Poincaré (tél. 21.00.34)	Lundi-vendredi, 17-19 Jeudi, 14-19
5. Bruxelles (bilingue)	Office libre (secrétariat social féminin)	44, r. des Eperonniers (tél. 11.81.72)	Mercredi-jeudi, 14-18
6. Audergheim (bilingue)	Office libre (mixte)	25, r. du Docteur (tél. 33.25.03)	Mardi-mercredi-vend., 17-19
7. St-Josse-ten-N.	Office communal (mixte)	19, r. de l'Abondance	Lundi-vendredi, 16-18
8. Schaerbeek (bilingue)	Office communal (mixte)	Hôtel communal (place Colignon)	Tous les jours, de 2 à 6, samedi excepté
9. Schaerbeek (bilingue)	Office libre (garçons)	278, ch. de Haecht (tél. 15.83.33)	Lundi, 14-17 Jeudi, 15-18
10. Charleroi	Office libre (garçons)	205, Grand'Rue (tél. 144.14)	Mardi-mercredi-jeudi, 14-18
11. Charleroi	Office libre (filles)	189, Grand'Rue (tél. 113.17)	Lundi-mercredi-jeudi
12. Jumet-Charleroi	Office communal (mixte)	99, rue Biernaux	Tous les jours, 14-18, 17-19
13. La Louvière	Office provincial (mixte)	163, r. de La Croyère (Ecole Infirmières)	Mardi-mercredi, 14-16
14. La Louvière	Office libre (mixte)	13, r. E. Milcamps (tél. 511)	Jeudi, 14-18

COMMUNE	DÉNOMINATION	ADRESSE	JOURS ET HEURES D'OUVERTURE
15. Liège	Office universitaire (mixte)	19, r. de Pitteurs (tél. 121.06)	Lundi, 17-18 Jeudi, 15-18 Samedi, 17-19
16. Liège	Office provincial (mixte)	12, r. Fond St-Servais (tél. 181.27)	Lundi, 16-19 Jeudi-samedi, 15-18
17. Liège	Office libre (mixte)	29, r. Saint-Gilles (tél. 125.28)	Jeudi, 14-20 et sur rendez-vous
18. Mons	Office libre (mixte)	67, r. d'Havré (tél. 324.68)	Mardi, 16.30-18.30 Jeudi, 14-18
19. Mouscron	Office libre (mixte)	27, r. du Luxembourg (tél. 697 Mouscron)	Mardi, 16-19 Jeudi, 14-19
20. Namur	Office provincial (mixte)	47, r. Muzet (tél. 225.14)	Samedi, 14 Dimanche, 8.30
21. Namur	Office libre	5, r. du Séminaire (tél. 20.403)	Mardi-jeudi, 17-20 Dimanche, 9-12
22. Tournai-Ath	Office régional (mixte)	2, r. Paul Pastur (tél. 103.06)	Jeudi-samedi, 14-17
23. Verviers	Office libre (mixte)	13, pl. Sommeleville (tél. 174.39)	Jeudi-samedi, 14-18
24. Virton	Office libre (mixte)	Pierrard-lez-Virton (Ecole Arts et Métiers)	Jeudi, 14.30-16.30
25. Ixelles	Office libre (garçons)	20, av. Guill. Gilbert (tél. 48.45.92)	Jeudi, 14-18 Dimanche, sur rendez- vous (9-12)

Ministère de l'Instruction Publique.

SERVICE CENTRAL DE L'ORIENTATION PROFESSIONNELLE DE LA JEUNESSE.

Liste des Offices d'Orientation professionnelle d'expression néerlandaise, reconnus par l'Etat (1945).

COMMUNE	DÉNOMINATION	ADRESSE	JOURS ET HEURES D'OUVERTURE
1. Alost	Office libre (mixte)	20, Zonnestraat (tél. 261)	Mercredi, 15-18 Samedi, 15-18
2. Anvers	Office libre (garçons)	20, Huidevetterstraat (tél. 385.27—398.30)	Mardi, 14-16 Jeudi, 14-16
3. Anvers	Office libre (jeunes filles)	30, Huidevetterstraat (tél. 385.27—386.49)	Mercredi, 14-16 Vendredi, 14-16
4. Anvers	Office libre orientation profession. (mixte)	7, Graanmarkt (tél. 387.40—256.63)	Les jours ouvrables, 9-12 et 14-17
5. Beringen	Office libre (mixte)	9, Statiestraat	Jeudi, 14-17 Samedi, 14-18
6. Bree	Office libre	Bocholterstraat (Ambachtschool)	Lundi, 15-17 Mercredi, 16-19
7. Bruges	Office libre (garçons)	5, Nieuwstraat (tél. 316.04)	Lundi, 16-19 Mercredi, 16-19
8. Bruges	Office libre (jeunes filles)	5, Nieuwstraat (tél. 316.04)	Vendredi, 16.30-18.30
9. Bruxelles	Office libre (garçons)	79, bd Poincaré (tél. 21.00.35)	Mardi, 17-19.30 Jeudi 14-19
10. Bruxelles (bilingue)	Service intercommunal (mixte)	18, r. du Gr.-Hospice (tél. 17.94.47)	Mercredi-jeudi, 14-18
11. Bruxelles (bilingue)	Office libre (secrétariat social féminin)	44, r. des Eperonniers (tél. 11.81.71)	Mercredi-jeudi, 14-18
12. Auderghem (bilingue)	Office libre (mixte)	25, r. dy Docteur (tél. 33.25.03)	Mardi-mercredi-vend., 17-19
13. St-Josse-ten-N. (bilingue)	Office communal (mixte)	19, r. de l'Abondance	Lundi-vendredi, 16-18
14. Schaerbeek	Office communal (mixte)	Hôtel communal (place Colignon)	Tous les jours, de 2 à 6, samedi excepté
15. Schaerbeek (bilingue)	Office libre (garçons)	278, ch. de Haecht (tél. 15.83.33)	Lundi, 14-17 Jeudi, 15-18

COMMUNE	DÉNOMINATION	ADRESSE	JOURS ET HEURES D'OUVERTURE
16. Eeklo	Office libre (mixte)	131, Luidnoerstraat	Samedi, 13.30-18.30 Dimanche, 9.30-12.30
17. Eisden-Mines	Office libre (mixte)	Nijverheidslaam (Sinte-Barbara)	Jeudi, 15-18 Dimanche, 10-13
18. Genk	Office libre (mixte)	Ambachtsschool (tél. 230 Genk)	Mardi, 17-19 Jeudi, 14-19
19. Gand	Office universitaire (mixte)	14, Universiteitstraat	Mardi, 9-14—14-19 Samedi, 14-17
20. Gand	Office libre (garçons)	47, Holstraat (tél. 595.96)	Mardi-jeudi-samedi, 14-19
21. Gand	Office libre (jeunes filles)	47, Holstraat (tél. 595.96)	Mardi-samedi, 14-19
22. Hal	Office libre (mixte)	7, steenweg op Ninove	Jeudi, 14-18 Samedi, sur rendez-vous 16-18
23. Hasselt	Office libre (mixte)	29, Toekomstraat (tél. 11.80)	Jeudi, 14-18 Samedi, 17-19
24. Ypres	Office libre (mixte)	38, St-Jacobsstraat	Jeudi, 17-19 Samedi, 13.30-17.30
25. Courtrai	Office libre (mixte)	1, Grijs Zusterstraat	Jeudi-samedi, 14-17
26. Louvain	Office libre (mixte)	18, St-Antoniusberg	Mardi-jeudi-vendredi, 14-18
27. Liedekerke	Office libre (mixte)	Warande Gildezaal	Lundi, 17-19 Jeudi, 12-18
28. Lierre	Office libre (mixte)	21, St-Gummarusstraat	Jeudi, 13.30-19 Vendredi, 17.30-19.30
29. Malines	Office libre (mixte)	2, Melaan (tél. 133.45)	Jeudi, 14.30-18.30 Vendredi, 17.30-19.30
30. Neerpelt	Office libre (mixte)	12, Hazestraat	Lundi, 17-19 Jeudi, 13.30-17.30
31. Ostende	Office libre (mixte)	Stokholmstraat, 7	Samedi, 15-17
32. Audenarde	Office libre (mixte)	Stedelijk Hospitaal (tél. 149)	Jeudi, 16-18 Samedi, 14-19
33. Roulers	Office libre (garçons)	81, Kattenstraat (tél. 623)	
34. Roulers	Office libre (jeunes filles)	81, Kattenstraat (tél. 623)	Mercredi, 15-19 Vendredi, 17-19

COMMUNE	DÉNOMINATION	ADRESSE	JOURS ET HEURES D'OUVERTURE
35. Saint-Nicolas	Office libre (mixte)	91, Ankerstraat	Mercredi-vendredi, 17-20 Samedi, 14-19
36. Saint-Trond	Office libre (mixte)	133, Naamsche steenw.	Mardi, 17-19 Samedi, 14-19
37. Tielt	Office libre (mixte)	29, Hulstplein	Jeudi, 17-18 Samedi, 14-17
38. Tirlemont	Office libre (mixte)	5, Waaiberg (tél. 391)	Mercredi, 14-19 Jeudi, 17-19
39. Tourhout	Office libre (mixte)	8, Bruggestraat (tél. 8)	Mardi, 17-19 Vendredi, 17-19
40. Turnhout	Office libre (jeunes filles)	25, Korte Begijnenstr. (tél. 441)	Jeudi, 14-19 Samedi, 16-19
41. Vilvorde	Office libre (mixte)	28, Andlothof (tél. 51.01.50 51.04.41)	Mercredi, 16.30-19 Jeudi, 14-19
42. Wetteren	Office libre (mixte)	2, Zandstraat (tél. 901.33)	Mardi, 17-19 Samedi, 14-18
43. Willebroeck	Office libre (mixte)	169, Peperstraat (tél. 129)	Jeudi, 14-17 Vendredi, 17-19
44. Aerschot	Office libre (mixte)	19, Van Ophemstraat (tél. 260 et 31.19)	Jeudi, 14-18
45. Waregem	Office libre (mixte)	66, Toekomststraat	Lundi, 16-18 Samedi, 14-18

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Secrétariat général S. D. D.

2^e Section, n^o 295 B. O.

LE MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE,

Vu les articles 8 à 10 de l'arrêté royal du 21 août 1937;

Vu le projet de budget du Ministère de l'Instruction Publique pour l'exercice 1945;

Vu l'avis conforme du Comité de budget,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les subventions suivantes (total : 271,477 francs) sont accordées aux Offices d'Orientation professionnelle reconnus par l'Etat cités ci-dessous :

<i>Alost</i> : Office d'Orientation professionnelle, Sint-Jorisstraat, 26 — C.C.P. 479.147)	fr. 10,532
<i>Anvers</i> : Office d'Orientation professionnelle (garçons), Huidevetterstraat, 30 — C.C.P. 145.416)	6,090
<i>Anvers</i> : Office d'Orientation professionnelle, Graanmarkt, 7 — C.C.P. 470.654	5,100
<i>Anvers</i> : Office d'Orientation professionnelle (jeunes filles), Huidevetterstraat, 30 — C.C.P. 122.039	5,100
<i>Beringen</i> : Office d'Orientation professionnelle, Statiestraat, 9 — C.C.P. 467.394	10,367
<i>Bree</i> : Office d'Orientation professionnelle — C.C.P. 296.273	7,343
<i>Bruges</i> : Office d'Orientation professionnelle (garçons), Nieuwstraat, 5 — C.C.P. 472.740	10,444
<i>Bruges</i> : Office d'Orientation professionnelle (jeunes filles), Nieuwstraat, 5 — C.C.P. 327.988	5,166
<i>Bruxelles</i> : Office d'Orientation professionnelle, boulevard Poincaré, 79 — C.C.P. 107.565	9,784
<i>Termonde</i> : Office d'Orientation professionnelle, Bogaerdstraat, 24 — C.C.P. 455.203	7,805
<i>Eekloo</i> : Orientation professionnelle, Zuidmoerstraat, 131 — P.C.R. 318.264	9,564

<i>Eisden-Mines</i> : Office d'Orientation professionnelle, Astridplein, 2 — C.C.P. 471.273	5,100
<i>Gand</i> : Office d'Orientation professionnelle (garçons), Holstraat, 47 — C.C.P. 150.554	11,973
<i>Gand</i> : Office d'Orientation professionnelle (jeunes filles), Holstraat, 47 — C.C.P. 407.818	10,279
<i>Gand</i> : Office universitaire d'Orientation professionnelle, Universiteit- straat, 14 — C.C.P. 433.979	7,288
<i>Genk</i> (Limbourg) : Office libre d'Orientation professionnelle à Genk — C.C.P. 280.614	7,277
<i>Hal</i> : Office d'Orientation professionnelle, Groote Markt, 28 — C.C.P. 458.286	5,122
<i>Hasselt</i> : Office d'Orientation professionnelle, Sint-Truidersteenweg — C.C.P. 451.091	10,301
<i>Ypres</i> : Office d'Orientation professionnelle à Ypres — C.C.P. 452.680	5,969
<i>Courtrai</i> : Office d'Orientation professionnelle, Vlamingstraat, 29 — C.C.P. 461.668	11,621
<i>Louvain</i> : Office d'Orientation professionnelle, Sint-Antoniusberg, 18 — C.C.P. 329.580	6,035
<i>Liedekerke</i> : Office d'Orientation professionnelle, Warandestraat, Liedekerke — C.C.P. 122.776	5,100
<i>Lierre</i> : Office d'Orientation professionnelle, Sint-Gummarusstraat, 21 — C.C.P. 332.550	10,851
<i>Palines</i> : Office d'Orientation professionnelle et psychotechnique, Melaan, 2 — C.C.P. 83.540	5,991
<i>Neerpelt</i> : Office d'Orientation professionnelle, Hazestraat, 2 — C.C.P. 448.114	7,530
<i>Ostende</i> : Office d'Orientation professionnelle, Stockholmstraat, 7 — C.C.P. 461.439	5,496
<i>Aerschot</i> : Office d'Orientation professionnelle J. Van Ophemstraat, 9 — C.C.P. 423.243	5,177
<i>Roulers</i> : Office libre d'Orientation professionnelle (garçons), Katten- straat, 81 — C.C.P. 460.522	5,100
<i>Roulers</i> : Office libre d'Orientation professionnelle (jeunes filles), Kattenstraat, 81 — C.C.P. 460.522	5,122

<i>Saint-Trond</i> : Office d'Orientation professionnelle, Naamschesteenweg — C.C.P. 237.411	5,122
<i>Tirlemont</i> : Office libre d'Orientation professionnelle, Waaiberg, 5.	5,100
<i>Tielt</i> : Office d'Orientation professionnelle, Hulstplein, 29 — C.C.P. 465.999	7,255
<i>Torhout</i> : Office d'Orientation professionnelle, Ecole normale, à Torhout — C.C.P. 466.240	5,859
<i>Turnhout</i> : Office d'Orientation professionnelle, Korte Begijnenstraat, 25 — C.C.P. 447.710	11,654
<i>Waregem</i> : Office d'Orientation professionnelle, Toekomststraat, 66 — C.C.P. 145.428	7,563
<i>Wetteren</i> : Office d'Orientation professionnelle, Zandstraat, 2 — C.C.P. 469.754	5,199
<i>Willebroeck</i> : Office d'Orientation professionnelle, Peperstraat, 169 — C.C.P. 470.941	5,100
TOTAL: .fr.	271,457

ART. 2. — Les subventions ci-dessus seront imputées sur l'article 18/3/A du projet de budget du Département de l'Instruction Publique, pour l'exercice 1945.

Bruxelles, le 29 décembre 1945.

(S.) BUISSET.

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Secrétariat général S. E. D.

2^e Section, n° 295/O. P.

LE MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE,

Vu les articles 8 à 10 de l'arrêté royal du 21 août 1937;

Vu le projet de budget du Ministère de l'Instruction Publique, pour l'exercice 1945;

Vu l'avis conforme du Comité du budget,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les subventions suivantes (total : 203,543 francs) sont accordées aux Offices d'Orientation professionnelle reconnus par l'Etat, cités ci-dessous :

<i>Arlon</i> : Office libre d'Orientation professionnelle, rue de Bastogne, 33.	3,719
<i>Auderghem</i> : Office d'Orientation professionnelle, rue du Docteur, 25 — C.C.P. 288.42	5,122
<i>Braine-l'Alleud</i> : Office d'Orientation professionnelle, rue Cloquet, 19 — C.C.P. 181.355	5,683
<i>Bruxelles</i> : Office intercommunal d'Orientation professionnelle, rue du Grand-Hospice, 18 — C.C.P. 144.738	15,542
<i>Bruxelles</i> : Office d'Orientation professionnelle pour jeunes filles, rue des Eperonniers, 44 — C.C.P. 720.261	9,531
<i>Bruxelles</i> : Office libre d'Orientation professionnelle, boulevard Poin- caré, 79 — C.C.P. 703.900	14,118
<i>Charleroi</i> : Office d'Orientation professionnelle pour garçons, Grand' Rue, 189 — C.C.P. 711.607	15,372
<i>Charleroi</i> : Office régional d'Orientation professionnelle, rue de France, 31 — C.C.P. 82.757 (Province de Hainaut) — (Recettes et produits divers Mons)	7,486
<i>Charleroi</i> : Office d'Orientation professionnelle pour jeunes filles, Grand'Rue, 185 — C.C.P. 225.557	10,829
<i>Ixelles</i> : Office libre d'Orientation professionnelle, avenue Guillaume Gilbert, 20, Boondael-Ixelles — C.C.P. 731.857	7,288

<i>Jumet</i> : Office communal d'Orientation professionnelle, rue Biernaux, 99 — C.C.P. 91.08 (Administration communale de Jumet).	6,189
<i>Liège</i> : Office provincial d'Orientation professionnelle, rue Fond Saint-Servais, 12 — C.C.P. 50.82 (Province de Liège)	5,100
<i>Liège</i> : Office libre d'Orientation professionnelle, rue Saint-Gilles, 29 — C.C.P. 728.856	7,541
<i>Mons</i> : Office d'Orientation professionnelle de la J.O.C., à Mons — C.C.P. 236.185 — rue du Gouvernement, 50	5,122
<i>Mouscron</i> : Office libre d'Orientation professionnelle, rue du Luxembourg, 27 — C.C.P. 732.003	7,222
<i>Namur</i> : Office provincial d'Orientation professionnelle, rue Muzet, 47 — C.C.P. 827.67 (Administration provinciale de Namur)	7,618
<i>Namur</i> : Office libre d'Orientation professionnelle, rue du Lombard, 2 — C.C.P. 21.68.11	7,288
<i>Saint-Josse-ten-Noode</i> : Office communal d'Orientation professionnelle, rue de l'Abondance, 19 — C.C.P. 19.428 (Administration communale)	5,309
<i>Schaerbeek</i> : Office libre d'Orientation professionnelle, chaussée de Haecht, 264 — C.C.P. 581.88	11,654
<i>Schaerbeek</i> : Office communal d'Orientation professionnelle (Administration communale) — C.C.P. 191.32	10,598
<i>Tournai</i> : Office régional d'Orientation professionnelle Tournai-Ath, rue Paul Pastur, 2, à Tournai — C.C.P. 827.57 (Province de Hainaut, Recettes et produits divers)	5,958
<i>Tournai</i> : Office libre d'Orientation professionnelle, 9, Réduit des Dominicains — C.C.P. 742.874	10,191
<i>Verviers</i> : Office libre d'Orientation professionnelle, place Sommeleville, 10 — C.C.P. 392.302	11,830
<i>Virton</i> : Office libre d'Orientation professionnelle, avenue Bouvier, 13 — C.C.P. 715.365	7,233
TOTAL. . fr.	203,543

ART. 2. — Les subventions ci-dessus seront imputées sur l'article 18/3/A du projet de budget du Département de l'Instruction Publique, pour l'exercice 1945.

Bruxelles, le 29 décembre 1945.

(S.) BUISSET.

Conseils culturels.

I. — *Composition* : La composition des Conseils culturels a été fixée par arrêté royal du 7 février 1938 (articles 7 et 8).

Les Conseils culturels se composent actuellement des membres suivants

a) Conseils culturels d'expression néerlandaise :

MM. Mgr. Van Wayenbergh, président ;

E. Blancquaert ;

E. De Bruyne ;

J.-A. Goris ;

H. Teirlinck.

b) Conseils culturels d'expression française :

MM. J. Bordet, président ;

F. Dehousse ;

E. Goffinet ;

R. Gruslin ;

V. Rousseau.

II. — *Programme* : a été établi par le même arrêté royal du 7 février 1938 (articles 2 et suivants).

Récemment, les deux Conseils culturels ont été priés d'examiner, de commun accord, les modifications à apporter à leurs statuts.

Epuration.*A propos du personnel de l'Enseignement.*

	Nombre total de membres du personnel	Ont été soumis à une enquête administra- tive	Frappés d'une peine disciplinaire	Démis de leurs fonctions
Ecoles gardiennes	7,613	2,066	728	485
Ecoles primaires	35,415			
Enseignement moyen ...	5,667	852	643	215
Enseignement normal :				
Etat (3 catégories) ...	1240	645	55	21
Agrée (primaire)		595	(1)	cas en susp. 4
Enseignement technique .	18,000	341	325	120
Enseignement supérieur .	Gand 184	27	25	15
	Liège 160	7	2	1
Totaux	68,279	3,348	1,744	860

(1) Dans les écoles normales agréées primaires, l'enquête a lieu sans intervention du département.

Le présent rapport a été approuvé à l'unanimité.

Le budget est approuvé par 7 voix contre 3.

Le Rapporteur,
MATAGNE.

Le Président,
LIBOIS.

BELGISCHE SENAAT**BUITENGEWONE ZITTING 1946.****VERGADERING VAN 7 AUGUSTUS 1946.**

Verslag uit naam der Commissie van Openbaar Onderwijs, belast met het onderzoek van het wetsontwerp houdende Begroting van het Ministerie van Openbaar Onderwijs voor het dienstjaar 1946.

(Zie n^o 5-IX, buitengewone zitting 1946.)

Aanwezig : de hh. LIBOIS, voorzitter; CATTEAU, BOUWERAERTS, CRAEYBECKX, CROMMEN, DELBOUILLE, LEYSEN, MAZEREEL, MICHOT, RENARD, VAN KERCKHOVEN, YERNAUX en MATAGNE, verslaggever.

INHOUDSTAFEL.

	Bladz.
I. — INLEIDING	2-5
II. — ALGEMEENE OPMERKINGEN	5-7
III. — LAGER ONDERWIJS.	8-15
IV. — NORMAAL ONDERWIJS	15-19
V. — MIDDELBAAR ONDERWIJS	20-25
VI. — TECHNISCH ONDERWIJS	25-39
VII. — SCHOONE KUNSTEN. — LETTEREN	40-48
VIII. — UNIVERSITAIR ONDERWIJS	48-53
IX. — VERSCHILLENDE :	54-69
Nationale Dienst voor de Jeugd	54
Hooge Raad voor Volksopleiding	54-57
Voorlichting bij beroepskeuze	57-67
Cultuurraden	68
Epuratie in de verschillende takken van het onderwijs	69

MEVROUWEN, MIJNE HEEREN,

I. — INLEIDING.

Wij achten het nuttig de globale uitgaven der begrooting van Openbaar Onderwijs voor 1945 en 1946 te vergelijken.

EERSTE ARTIKEL. — Kredieten betreffende :

1^o de gewone uitgaven :

a) voor 1945	b) voor 1946	Verhooging.
2,335,124,690	2,418,020,637	82,895,947

2^o de uitzonderlijke uitgaven :

a) voor 1945	b) voor 1946	Verhooging.
39,612,250	146,738,500	107,126,250
Te zamen	2,374,736,940	2,564,759,137
		190,022,197

ART. 2. — Kredieten betreffende de uitgaven voortvloeiende uit den oorlog :

a) voor 1945	b) voor 1946	Vermindering.
23,757,360	18,515,000	5,022,197

EERSTE AFDEELING.

Gewone uitgaven.

Zij zijn onderverdeeld in zeven hoofdstukken :

EERSTE HOOFDSTUK. — *Uitgaven voor personeel.*

Zij bedragen voor het dienstjaar 1946, 2,151,331,550 frank en in 1945, 2,153,391,660 frank, zijnde een vermindering met 2,060,110 frank.

Men zal opmerken dat deze uitgaven het grootste deel der op het ontwerp van begrooting uitgetrokken kredieten opslorpen. Gewis, de verhoogingen van de barema's verbonden aan de verschillende artikelen van dit hoofdstuk, hebben natuurlijk aanleiding gegeven tot een stijging van kredieten met ongeveer 44 miljoen, maar de verminderingen bedragen meer dan de verhoogingen, want men ziet onder meer uit de begrooting voor het dienstjaar 1946 wegvallen de achterstallen die in 1945 werden betaald aan de krijgsgevangenen en aan de agenten die uit het land afwezig waren tot in 1945; deze achterstallen bedroegen 43,220,000 frank.

In totaal benaderen de verminderingen onder hoofdstuk één 46 miljoen frank, zoodat zij met 2,060,110 frank de verhoogingen van de barema's en andere overschrijden.

HOOFDSTUK II. — *Uitgaven voor materieel, reiskosten en vacaties.*

Zij bedroegen in 1945 52,335,160 frank. Zij bereiken voor 1946 88 miljoen 847,232 frank, hetgeen een verhooging van ongeveer 37 miljoen beteekent of juist gezegd 36,512,072 frank. Dit zal niemand verwonderen.

HOOFDSTUK III. — *Toelagen .*

De kredieten bedroegen voor dezen post ongeveer 125 miljoen frank voor het dienstjaar 1945. Voor het dienstjaar 1946 bedragen zij ongeveer 172 miljoen. De verhooging beloopt dus ongeveer 47 miljoen of juist 46,903,985 frank.

HOOFDSTUK IV. — *Uitgaven van sociale voorzorg.*

Het geldt een nieuw hoofdstuk dat voor de eerste maal voorkomt op de begrooting van 1946. Het daaraan besteed krediet bedraagt slechts 20,000 frank.

HOOFDSTUK V. — *Aankopen.*

Hier werd er een uitgave van 4,700,000 frank voorzien voor het dienstjaar 1946. Zij overschrijdt met 1,100,000 frank die uitgetrokken op de begrooting 1945. Het geldt aankopen, en iedereen weet dat de prijzen gestegen zijn.

HOOFDSTUK VI. — *Hulpgelden.*

Het is een kleine post der begrooting van Openbaar Onderwijs. Hij werd verhoogd met 350,000 frank, zegge ongeveer 50 % van het bedrag van 753,000 fr. uitgetrokken op de begrooting van 1945. Zij bedraagt 1,103,000 frank op de begrooting van 1946.

HOOFDSTUK VII. — *Verschillende uitgaven.*

Deze bedragen nog veel minder dan die van het vorige hoofdstuk, vermits, terwijl zij op de begrooting van 1945 100,000 frank vertegenwoordigden, zij slechts 170,000 frank bedragen voor het dienstjaar 1946. Verhooging 70,000 fr.

TWEEDE AFDEELING.**Uitzonderlijke uitgaven.**

Deze uitgaven vormen het 2^o van het eerste artikel van het ontwerp van begrooting. Zij zijn samengevat onder den titel « Tweede sectie », blz. 46, van de begrooting.

De kredieten voorzien voor hoofdstuk VIII moeten, onder meer, de wederuitrusting verzekeren van talrijke wetenschappelijke en artistieke instellingen, alsmede het herstellen van schoollokalen van allen aard.

Dit verklaart de stijging der voorziene uitgaven.

Zij bedroegen op de begrooting van 1945 39,612,250 frank. Zij worden opgevoerd tot 146,738,500 frank in 1946, zegge een stijging met wat meer dan 107 miljoen frank.

Er dient opgemerkt dat voor de toepassing der besluitwet van 22 December 1944, wat betreft artikel 6-5° van de besluitwet van 31 October 1944, er op de begrooting van 1945, bladzijde 46, art. 50, een bedrag van 30 miljoen frank was voorzien dat op de begrooting van 1946 — bladzijde 48, artikel 58 — 120 miljoen wordt, zegge een verhooging met 90 miljoen. Dit is te wijten aan het feit dat — zie bladzijde 338 — voor bewuste toepassing de uitgave wordt berekend voor 12 maanden terwijl zij in 1945 enkel werd vastgesteld voor drie maanden.

Het geldt de verlenging der schommelende gedeelten van de wedden toegekend aan het personeel afhangende van het Ministerie van Openbaar Onderwijs, zooals zij bestonden op 31 December 1944, nl. de bijzondere verblijfsvergoeding, de gezinsvergoedingen en de compensatievergoeding of bijzondere vergoedingen verleend als tegenwaarde der verhoogingen die niet werden uitbetaald tengevolge van het blokkeeren der wedden.

Uitgaven voortvloeiende uit den oorlog.

Zooals wij hebben gezien bij den aanhef van dit verslag, bedraagt de uitgave voor dit doel in 1946 18 1/2 miljoen frank, zegge een vermindering met 5 miljoen tegenover 1945.

Op bladzijde 340 van het ontwerp van begrooting voor 1946 vindt men den uitleg voor het feit dat tengevolge van overdrachten de werkelijke vermindering wat meer dan 7 miljoen bedraagt.

Sommige posten boeken evenwel een globale verhooging met 15 miljoen waarvan 10 miljoen zullen besteed worden voor de Universiteit van Leuven, ten einde de vernieuwing toe te laten van haar bibliotheek die, helaas, eens te meer door den oorlog werd geteisterd.

Maar de afschaffing der diensten te Londen geeft gelukkig aanleiding tot een vermindering van uitgaven met 20 1/2 miljoen — zie bladzijde 340 tot 343 van de begrooting.

* * *

Beknopt vindt men de verklaring der stijging van de begrooting in :

- a) de verhoogingen der barema's van de wedden;
- b) de revalorisatie der loopbanen van het onderwijzend personeel;
- c) de uitgaven vereischt door de cultureele betrekkingen met het buitenland. De cultureele akkoorden tusschen België eensdeels en Frankrijk, Engeland en Nederland, anderdeels, geven vanzelfsprekend aanleiding tot de oprichting van fondsen, die hun onmiddellijke werking en de betalingen mogelijk maken.
- d) de oprichting van het Nationaal Werk voor de Jeugd : 5,835,000 frank;
- e) de centralisatie der diensten van het technisch onderwijs bij het Ministerie van Openbaar Onderwijs; deze centralisatie is nog niet zoo daadwerkelijk als men zou wenschen, omdat het Ministerie van Openbare Werken er niet in slaagt de diensten onder te brengen. Het Ministerie van Openbaar Onderwijs is ondergebracht in gebouwen gelegen op zes verschillende plaatsen van de stad;

b) de oprichting van beperkte kaders voor den Dienst der Nationale Organisatie van de Jeugd, voor den Dienst der Cultureele betrekkingen met het buitenland en voor den Documentatiedienst;

g) de invoering van een nieuwe sociale schoolpolitiek.

Aldus beschikte men tot nog toe over 200 beurzen van 3,000 frank. Voortaan zullen er minstens 500 beurzen van 15,000 frank zijn.

Op gebied van kunstonderwijs, in stede van een totaal beurzen ten bedrage van 150,000 frank, zal het voortaan gaan over 1 miljoen.

De fondsen voor meer begaafden, die 1,600,000 frank bedroegen, stijgen tot 2,500,000 frank. Enkele miljoenen zullen een goede belegging vinden in de oprichting van een mess en van een socialen dienst in de vier universiteiten.

En dit zal zich langzamerhand uitbreiden tot het hooger technisch onderwijs.

* * *

Aangaande de *hervorming van het onderwijs*, zullen wij ongetwijfeld het genoegen hebben door den Minister van Openbaar Onderwijs de beginselen te hooren uiteenzetten waarop zij zal berusten.

Men hoort spreken over proefnemingen, die aan den gang zijn onder meer over de toevoeging aan de zoogenaamde middelbare scholen van den lageren graad, van een eindjaar voor de leerlingen van 15 tot 16 jaar; men legt nadruk op het karakter van oriëntering te geven aan de studiën van 12 tot 14 of 15 jaar; er wordt ook van gesproken dat de uitdrukkelijke specialisatie van de jeugd enkel zou beginnen vanaf het derde jaar der athenea en dat de programma's van het normaal onderwijs zouden worden herzien, enz.

Kortom, nieuwe begrippen ontstaan en de gegrondheid daarvan maakt het voorwerp van een voorzichtige proefneming. Al wie zich bezig houdt met onderwijs is benieuwd bekend te worden met deze nieuwe begrippen.

Dit beteekent dat heel de openbare uiteenzetting desangående welkom zal zijn.

II. — ALGEMEENE OPMERKINGEN.

1. — *Inrichting van de begrooting.*

Op het oogenblik dat de Commissie op 26 Juni 1946 het onderzoek der begrooting van het Departement van Openbaar Onderwijs voor 1946 heeft aangevat, hadden de leden juist over een week beschikt om de begrooting van 365 bladzijden te onderzoeken.

Deze tijdspanne is al te beperkt voor een dusdanige studie en dit wegens verschillende redenen. Vooreerst, de stof is overvloedig. Vervolgens, dit tijdstip van het jaar is het tijdstip der eindexamens in al de schoolinrichtingen waardoor de universiteitsprofessoren, leden der Commissie, overlast zijn. Er bestond nog in den Senaat een parlementaire achterstand waaraan de Senaat niet alleen schuld draagt, hetgeen de senatoren verplicht aanwezig te zijn op vergaderingen die talrijker waren dan in normalen tijd. Ten slotte is er de eigenaardige en zeer onaangename vorm van inrichting der begrootingen. Een lid heeft zelfs gezegd dat de begrooting aldus voorgesteld onleesbaar is. En hij vertolkte de algemeene opvatting der Commissie.

Het redmiddel? De tekst zou minstens moeten voorzien zijn van een verwijzingstabel. Best ware de uitgaven betreffende het Hoofdbestuur, die betreffende het lager onderwijs, die van het middelbaar onderwijs, van het technisch onderwijs, van het landbouwonderwijs, van het universitair onderwijs en van de Schoone Kunsten in afzonderlijke hoofdstukken te groepeeren.

Wat kost de Dienst van het Lager Onderwijs in België voor 1946? Er zouden twee uren noodig zijn om de sommen op te sporen in den tekst van de begrooting. Hetzelfde geldt voor de overige takken van onderwijs.

De eerste wensch der Commissie is dus dat voortaan de begrooting van het Departement duidelijker zou worden ingericht.

In afwachting, is de verslaggever zoo vrij er zijn collega's van de Commissie op te wijzen dat ieder jaar het « Statistisch Jaarboek van België en van Belgisch Congo » verschijnt, dat wordt uitgegeven onder de leiding van den Centralen Dienst voor Statistiek van het Ministerie van Economische Zaken. Het laatste boek, dat is verschenen, dagteekent van 1944. Op de bladzijden 75 tot 99 zullen de senatoren inlichtingen van het hoogste belang inzake Openbaar Onderwijs vinden.

2. — *Verhooging der studiebeurzen.*

De Commissie verheugt er zich over dat er 500 beurzen van 15.000 frank worden verleend voor de meer-begaafden, die zonder deze beurzen zouden moeten afzien van universitaire studiën.

3. — *Meer-begaafden.*

Enkele leden bevestigen dat sommige paedagogische kringen twijfel koesteren aangaande de uitslagen bereikt door de studiebeurzen verleend door de Fondsen voor meer-begaafden.

De som van 2.500.000 frank, voorzien in 1921 bij toepassing der wet van 15 October 1921, komt andermaal voor op de begrooting van 1946.

Voor 1944 bedraagt het gemiddeld bedrag der toegekende beurzen 750 frank, zooals een lid der Commissie verklaart.

Men moet natuurlijk de jongelieden met geringe inkomsten helpen. Maar men moet het doen met kennis van zaken en zich edelmoediger toonen voor de werkelijk meer-begaafden.

In verband met de meer-begaafden heeft een senator de nieuwsgierigheid gehad na te gaan welke beroepen worden gekozen door de genieters van het Gemeentefonds dat hij voorziet. Hij deelt mede dat de 52 genieters van dit fonds zijn geworden :

geneesheer : 1;	Bouwkundige : 1;
licenciaten in de Germaansche philologie : 2;	dagbladschrijver : 1;
regenten : 2 ;	bediende bij openbaar bestuur : 1;
onderwijzers (onderwijzeressen) : 11;	handelsbedienden : 13;
leeraar van snijkursus : 1;	teekenaars : 2;
tandheerkundige : 1;	wattman : 1;
ingenieur-mechanicus : 1;	politieagent : 1;
geestelijken : 2;	handelaar : 1;
leger : 3;	hebben hun studiën laten steken : 7
	(men kent hun beroep niet).

Als besluit brengt onze collega enkele beschouwingen in het midden die hij ongetwijfeld zal toelichten in openbare vergadering en hij wenscht dat een gedeelte der sommen voorzien als uitgaven voor de meer-begaafden zou worden voorbehouden voor de laureaten ingeschreven in de technische scholen.

4. — *De Schoolcommissie.*

Het *Belgisch Staatsblad* van 12 Februari 1946 heeft op bladzijden 1129 en 1130 het besluit van den Regent, dd. 7 Februari 1946, bekendgemaakt houdende benoeming van den voorzitter en van de leden der Commissie voor de studie van het organiek regime van het onderwijs.

Een lid der Commissie verlangt te weten of deze Studiecommissie is bijeengekomen en, zoo ja, welke de uitslag harer werkzaamheden is.

Men weet dat zij bestaat uit subcommissiën : een voor het lager onderwijs, een voor het middelbaar onderwijs, een derde voor het normaal onderwijs en een vierde voor het technisch onderwijs. Er bestaat een middenafdeeling die geplaatst is onder het voorzitterschap van den h. René Marcq, professor aan de Vrije Universiteit te Brussel.

Reeds in December 1945 had de Commissie van Openbaar Onderwijs wenschen gevormd voor het welslagen der werkzaamheden van deze hooge instelling. In den schoot der nieuwe Senaatscommissie werpen leden vraagstukken op die het nationaal organisme, ingesteld op 10 Februari 1946, misschien zou kunnen onderzoeken.

Aan den eenen kant immers zou men willen begrijpen hoe het komt dat, bij voorbeeld, in het vrij lager onderwijs er een verhooging van het aantal klassen wordt waargenomen terwijl de schoolbevolking er met 15,000 eenheden is verminderd.

Aan den anderen kant doet men opmerken dat de wedde der beschikbaar gestelde agenten in de aanneembare scholen wordt betaald voor 3/5 door den Staat en voor 2/5 door de Schoolcommissies. Sommige senatoren wenschen dat de Staat de volledige wedde zou betalen zooals gebeurt voor de overige scholen.

5. — *Bijwoning van de school.*

Een senator bevestigt dat de jeugd, die welke de school onregelmatig bezoekt, is behept met hetgeen men noemt de kindermisdadigheid, en hij acht het onontbeerlijk dat de wet op het bijwonen van de school zou worden toegepast. Bijgevolg dient de contrôle op dit gebied versterkt. Hij vraagt zich af of het niet mogelijk is de tusschenkomst van het gerecht doeltreffender en vlugger te maken. Daarop antwoordt het Departement als volgt :

« De kantonale inspectie kwijt zich gewetensvol van haar taak, die er in bestaat bij den Procureur des Konings de ouders aan te klagen wier kinderen onregelmatig op school afwezig zijn.

Zij klaagt doorgaans over de al te groote inschikkelijkheid der rechterlijke overheden en ook over het feit dat de boeten opgelegd bij toepassing van de wet (1 tot 25 frank vermenigvuldigd met 7) bespottelijk zijn.

» De geraadpleegde magistraten aanvaarden niet het verwijt dat tot hen wordt gericht. De regel van de scheiding der machten verbiedt trouwens aan den Minister iedere tusschenkomst op gebied van de rechterlijke macht. »

Zooals men weet, heeft de Senaat zich onlangs over deze zienswijze eensgezind uitgesproken.

III. — LAGER ONDERWIJS.

A. — *Hulde aan den schoolmeester.*

De Commissie maakt zich zeer bezorgd omtrent de herklasseering der onderwijzers, zoowel in zedelijk als in stoffelijk opzicht.

De herklasseering in zedelijk opzicht eischt dat in den huidige toestand van het onderwijs het diploma van onderwijzer op gelijken voet zou worden gesteld met het diploma van volledige humaniora wat betreft de toelating tot de proeven ingericht voor de administratieve loopbanen.

De Commissie is eensgezind op dit punt en wij hechten er aan de aandacht op dit feit te vestigen, des te meer daar op het einde van het jaar 1945 het verslag der Commissie van Openbaar Onderwijs daarop reeds nadruk had gelegd.

In stoffelijk opzicht is er stellig verbetering vast te stellen, maar de Commissie acht ze ontoereikend. Zij heeft den wensch uitgedrukt dat de Regent van een middelbare school zou worden bezoldigd op voet van 8/10 van het barema van den licentiaat, de onderwijzer op voet van 8/10 der bezoldiging van den regent, en de fröebelonderwijzeres zou 9/10 de van de wedde van de lagere onderwijzeres trekken.

Men mag niet uit het oog verliezen dat de opvoeders van de jeugd een aanzienlijken en beslissenden invloed hebben op de jeugd. Door het woord, door de daad, door het voorbeeld, door de goedgunstige overtuiging en de zelfopoffering, werken zij niet alleen in op hun leerlingen, maar ook op hun familie en op de bevolking waaronder zij leven. En men kan zeggen dat de overgrootte massa der onderwijzers van België zich met lofwaardig plichtbewustzijn van deze taak kwijt. Maar zoo de voldoening die zij ondervinden omdat zij gewetensvol hun taak hebben volbracht een groote zaak is, moet bij deze voldoening die gevoegd worden dat het bestaan naar behooren wordt verzekerd. Deze is de wensch die door de Commissie wordt uitgedrukt.

B. — Vermits wij komen te spreken van de stoffelijke belangen van het onderwijzend personeel, hebben wij tot plicht te vragen dat sommige verträgen in de betaling van het pensioen zouden ophouden. De Commissie werd er op gewezen dat honderden onderwijzers sedert maanden en soms sedert 20 tot 23 maanden wachten op de regeling van hun pensioen. Dit is bijna niet te gelooven. Het is evenwel de gewoonte dat er voorschotten op het pensioen worden toegestaan en uitbetaald in afwachting dat het onderzoek der aanvragen is afgelopen. Vragen de gepensioneerden deze voorschotten? Men moet denken aan de gepensioneerden. In het algemeen hebben zij het beste van hun krachten besteed aan de uitoefening van hun taak van opvoeders.

C. — Er wordt geklaagd over het gemis van lucht en verlichting in sommige scholen. Men drukt hier den wensch uit dat de scholen zouden worden ingericht als installaties die een degelijke hygiëne verzekeren.

D. — Sommige leden betreuren dat er aan de gemeenten wordt verboden nieuwe gemeentelijke bijslagen te verleenen aan het lager onderwijzend personeel. Dit is het geval voor de stad Turnhout, aan welke werd geantwoord dat zulks sedert 1 Januari 1945 niet meer is toegelaten. Turnhout staat niet alleen in dit geval.

In werkelijkheid werd het verleen van gemeentelijke bijlagen voor het jaar 1945, naar wij meenen, toegelaten ten bate van de onderwijzers der gemeenten die hebben behoord tot de groote agglomeraties (Antwerpen, Brussel, Gent, Luik, Charleroi).

Voor 1946 zou het vraagstuk ter studie liggen; het vraagstuk is gesteld.

E. — *Verlof.*

De Commissie heeft er met genoegen akte van genomen dat het vraagstuk van de eenmaking van het verlof werd gesteld, dat er onderrichtingen worden gegeven om de toepassing van de wet leniger te maken en dat in het Departement een ontwerp van wijziging der wet wordt voorbereid.

F. — *Vernieuwing van het lager onderwijs.*

Men hoort in de Commissie van verschillende zijden verklaren dat de leerlingen van het lager onderwijs niet de kennis hebben die men terecht mag verwachten; men bevestigt dat deze ontoereikendheid in de basisopleiding haar weerslag heeft in de daarop volgende onderwijstakken: middelbaar onderwijs, ambachtsonderwijs, technisch onderwijs.

Vandaar tot het besluit dat een herinrichting van het lager onderwijs noodzakelijk is, is er maar en stap.

Wat zeker is, zooals onlangs geschreven werd door den h. Henri Lorent, eere-directeur-generaal van het normaal onderwijs, is dat « men doorgaans akkoord is om te erkennen dat een zeer sterke verhouding der Belgische kinderen er niet in slaagt hun middelbare studiën te voltooien op den normalen leeftijd van 12 of 14 jaar. Men schat dat de verhouding der paedagogische achterlijken 60 % bedraagt. »

De achterlijkheid van velen onder hen is te wijten aan hun gebrekkigen lichamelijken of physiologischen toestand.

Er zou daarover veel te zeggen vallen, des te meer daar het aantal paedagogisch achterlijken nooit zoo hoog is geweest.

Maar wij komen uit een tijdperk van langdurige beroering, stoornis, onrust en ellende. Een tijdstip waarop de voeding grootelijks te wenschen overliet. Daaronder heeft de bevolking mēt geringe inkomsten bijzonder geleden en dus ook het onderwijzend personeel en vele van de leerlingen van het lager onderwijs.

Dit is niet alleen waar voor de leerlingen van de lagere school. Het geldt ook voor de jongelingen van 20 tot 25 jaar die komen uit de technische scholen. Dit is te begrijpen. De eenen hebben hun toevlucht moeten nemen tot allerlei middelen om te ontsnappen aan de deportatie tijdens de nazibezetting; anderen hebben geleefd in het maquis; anderen nog hebben gedurende jaren de gevangenschap in Duitschland gekend.

Wij komen uit een lastig tijdperk waarvan men, in opzicht van voeding en kleeding, het « einde van het begin » ziet, zooals een groot Staatsman, die alom wordt geacht, verklaarde.

Men zou nochtans ongelijk hebben geen belang te stellen in de beweging van de gedachten die sedert geruimen tijd tot uiting komen. In werkelijkheid is deze beweging reeds begonnen vóór den oorlog, zij werd sedertdien voortgezet en gelukkig nader bepaald inzake vernieuwing van het lager onderwijs en trouwens ook van de andere takken van onderwijs.

Ophelderingen en nieuwe gedachten, die zeer belangwekkend zijn, verdienen de meest ernstige aandacht.

Wij vermelden het plan van lagere studiën, dagteekenend van 1936, in werking gebracht op initiatief van den betreurden Minister Bovesse, plan waarvan de toepassing, naar men zegt, tijdens den oorlog zou zijn geschorst geweest. Laten wij vurig wenschen dat de toepassing zou worden hervat, en wijzen wij er op dat de leidende overheden van het vrij onderwijs in het programma van den vierden graad de richtsnoeren gegeven door het studieplan hebben aangenomen.

Er is ook nog de studie, vóór den oorlog ondernomen door het Studiecentrum voor de hervorming van den Staat.

Er bestaat de kleine brochure «L'Ecole de six à treize ans», verschenen in de uitgaven van het Comité van initiatief voor de vernieuwing van het onderwijs in België, en aan het opstel waarvan de voorzitter onzer Commissie een groot aandeel heeft genomen.

Vermelden wij nog het mooie werk verschenen onder den titel « Pour une reconstruction démocratique de notre enseignement populaire », van de hand van professor Hotyat van de normaalschool van Morlanwelz.

Onlangs is nog een brochure verschenen « Réforme de l'enseignement public », geschreven door Henri Lorent, eere-directeur-generaal van het normaal onderwijs.

Vermelden wij, ten slotte, het werk van Marcel Hecq, « l'Ecole devant la Nation » en de drie eerste deelen van « La Jeunesse à la dérive », van Marion Coulon.

Kortom, er is iets te doen op gebied van herinrichting van het lager onderwijs.

Maar het behoort niet aan de Commissie deze taak aan te vatten. De Commissie lijkt ons enkel bevoegd om te wenschen dat de Minister van Openbaar Onderwijs zou doen kennen wat het Departement voornemens is te doen ten einde het aan de ervaring te onderwerpen. Verder zal men de tusschenkomst van den Minister in de Commissie lezen.

Bedenken wij dat, lang vóór den oorlog, directeur-generaal Buez, in de Belgische afdeling van het Internationaal Verbond voor den Socialen Vooruitgang, er op wees dat de paedagogisch achterlijken 40 % der bevolking van het lager onderwijs in 1936 uitmaakten.

Wanneer de pedagogie er in geslaagd is speciale onderwijstakken in te richten, die zijn opgevat met het oog op wel bepaalde leemten — scholen voor doofstommen, voor blinden, voor verminkten, voor slachtoffers van ongevallen, voor abnormale kinderen —, de pedagogie bemoedigende uitslagen heeft geboekt.

Maar is het onmogelijk dat de pedagogie er in slage het volksonderwijs — vooral het lager onderwijs — aan te passen aan de afwisselende verscheidenheden van het verstand der kinderen die als normaal worden beschouwd, zelfs indien hun normale toestand in gebreke blijft ten overstaan van den toestand die zou voortspruiten uit betere biologische en sociale voorwaarden? Deze vragen worden gesteld door professor Hotyat.

Het vraagstuk wordt onderzocht. Laten wij de zaak haren gang gaan en werpen wij af en toe een aandachtigen en genegen blik op de vordering van de werkzaamheden. Laten wij er de uitslagen van boeken en de voorzichtige proefnemingen aanmoedigen. Deze is de rol die naar onze meening thans de onze is.

G. — In de Commissie is er spraak geweest van het geneeskundig schooltoezicht waarvan men eensgezind in talrijke gevallen den bespottelijken aard erkent. Het is minstens twintig jaar dat daarover wordt gesproken. Er dient een oplossing voor dit vraagstuk gevonden, en uw verslaggever is niet de eenige om te meenen dat er minstens een degelijke oplossing te vinden is in het aanstellen van geneesheeren-hygiënisten full time of half time, naar gelang de belangrijkheid van de school en op voorwaarde dat zij hun ambt uitoefenen met een uitgesproken goesting en een levendige belangstelling voor de kinderen. Dat volstaat maar het is van belang behoorlijk den man te kiezen.

H. — Er werd gesproken over de lichamelijke opvoeding in de school. Ziedaar een dienst die in werkelijkheid niet bestaat in vele gemeenten. Wij weigeren aan te nemen dat het onmogelijk is dezen dienst degelijk in te richten. Maar men moet daartoe lieden aanstellen die de lichamelijke opvoeding weten te beoefenen en te leiden voor het geheel van de leerlingen. Men moet niet terugdeinzen voor de uitgave gevorderd door den dienst van een specialen meester of van speciale meesters, onderwijzers voorzien van het diploma van monitor in de lichamelijke opvoeding. Onderrichtingen werden in dezen zin gegeven.

Gewis, het geneeskundig schooltoezicht en de lessen van lichamelijke opvoeding, aldus opgevat, moeten behoorlijk betaald worden. Maar zij kunnen de lichamelijke leemten van de kinderen bestrijden en ze ten slotte overwinnen. Zoodat het zcoveel gewonnen is voor de zoo kostbare gezondheid van de jeugd. Gezondheid geven aan de jeugd is alle financieele offers waard, daar de gezondheid het hoogste goed is.

I. — *Toestand der gemeenten.*

Een senator heeft uiteengezet wat volgt :

« De toelagen aan het lager onderwijs worden bepaald door het aantal leerlingen per school; dit aantal schommelt van 20 tot 32 per klas naar gelang de school een of zes klassen telt. Een verschil van drie of vier leerlingen en soms van minder, geeft aanleiding tot de afschaffing van een toelage. Vandaar gevaar voor de overbevolkte klassen of klassen die slecht zijn samengesteld voor de toepassing der nieuwe methodes van onderwijs.

» In de gemeenten waar er vastbenoemde titularissen zijn schaft men de klas of de klassen niet af, maar het boventallig personeel wordt geacht interims te doen zoodat de Staat in deze gemeenten de uitgaven voor interims niet meer dekt.

» Wanneer een lid van het onderwijzend personeel met verlof is, moet men ofwel het onderwijs ontreddeeren in de school waar er boventallig personeel is, ofwel de klassen hergroepeeren in de school waar de onderwijzer met verlof is of nog, moet de gemeente de kosten van het interim dragen.

» Derhalve, gezien den rampspoedigen toestand der gemeentefinanciën, zien de plaatselijke overheden ervan af een interimaris aan te wijzen en bijna altijd zijn de kinderen de slachtoffers van den toestand.

» Het past dat het Departement van Openbaar Onderwijs :

» 1^o zich ruimer toone voor het verleenen van toelagen en dat de afschaffing van de toelage enkel geschiede na advies van den inspecteur en niet bij automatische toepassing van de reglementen.;

» 2^o al de interims in de lagere scholen te zijnen laste neme.

» Deze maatregelen zijn geboden in het belang van het lager onderwijs, in het belang van de talrijke kinderen die hun studiën niet elders voortzetten en in het belang van het onderwijzend personeel dat sedert jaren op een benoeming wacht. »

Een ander lid der Commissie doet terecht opmerken dat gezien de strekkingen van de moderne pædagogie er voordeel aan verbonden is dat deze zouden worden toegepast op kleine schoolgemeenschappen.

ENKELE STATISTISCHE TABELLEN.

I. — **Fröbelonderwijs.**

Bevolking der bewaarscholen.

Gemeentelijke : 58,870 leerlingen op 31 December 1945;

Aangenomen : 120,883 leerlingen op 31 December 1945;

Gesubsidieerde : 48,355 leerlingen op 31 December 1945.

228,108 leerlingen op 31 December 1945.

II. — **Lager onderwijs.**

A. — *Bevolking der lagere scholen.*

Gemeentelijke : 364,871 leerl. op 31-12-1945; jongens : 239,794; meisj. 125,077

Aangenomen : 309,304 leerl. op 31-12-1945 }
 Gesubsidieerde : 154,621 leerl. op 31-12-1945 } jongens : 178,325; meisj. 285,800

828,996 leerl. op 31 December 1945.

B. — *Bevolking van de voorbereidende afdeelingen der normaalscholen.* (kinderen van 6 tot 12 jaar).

Staat : 15,938 jongens 7,777 meisjes. Totaal : 23,815.

Gemeentelijke : 144 jongens —

Gepatronneerde : — 348

16,082 8,125 Totaal : 24,217.

C. — *Bevolking van de voorbereidende klassen (vroegere zevende) gehecht :*

1^o aan koninklijke athenea voor jongens : 1845 }
 2^o aan gepatronneerde colleges : 840 } Totaal : 2,685.

Besluit : De kinderen die het onderwijs van den lageren graad volgen zijn dus minstens ten getale van :

$$828,996 + 24,217 + 2,685 = 855,898$$

D. — *Aantal lagere scholen.*

	gemeentelijke	aangenomen en aanneembare
voor jongens	2,380	940
voor meisjes	1,321	1,576
gemengde	1,442	1,055
	5,143	3,571

E. — *Aantal speciale klassen van den vierden graad :*

voor jongens	1,106	969
voor meisjes	622	1,866
gemengde	31	31
Totaal	1,759	2,866

Toestand op 31 December 1945.

F. — *Totale uitgave van den Staat voor de bewaarscholen en lagere scholen in 1939 en 1945. (Inlichtingen dd. 4 Juli 1946.)*

	Dienstjaren	
	1939	1945 (1)
Gemeentescholen : Wedden der agenten van de gemeentelijke lagere en bewaarscholen in actieven dienst en in beschikbaarheid. Bezoldiging der afgevaardigden belast met de lessen in den godsdienst (tusschenkomst van den Staat) . fr.	435,959,674 43	776,347,000 » ,
Aangenomen en aanneembare bewaar- en lagere scholen : Wedden der agenten in actieven dienst en in beschikbaarheid.	338,511,225 64	703,163,000 »
Toelagen bij wijze van tusschenkomst in het bouwen, de groote herstellingswerken en het meubileren van schoollokalen	14,000,000 (2)	0 (3)

- (1) De rekeningen over 1945 zijn nog niet afgesloten. Deze cijfers zijn dus voorloopig.
 (2) Met inbegrip van de kosten van vergrooten en herstellen der gemeentelokalen ter beschikking van aangenomen scholen gesteld.
 (3) Sedert 1941 is het Departement van Openbare Werken belast met de vereffening der uitgaven voor het bouwen, herstellen en meubileren der schoollokalen.

Bewaarscholen.*Verdeeling per provincie op 31 December 1945.*

PROVINCIEËN	GEMEENTESCHOLEN				AANGENOMEN EN AANNEEMBARE SCHOLEN			
	Aantal leerlingen		Aantal klassen		Aantal leerlingen		Aantal klassen	
	in 1939	in 1945	in 1939	in 1945	in 1939	in 1945	in 1939	in 1945
Antwerpen	9,738	6,782	295	261	31,647	30,774	397	800
West-Vlaanderen	2,863	2,313	94	82	31,312	31,017	848	897
Oost-Vlaanderen	5,978	5,038	193	178	40,384	36,067	1,080	1,085
Brabant	13,545	12,910	526	484	25,380	25,338	704	747
Henegouwen	19,400	17,546	712	659	16,143	14,673	517	509
Luik	10,821	8,748	394	347	7,861	8,268	279	262
Limburg	1,012	920	29	31	15,181	16,173	356	408
Luxemburg	1,672	1,376	66	62	2,904	2,653	102	98
Namen	3,783	3,237	153	144	4,887	4,275	175	150
Rijk	70,812	58,870	2,462	2,248	175,699	169,238	4,458	4,975

Lagere scholen.*Verdeeling per provincie op 31 December 1945.*

PROVINCIEËN	GEMEENTESCHOLEN		AANGENOMEN EN AANNEEMBARE SCHOLEN	
	Aantal leerlingen	Aantal klassen	Aantal leerlingen	Aantal klassen
Antwerpen	58,641	2,116	76,565	2,568
West-Vlaanderen	27,589	1,041	89,442	3,027
Oost-Vlaanderen	42,781	1,633	87,623	2,923
Brabant	76,104	3,334	63,770	2,385
Henegouwen	59,060	2,596	40,446	1,600
Luik	51,358	2,235	28,468	1,078
Limburg	13,256	470	55,632	1,754
Luxemburg	16,009	709	8,374	314
Namen	20,073	899	13,805	519
Rijk	364,871	15,033	464,125	16,168

Aantal lagere scholen.

	Gemeentelijke	Aangenomen	Aanneembare	Totalen
Scholen met 1 klas	2,021	218	182	2,421
Scholen met 2 klassen	1,045	347	253	1,645
Scholen met 3 klassen	665	391	217	1,273
Scholen met 4 klassen	409	424	200	1,093
Scholen met 5 klassen	249	209	117	575
Scholen met 6 klassen	215	164	89	468
Scholen met 7 klassen	125	118	71	314
Scholen met 8 klassen	123	136	58	317
Scholen met meer dan 8 klassen . . .	231	244	133	608
TOTALEN	5,143	2,251	1,320	8,714

Er dient opgemerkt dat op de 8,714 scholen, 3,014 afzonderlijke klassen van den vierden graad bezitten. In 2,392 scholen vormt de vierde graad een afdeeling in een klas die de leerlingen van de lagere graden opneemt. In 3,308 scholen is de vierde graad niet ingericht.

IV. — NORMAAL ONDERWIJS.*Vorming der onderwijzers.*

Algemeen schijnt de wensch te bestaan, dat de programma's ter voorbereiding van de onderwijzers zouden worden herzien.

Sommigen verdedigen reeds lang de thesis, dat de toekomstige onderwijzers moeten verplicht worden om den geheelen cyclus van het middelbaar onderwijs te doorloopen en daarna in een normaalschool pædagogische cursussen te volgen.

Anderen zeggen : Jawel, de toekomstige onderwijzer moet een algemeene vorming krijgen, die in waarde gelijk staat met die van de humaniora. Maar men kan daartoe komen door een wijziging van het leerprogramma op de normaalschool in den zin van verlenging der studiejaren op die school. De normalisten behooren verder hun opleiding te ontvangen in een bijzondere atmosfeer, die tot hun zedelijke en beroepsvorming bijdraagt.

Kortom, de een wenscht dat de onderwijzers hun vorming krijgen via het atheneum, de ander houdt het meer met een invoering van de humaniora in de normaalscholen.

De Commissie wil zich niet in een debat werpen, dat noodeloos lang zou kunnen worden.

Zij uit echter eensgezind den volgende wensch : het Departement van Openbaar Onderwijs moet een programma tot stand brengen, dat de algemeene ontwikkeling van den toekomstigen onderwijzer op het peil brengt van de ontwikkeling in het middelbaar onderwijs van den hooger en graad. Er moet geen volkomen gelijkheid zijn, maar gelijkaardigheid, gelijkwaardigheid, evenwijdigheid, als men het zoo wil.

Het lijkt ons ongewenscht hier dieper in te gaan op de organisatie en het programma van de hernieuwde normaalschool. Maar wij meenen er op te moeten wijzen, dat dit vraagstuk in een omzendbrief van den h. Minister Buisseret, gedagteekend 9 Februari 1946, aangevat werd.

De senatoren, die in die zaak belang stellen, kunnen zich dat document aanschaffen.

Normaal onderwijs.

Aantal lagere normaalscholen.

	Voor onderwijzers	Voor onder- wijzeressen	Totalen
Van den Staat.	9	7	16
Provinciale	2	3	5
Gemeentelijke.	3	4	7
Private.	17	36	53
	31	50	81

Bevolking van de normaalafdelingen voor bewaarschoolonderwijs.

	1935/36	1939/40	1940/41	1943/44	1944/45	1945/46
Van den Staat : 7 scholen .	354	305	275	211	169	145
Van de provinciën : 1 school	130	88	70	44	37	28
Van de gemeenten : 3 schol.	187	135	111	66	56	49
Vrije scholen : 28	1,183	1,277	1,086	1,026	902	899
Totaal : 39 scholen	1,854	1,805	1,542	1,347	1,164	1,121

(17)

Aantal diploma's van lager

	1936		1937		1938		1939	
	J.	M.	J.	M.	J.	M.	J.	M.
Rijksnormaalscholen . .	166	91	192	101	237	145	250	229
Provinciale normaalscholen	48	37	41	48	55	54	67	69
Gemeentelijke normaalsch.	43	70	78	83	75	82	94	114
Private normaalscholen .	526	649	527	724	572	792	609	900
Totalen . .	783	847	838	956	939	1,073	1,020	1,312
	1935-1936		1936-1937		1937-1938		1938-1939	
<i>Globaal aantal leerlingen.</i>	11,475		12,355		13,202		13,891	

onderwijzer afgeleverd door de

1940		1941		1942		1943		1944		1945	
J.	M.	J.	M.	J.	M.	J.	M.	J.	M.	J.	M.
258	240	283	255	267	241	250	244	201	238	167	169
52	72	110	45	84	55	63	66	62	70	53	45
94	123	89	117	85	95	95	105	116	107	72	100
615	855	647	893	651	960	682	983	566	893	460	698
1,019	1,290	1,129	1,308	1,087	1,351	1,090	1,398	945	1,308	752	1,012
1939-1940		1940-1941		1941-1942		1942-1943		1943-1944		1944-1945	
13,841		13,295		12,754		11,642		10,755		10,151	
										1945-1946	
										8,931	

V. — MIDDELBAAR ONDERWIJS.

1. *Bij de toelating.* — Er wordt geklaagd dat de zesde klassen wegens de gemakkelijkheid van het toelatingsexamen overvol zitten met leerlingen, welke de ouders naar het middelbaar onderwijs sturen zonder te weten of de kinderen verstandig genoeg zijn om dat onderwijs met vrucht te volgen. Het is zeker dat klassen van verschillend gehalte het normale verloop van de programma's hinderen en aldus, als men het zoo mag zeggen, de stappen van de goede leerlingen verzwaren.

Dit is bij een groot aantal menschen een reden voor de meening dat, om tot het middelbaar onderwijs te worden toegelaten, de kinderen een eindgetuigschrift van lager onderwijs zouden moeten bezitten.

2. *Tijdens de studies* zou men zich streng moeten toonen voor den overgang van de eene klas naar de volgende, derwijze dat het middelbaar onderwijs bijtijds de belemmeringen kan afschudden die de tegenwoordigheid van onbegaafde kinderen voor de algemeene studies teweeg brengen in de verbetering van dat onderwijs.

3. *Hervorming.* — Er wordt veel gesproken over de herziening van de programma's van het middelbaar onderwijs en wij betreuren het dat wij wegens gebrek aan tijd in dit verslag niet de gelegenheid hebben om de gangbare ideeën op dat gebied uiteen te zetten en te vergelijken. Men is op dit gebied nog niet ver vooruit gekomen.

Dagelijks groeit evenwel het aantal menschen aan, die het wenschelijk achten, de specialisatie in het middelbaar onderwijs tot en met de vierde klasse uit te stellen.

De heer Minister Vos die bij dat onderhoud aanwezig was wil gaarne in het kort het antwoord doen kennen dat het departement voor de verschillende graden overweegt.

De heer Minister Vos verklaart :

« Ik kan mij akkoord verklaren met de groote trekken van de voorgestelde hervorming, welke mijn voorganger de heer Buisseret heeft aangeprezen.

» Er valt rekening mee te houden dat deze hervorming afhankelijk is van de verlenging van den leerplicht tot 16 jaar.

» Ik zou de structuur van het schoolgebouw zoo weinig mogelijk willen veranderen, met dien verstande dat de programma's en de methoden zouden worden herzien.

» Kortom, wij staan hier tegenover twee theses.

» De voorstanders van de eerste zeggen : Wij hebben het lager onderwijs van 6 tot 12 jaar, dan het middelbaar onderwijs van den lageren graad van 12 tot 15 jaar. Hieraan zou een jaar algemeen onderwijs moeten toegevoegd worden als voorbereiding tot het beroep.

» De tweede thesis staat de oprichting voor van een nieuw technisch onderwijs van 14 tot 16 jaar, voorafgegaan door een versterkten vierden graad.

» Daarom moet het programma van het lager onderwijs en de voorbereiding van de onderwijzers herzien worden. De kinderen die den normalen leeftijd

van vordering bereikt hebben, namelijk 12 jaar, zouden onderwezen worden door regenten, wier paedagogische voorbereiding zou moeten versterkt worden (1).

» Ten einde dezen nieuwen weg geleidelijk te ontsluiten zullen in twintig klassen van het land — tien in Vlaanderen, tien in Wallonië, nl. vijf meisjesklassen, vijf jongensklassen in elk van de beide landsdeelen — proeven worden genomen. En een delegatie zal op studiereis gaan naar Zwitserland om zich rekenschap te geven van de manier waarop dat land, hetwelk vrijwel met het onze overeenkomt, dat probleem heeft opgelost.

» Wat het middelbaar onderwijs betreft is gesproken van gedeeltelijke afschaffing van de studie van het Grieksch.

» In het Algemeen Tijdschrift is een zeer belangwekkend artikel verschenen van de hand van Pierre Vigny, secretaris van het S.C.H.O. voor de verdediging van de Grieksch-Latijnsche humaniora.

» Ik weet dat de diocesane overheid de studie van het Grieksch te beginnen van de vijfde klasse nog steeds gunstig gezind is.

» Ik meen dat het onderwijs in het Grieksch moet gehandhaafd worden voor een elite, die een richting uitgaat, welke aan ieder bekend is.

» Maar men moet toegeven dat het Grieksch en het Latijn niet de eenige leermethodes zijn, die een humanistische vorming kunnen geven.

» Ik ben van meening dat aan degenen, die oudere humaniora of Latijnsch-wiskundige humaniora doen, Latijn moet onderwezen worden van de zesde klasse af, maar het Grieksch, voor de eerste categorie, van de derde klasse af, met dien verstande dat de studie er van zou verstevigd worden voor degenen die er werkelijk voordeel kunnen uit trekken.

» Hiervoor komen in de eerste plaats in aanmerking degenen die zich zullen wijden aan de klassieke philologie.

» In de moderne humaniora daarentegen moet de studie van de cultureele grondslagen versterkt worden en wel juist in humanistischen zin.

» Naast de Grieksch-Latijnsche humaniora, eventueel Latijnsch-wetenschappelijke, Latijnsch-wiskundige moet de moderne humaniora gehandhaafd blijven, maar deze mag niet blijven wat ze is. Want het is duidelijk, dat het moeilijk te dulden is, dat de gediplomeerden van de oudere humaniora in rechten tot de Handelshoogeschool worden toegelaten terwijl tot dusver dat recht ontzegd is aan de gediplomeerden van de handelsafdeelingen der athenea, omdat zulks leidt tot bekrachtiging van de minderwaardigheid, waarin dit onderwijs gedompeld is.

» De homologatie van de getuigschriften of diploma's van het middelbaar onderwijs slaat op zes studiejaren in den loop waarvan geen overgang van de eene afdeeling naar de andere wettelijk gedoogd wordt. Dat moet mogelijk gemaakt worden in de lagere klassen. In dit verband komen twee oplossingen in aanmerking : de eerste, toevoeging van een maturiteitsexamen — dit bestaat in sommige universiteiten — ; dat is een zeer sympathieke methode en ik wensch dat ze algemeen wordt toegepast; de tweede, de homologatie van de diploma's alleen te doen slaan op de drie hoogste jaren van het atheneum.

(1) Nota van den verslaggever : Sommige leden maken uitdrukkelijk voorbehoud over deze zienswijze.

4. De Commissie wijdt ook aandacht aan de intellectuele ontspanning en zou willen weten wat op dit gebied interessant is tot stand gebracht, en zoo mogelijk welke gevolgtrekkingen de Regeering daaruit maakt. Het is te hopen dat alle gelegenheden worden te baat genomen voor de aanwakking van den Staatsburgerzin en voor de sociale opvattingen.

5. *Inspectie.* — De Commissie schijnt akkoord om toe te laten dat de inspecteurs van het middelbaar onderwijs, zooals die van het lager onderwijs, te zeer verdiept zijn in te veel administratief werk, waarvoor zij geholpen zouden moeten worden, als men wil dat zij zich geheel wijden aan de vervulling van hun hoofdzakelijke taak, die er in bestaat de jonge leeraars bij te staan en aan te moedigen.

Verder blijkt dat sommige inspecteurs te veel klassen moeten inspecteeren. Hier zou een zekere omslag moeten plaatsvinden, b. v. door verhooging van het aantal inspecteurs.

6. Een lid van de Commissie heeft als zijn meening te kennen gegeven dat de splitsing van de besturen van sommige middelbare scholen en athenea in het Brusselsche niet wenschelijk is, en dat het ten andere aanbeveling verdiende, het gemeentelijk middelbaar onderwijs ruimer te steunen. Wat het onderwijzend personeel betreft, oordeelt de Commissie dat het niet toelaatbaar is, dat de interimairs jarenlang tegen dezelfde wedde moeten onderwijzen. En er zijn veel gevallen van dien aard, naar het schijnt.

7. *Weddeschalen.* — Herhaaldelijk is er gesproken over de bezoldiging van het onderwijzend personeel. Men schijnt te denken dat het niet op de goede plaats staat in de weddeschaal van de beambten, die direct of indirect vergoed worden door den Staat.

Het is bekend dat de vertegenwoordigers van de syndicaten van dat personeel daartoe steeds weer stappen doen bij het departement en bij den Eerste-Minister.

Een lid van de Commissie heeft het woord genomen om voor het onderwijzend personeel van het middelbaar onderwijs een bijzonder kader op te eischen, zooals er een bestaat voor het leger en voor de magistratuur.

Daar ik thans niet beschik over de definitieve cijfers van de wedden is het voorbarig daarover te spreken. Wanneer de begroting voor de Kamer zal komen, zullen de onderhandelingen tusschen de afgevaardigden van de vakverenigingen van het onderwijzend personeel en de verantwoordelijke Ministers beëindigd zijn — wat nog niet het geval is bij het schrijven van dit verslag — en zal het debat kunnen aangevangen worden.

Maar de geheele Commissie is gunstig gestemd ten opzichte van het onderwijzend personeel met inbegrip van de bijzondere leeraars van alle graden van het onderwijs. Dat moet gezegd worden.

8. *De wet Vanderpoorten.* — Deze heeft aandachtige en vurige verdedigers in de Commissie. Zij hebben de wet in December 1945 ter spraak gebracht wat ons aanleiding gegeven heeft om vragen te stellen aan het Departement. Men kan het antwoord aantreffen *in fine* van gedrukt stuk n^o 20 : Verslag van de Commissie over de begroting voor 1945 van het Ministerie van Openbaar Onderwijs, blz. 29 en 30.

Bij die gelegenheid is er spraak geweest van de wetten dd. 10 Juni 1937 — wet Marck en wet Missiaen —. Wij willen dan ook ter voorlichting van den Senaat met recente gegevens en adviezen in dit verslag de inlichtingen opnemen, welke het Departement van Openbaar Onderwijs op 4 Juli 1946 in verband met die drie wetten verstrekt heeft in antwoord op een vraag dd. 18 Juni van een Kamerlid.

A. *Wet Marck*. — Om reden van haar algemeene strekking maakt de wet van 10 Juni 1937 (wet Marck) integraal deel uit van het stelsel der rustpensioenen ten laste van de Schatkist. De toepassing ervan gaf dienvolgens geen aanleiding tot eenig bijzonder onderscheid en haar uitwerksels zijn verspreid over menigvuldige pensioenen.

Om de door het achtbaar lid gevraagde inlichtingen te kunnen verstrekken, zou het noodig zijn, één na één, de duizenden bundels te onderzoeken van de pensioenen die verleend werden sedert 1 Juli 1937 en, voor elken belanghebbende, een fictief pensioen te berekenen met weglating van al de bestanddeelen die ingevolge voormelde wet in aanmerking mochten genomen worden.

Dergelijk werk zou heel veel tijd vergen en zou niet aan den dienst der pensioenen kunnen opgelegd worden zonder dat het normaal vervullen van zijn taak grootelijks zou geschaad worden.

B. *Wet Missiaen*. — De wet van 10 Juni 1937 (wet Missiaen) heeft inzonderheid tot gevolg gehad :

1^o Dat de actie van de hogere overheid, inzake de materiele inrichting van het onderwijs ten opzichte van de gemeenten verstrekt werd, en

2^o Dat de gemeenten, onder zekere voorwaarden, er toe verplicht werden afzonderlijke klassen op te richten voor meisjes, voor achterlijke of abnormale kinderen of nog wijkklassen.

Wat het 1^o betreft, geldt het een administratieve procedure die overigens zelden toegepast werd en voor den Staat geen enkel financieel gevolg heeft gehad.

Wat het 2^o aangaat, is het natuurlijk onmogelijk uit te maken of de gemeenten, die er toe gebracht werden hun onderwijs uit te breiden, gehandeld hebben uit eigen beweging ofwel onder den dwang van de wet. In de gevallen waarin het Departement is moeten tusschenbeide komen, kunnen de financieele gevolgen van zijn optreden niet, in al de gevallen, met voldoende benadering vastgesteld worden. Het is namelijk mogelijk dat het openen van nieuwe klassen een weerslag heeft gehad op de bevolking van andere scholen, zoowel gemeentelijke als vrije, onder den vorm van een verplaatsing van leerlingen, hetgeen een vermindering van het aantal klassen meebracht zonder dat men met zekerheid de oorzaken van deze verplaatsing van schoolkinderen kan opgeven. Alleszins zouden de opzoeking die voor het ramen van de uitgaven noodig zijn, veel tijd in beslag nemen en de verzamelde gegevens zouden niet den minsten waarborg bieden, wat hun juistheid betreft.

C. *Wet Vanderpoorten*. — Totale uitgave voortvloeiende uit de toepassing van de wet Vanderpoorten :

Ministerie van Openbaar Onderwijs	fr.	157,451,326
Ministerie van Openbare Werken		84,317,677
Ministerie van Verkeerswezen (verwarming)		22,959,245

Totaal. . fr. 264,728,248

Uitgave per dienstjaar :

1938 :

Openbaar Onderwijs		fr. 36,486,258	»
Openbare Werken		9,664,763	»

1939 :

Openbaar Onderwijs		45,085,183	»
Openbare Werken		11,879,823	»

1940 :

Openbaar Onderwijs		17,589,024	»
Openbare Werken		7,373,651	»
Verkeerswezen		1,607,966	93

1941 :

Openbaar Onderwijs		10,776,901	»
Openbare Werken		20,918,306	»
Verkeerswezen		5,596,226	40

1942 :

Openbaar Onderwijs		11,138,060	»
Openbare Werken		8,033,929	»
Verkeerswezen		5,702,818	93

1943 :

Openbaar Onderwijs		10,692,000	»
Openbare Werken		6,837,346	»
Verkeerswezen		4,517,873	67

1944 :

Openbaar Onderwijs		11,876,950	»
Openbare Werken		9,767,056	»
Verkeerswezen		2,885,759	42

1945 :

Openbaar Onderwijs		13,796,950	»
Openbare Werken		9,842,803	»
Verkeerswezen		2,648,600	05

1. *Aantal officiële middelbare scholen voor jongens* (koninklijke athenaea, Rijksmiddelbare scholen, provinciale en gemeentelijke athenaea, gemeentelijke middelbare scholen) :

155 inrichtingen met 52,361 leerlingen.

2. *Aantal officiële middelbare scholen voor meisjes* (koninklijke athenaea, Rijksmiddelbare scholen, provinciale en gemeentelijke lycea, gemeentelijke middelbare scholen) :

72 inrichtingen met 17,702 leerlingen.

3. *Gepatroneerde colleges en middelbare scholen voor jongens :*

21 inrichtingen met 3,270 leerlingen.

4. *Gepatroneerde middelbare scholen voor meisjes :*

2 inrichtingen met 606 leerlingen.

Sommige inrichtingen van gemeentelijk middelbaar onderwijs, ten getale van twintig, alsmede het gepatroneerde college te Herve, ontvangen een jaarlijksche toelage in den vorm van een forfaitaire tegemoetkoming.

Het vrij middelbaar onderwijs ontsnapt aan elke Staatscontrôle. Ik bezit er geen enkele inlichting over. De Dienst van het katholiek onderwijs-algemeen secretariaat : Eerwaarde Heer Hiers, studieprefect aan het Sint-Aloysius-Instituut, Kruidtuinlaan, te Brussel, is in staat om inlichtingen te verstrekken nopens de inrichtingen van vrij middelbaar onderwijs.

5. *Middelbaar normaalonderwijs :*

7 middelbare Rijksnormaalscholen : twee voor regenten, vijf voor regentessen.

De jongste globale cijfers (4 Juli 1946) zijn als volgt :

1^o Schoolbevolking der Rijksmiddelbare scholen :

1939 : 70,558;

1945 : 68,691.

2^o Schoolbevolking der gepatroneerde colleges :

1939 : 3,268;

1945 : 3,550.

Totale Staatsuitgave voor de Rijksmiddelbare scholen :

1939 : 159,496,630;

1945 : 316,181,492.

VI. — TECHNISCH ONDERWIJS.

De Commissie heeft het grootste deel van haar vierde vergadering gewijd aan een algemeen overzicht van het technisch onderwijs.

1. Sommige leden hebben verklaard dat zij de contrôle op de kredieten aan het erkende onderwijs ontoereikend achten. Men heeft gesproken over administratieve commissies voor de technische scholen en den wensch geuit, dat van elke gelegenheid zou worden gebruik gemaakt om in die Commissies, bij elke gelegenheid, een grooter aantal bevoegde mensen binnen te brengen en de economische belangen beter te doen vertegenwoordigen.

Daaruit zou een betere oriëntering van de lessen en een degelijk technisch onderwijs ontstaan, waaraan België steeds behoefte heeft gehad en waarvoor het nu al zooveel jaren ernstige financieele offers heeft gebracht.

2. Een lid van de Commissie heeft zich ingelaten met het vraagstuk van de toelagen voor werken en voor de inrichting van de lokalen. Deze toelagen

hebben bestaan. Ze zijn sedert 1941 vervallen en dat leidt, zoo zegt hij, tot betreurenswaardige vaststellingen die hem Joseph Wauters doen nazeggen : « Pas de poussières d'école ! »

3. Dezelfde senator zou willen dat de Staat inzake aankoop van materieel een deel van den eigendom op zich neemt. De gedachte is duidelijk genoeg en behoeft geen nadere toelichting.

4. Men heeft hooren spreken van het kostelooze technische onderwijs en ook van het paradoxaal en ontoelaatbaar feit, dat er technische klassen zouden bestaan, waarin het aantal leerders grooter is dan het aantal leerlingen.

5. Ten aanzien van de uitgaven, verbonden aan de werking van een bekende en gewestelijke technische school oordeelt men, dat de lasten er van billijk zouden verdeeld worden over de gemeenten, die hun kinderen naar deze school sturen.

Is het aannemelijk dat de Stad Brussel, met aftrek van de Staatsubsidies, alleen de werkingskosten moet dragen van de schrijnwerkersschool die 75 % leerlingen telt van buiten de gemeente Brussel ?

Hetzelfde voor het Instituut van Kunsten en Ambachten.

Maar hoe een gemeente dwingen om bij te dragen in de uitgaven van een school, die in de streek bestaat ?

Wij stellen alleen het vraagstuk. De oplossing hangt in de eerste plaats af van het Ministerie van Binnenlandsche Zaken, hetwelk de begrotingen der gemeenten controleert, goedkeurt of verwierpt.

6. De kritiek inzake werving van onderwijzend personeel en administratief personeel bij de inrichtingen voor technisch onderwijs beoogt het in dienst nemen van interimairs. Het komt immers vaak voor dat de administratieve commissies interimairs aanstellen om in de continuïteit van een of meer leer- gangen te voorzien. Hier kan voorzeker aan favoritisme gedaan worden.

Die toestand duurt zoo voort totdat de tijd gekomen is, waarop de titularissen eindelijk, om de een of de andere reden, voorgoed de school verlaten. De interimairs hebben vanzelfsprekend met ijver de hun toevertrouwde taak volbracht, en voeren dan ook ter verdediging van hun candidatuur aan, dat zij reeds zoovele maanden lang dienst bewijzen, tot tevredenheid van het bestuur. Gewis, hebben alle kandidaten een bekwaamheidsproef af te leggen na de bekendmaking van de openstaande plaatsen. Maar de gemeentebesturen of andere besturen, die voor de benoemingen hun keuze moeten doen, hebben, het moet wel gezegd worden, eenig gewetensbezwaar tegen het weren van kandidaten, die een interim kunnen doen gelden. Vandaar te besluiten dat, in zoodanigen toestand, tot op zekere hoogte, de vrije keuze van de bestuurders aan banden ligt, is er maar een stap te doen. En wij hebben gezien dat hij reeds gedaan werd.

Maar hoe zulks te verhelpen ? De continuïteit, die moet bestaan in de leer- gangen, maakt de aanstelling van interimairs onontkoombaar. Het eenige, wat uitdrukkelijk de schoolbestuurders op het hart moet gedrukt worden, is dat zij, telkens als het mogelijk is, lange interims moeten vermijden. En er voor te waken dat het wel degelijk aldus geschiedt.

7. En vermits wij nu toch spreken over het onderwijzend personeel, moeten wij den nadruk leggen op den wensch van de Commissie naar een uitbreiding van de methodische organisatie van het technisch normaalonderwijs, want de technische leergangen hebben een eigen methodologie en degenen, die leeraar wenschen te worden in een technische school, om het even welke, moeten, wanneer zij zich candidaat stellen voor een soortgelijke betrekking, het bewijs kunnen leveren dat zij niet alleen de gepaste technische kennis bezitten, maar ook — onmisbare voorwaarde — voldoende kennis bezitten in zake opvoedkunde en methodologie, zonder welke een leeraar, behoudens een uitzondering, zijn moeilijke taak niet tot een goed eind kan brengen.

8. Bij een onderzoek naar de cliënteel der technische scholen is de wensch geuit dat een scherpere contrôle zou worden geoefend op de kennis van de leerlingen, vóór hun opneming in de inrichtingen voor technisch onderwijs.

Wij hebben talrijke en goedgeschoolde werkkrachten noodig, die zich kunnen aanpassen aan de voortdurende ontwikkeling van de techniek. Degenen, die kennis komen putten in onze technische scholen, moeten dus ten koste van een voortdurende inspanning een stevig stel begrippen en principes trachten te verkrijgen, welke de regelen van hun toekomstig beroep zullen vormen. Dat wil zeggen dat de leerlingen van onze technische scholen niet moeten beschouwd worden, en ook zichzelf niet moeten beschouwen als afval van het algemeen onderwijs. En daarom moet men zich door goed geleide en wel begrepen examens overtuigen, dat de toekomstige leerjongens bij hun intrede in de technische school in hun geheugen een samenhangend en stevig geheel hebben bewaard van de grondvakken, die op de lagere school worden onderwezen.

Vele welmeenende personen zijn geneigd om het getuigschrift van lagere studies te vorderen van iederen leerling, die in het beroepsonderwijs wil binnenkomen.

9 Er wordt gewenscht dat de *medische schoolkaart*, de signalementkaart — kennis, ged. ag op school, neigingen, aanleg van den leerling — het kind zouden volgen op de vakschool. Opdat in de nieuwe atmosfeer op den leerling toezicht zou kunnen worden gehouden dat, op veertien jaar voor normale kinderen, op vijftien jaar voor paedagogisch achterlijken, in het belang van de kinderen zelf, een vruchtbare beroepsoriëntering zou vergemakkelijken onder leiding van een gediplomeerden beroepsleider, dien de schooldokter zal helpen met zijn kennis en zijn vroegere waarnemingen.

10. Er wordt een zeer groote vakschool genoemd met 1,400 tot 1,500 leerlingen, waarin bevonden is dat slechts 25 % van de leerlingen goed gezond waren. Het zijn de ontberingen als gevolg van den verschrikkelijken oorlog, die de gezondheid van vele kinderen ondermijnd hebben !

Een reden te meer om de technische school met volle leergangen van een *ernstigen cursus in de lichamelijke opvoeding te voorzien. Het onderwijs in de beroeps- en maatschappelijke gezondheidsleer* moet ook in het technisch onderwijs eveneens verplicht worden gesteld.

11. Wanneer de jonge man bij het verlaten van de vakschool in de werkplaats terecht komt zal hij vroeg of laat in aanraking komen met nieuwe machines, of nieuwe procédés of nieuwe stoffen.

Hij zal de onontkoombare noodzakelijkheid inzien, hij, de gevormde arbeider, om naar de school terug te keeren ter *vervolmaking* van zijn kennis en zijn handigheid. Het onderwijs moet zoodanig ingericht worden dat aan deze behoefte voldaan wordt.

12. Een lid van de Commissie zou willen dat de groote scholen voorzien worden van *proef- en opzoekingslaboratoria*.

13. Hij wenscht dat de *bibliotheken* de publicaties zouden ontvangen, waarin de ontwikkeling en de stoutmoedige vooruitgang van de moderne techniek kan gevolgd worden.

14. De Commissie wenscht dat de scholen zouden verplicht worden *het werk van hun leerlingen ten toon te stellen*.

15. Zij verlangt dat het Departement van Openbaar Onderwijs zou zorgen voor de publicatie van een *tijschrift, gewijd aan het technisch onderwijs*, welk tijschrift tweetalig zou zijn, goed verzorgd en overvloedig geïllustreerd.

16. Een lid van de Commissie heeft onder de algemeene goedkeuring van zijn collega's den wensch geuit, dat het Departement van Openbaar Onderwijs een *grootscheepsch onderzoek* zou instellen naar het technisch onderwijs en dat de resultaten daarvan ter kennis van het Parlement zouden gebracht worden.

17. Een ander lid heeft den wensch te kennen gegeven dat de Commissie van Openbaar Onderwijs verschillende deelen van het land zou bezoeken, om er *de inrichtingen van technisch onderwijs aan het werk te zien*.

De Commissie heeft dit denkbeeld met sympathie onthaald.

18. Ten slotte is er spraak geweest van den Dienst voor het Technisch Onderwijs.

Het technisch onderwijs werd, bij koninklijk besluit van 20 December 1932, verbonden aan het Ministerie van Openbaar Onderwijs behoudens handhaving van de technische directie bij de technisch bevoegde Ministeries (Nijverheid en Arbeid en Landbouw en Middenstand).

De besluitwet van 10 Juli 1933 verklaart technisch bevoegd : het Ministerie van Economosche Zaken, het Ministerie van Landbouw, het Ministerie van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid en het Ministerie van Justitie.

De tusschenkomst van deze onderscheidene Departementen in het technisch onderwijs kon de goede inrichting van het onderwijs schaden. Artikel 2 van het koninklijk besluit van 20 December 1932 heeft dan ook de instelling van een Dienst voor het Technisch Onderwijs voorzien, belast met de ordening van de bedrijvigheid der verschillende departementen, waaronder inrichtingen van vakonderwijs, georganiseerd of gesubsideerd door de openbare machten, behooren.

Inzonderheid wordt bij dat besluit geregeld het gebruik van de begrootingskredieten en het toezicht op de toekenning ervan.

Het koninklijk besluit van 9 Maart 1933 bepaalt in artikel 2 nader dat de Dienst onder leiding staat van een Interministerieel Comité onder voorzitterschap van den Minister van Openbaar Onderwijs, den Minister van Nijverheid en Arbeid, den Minister van Landbouw en Middenstand, waaraan met beraad-

slagende stem worden toegevoegd drie leden, die door den Koning benoemd worden op de voordracht van elk der drie Ministers, en die gekozen worden onder de leden van de Hooge Raden van het technisch en landbouwonderwijs.

Het Comité beraadslaagt over alle kwesties, die verband houden met het technisch onderwijs. Het ontwerpt de begrooting van het technisch onderwijs. Het treft alle nuttige maatregelen ter behartiging van de belangen van den Staat en van het technisch onderwijs.

De uitvoering van de beslissingen van het Comité berust bij den Minister van Openbaar Onderwijs.

De verslaggever meent hier den tekst van artikel 5 — onderschikking van diensten —, art. 6 en 7 — bevoegdheid van de technische directie —, art. 8 — bevoegdheid van de administratieve directie — van het koninklijk besluit dd. 9 Maart 1933 niet te kunnen weergeven.

Hij ziet zich verplicht zijn collega's te verzoeken om gezegd koninklijk besluit van 9 Maart 1933, opgenomen in het Wetboek van het technisch onderwijs, te raadplegen.

Opmerking verdient — zie blz. 1296 van het *Belgisch Staatsblad* dd. 16 Februari 1946 — dat bij besluit van den Regent dd. 8 Juni 1946 het technisch bestuur van het vak-, nijverheids- en huishoudonderwijs en de inspectie van het landbouwonderwijs respectievelijk afgescheiden worden van de Ministeries van Economische Zaken en van Landbouw en verbonden worden aan het Ministerie van Openbaar Onderwijs.

Artikel 1 van het koninklijk besluit dd. 20 December 1932 wordt ingetrokken. Naar aanleiding van de herziening van de kaders in de ministerieele departementen door de Commissie Seeldrayers is de vraag gerezen naar de organisatie van het Bestuur van het Technisch Onderwijs, dat thans over drie departementen verdeeld is :

Openbaar Onderwijs : Dienst van het Technisch Onderwijs en Algemeene Directie van Bestuur;

Economische Zaken : Technisch Directie van het Nijverheids-, Vak- en Huishoudonderwijs;

Landbouw : Technisch Directie van het Landbouwonderwijs.

In de organisatie van den Dienst van het Technisch Onderwijs, die samengesteld is overeenkomstig de bepalingen van de koninklijke besluiten dd. 20 December 1932, 9 Maart 1933 en 10 Juli 1933, is niets veranderd. Alleen is de centralisatie van de bureelen en diensten, zoowel de paedagogische als de administratieve, op het Ministerie van Openbaar Onderwijs, in overweging genomen, welk Ministerie alle overige categorieën van onderwijs groepeerde.

Dank zij verschillende maatregelen, waartoe reeds werd besloten door de drie bevoegde Ministers, zullen de betrekkingen van het Technisch Onderwijs met de nijverheid, den handel en den landbouw veel gemakkelijker dan in het verleden gehandhaafd en uitgebreid worden. Aldus zullen, onder meer, ten minste om de maand, bijeenkomsten worden gehouden tusschen, eensdeels, de leidende ambtenaren van de studie- en documentatiediensten bij de Departementen van Landbouw en van Economische Zaken en anderdeels van de Algemeene Directie van het Technisch Onderwijs. Zoodoende zullen de resul-

taten en besluiten van die studiediensten geregeld worden meegedeeld aan de onderwijsdiensten en zullen de administratieve en economische bezwaren vervallen van de huidige verspreiding, die niemand voldoet.

De Ministers van Openbaar Onderwijs, van Economische Zaken en van Landbouw zijn het er mede eens dat de Algemeene Directie van het Technisch Onderwijs zou uitgebreid worden door samensmelting met de verwante diensten van twee andere departementen, zoodat ze niet kan verlaagd worden tot den rang van een directie, zooals dat door de Commissie Seeldrayers wordt voorgesteld; de omvang van dat bestuur zal natuurlijk voldoende zijn om haar in den rang van algemeene directie te handhaven in het kader van het Departement van Openbaar Onderwijs.

VRAGEN EN ANTWOORDEN.

EERSTE VRAAG.

Aantal gesubsidieerde technische vak- en kunstscholen voor meisjes en jongens in het vrij onderwijs en in het officieel onderwijs.

Deze inlichtingen omvatten de volgende punten :

Aantal scholen;

Aantal personeelsleden;

Aantal leerlingen;

Subsidies voor de verschillende afdelingen voor meisjes, voor jongens in vrije instellingen en in officieele instellingen ?

ANTWOORD.

Aard der scholen	Aantal scholen	Aantal perso- neelsleden	Aantal leerlingen	Bedrag der subsidies		
				voor wedden	voor bedrijfs- kosten	Totaal
Provinciale	65	1,400	14,909	12,680,860	2,539,445	15,220,305
Gemeentelijke	525	4,958	72,962	33,500,406	5,609,110	39,109,516
Vrije	1,027	10,787	128,333	91,551,564	16,384,627	107,936,191

Gegevens dagteekenend van 4 Juli 1946.

Erkend Technisch Onderwijs.

	Schoolbevolking in			Toelagen in		
	1936	1940	1945	1936	1940	1945
<i>Technisch onderwijs :</i>						
Cat. A. (jongensdagvakschol.)	32,910	41,191	45,704	42,760,748	51,642,115	116,546,975
Cat. C. (meisjesdagvakschol.)	67,992	61,067	50,848	26,851,557	37,952,659	87,028,180
<i>Landbouwonderwijs :</i>						
Categoriën A en C	5,730	4,722	(A) 3,567 (C) 4,442	6,529,185	7,410,382	8,488,651 9,689,799
TOTALEN	106,632	106,980	104,561	76,141,490	97,005,156	221,753,605

TWEEDE VRAAG.

Aantal gesubsidieerde huishoudscholen in het vrij onderwijs en in het officieel onderwijs ?

De inrichtingen moeten de volgende punten omvatten :

Aantal scholen ;

Aantal personeelsleden ;

Aantal leerlingen ;

Subsidies voor de vrije scholen ;

Subsidies voor de officieele scholen.

ANTWOORD.

Aantal scholen	{	provinciale	—
		gemeentelijke	53
		vrije	135
Personeel	{	provinciale scholen	—
		gemeentescholen	128
		vrije scholen	520
Aantal leerlingen	{	provinciale scholen	—
		gemeentescholen	1,592
		vrije scholen	5,811
Subsidies	{	provinciale scholen	—
		gemeentescholen	1,136,385
		vrije scholen	5,596,232

DERDE VRAAG.

Laat het Departement de inrichting of handhaving van vakleergangen toe 's Zaterdags 's namiddags en 's Zondags 's morgens ?

ANTWOORD.

De afschaffing van de nijverheidsscholen 's Zaterdags 's namiddags en 's Zondags 's morgens wordt overwogen. Daar deze kwestie echter nauw verbonden is aan de verlenging van den leerplicht kunnen wij geen definitief advies uitbrengen, aangezien het vraagstuk van den verlengden leerplicht nog niet opgelost is.

Bovendien valt op te merken dat het meerendeel van die scholen gelegen zijn in streken, waar geen verkeersmiddelen voorhanden zijn (b. v. Geldenaken) en waar een nijverheidsschool 's avonds geen kans op welslagen heeft.

VIERDE VRAAG.

TECHNISCH NORMAALONDERWIJS.

Welke zijn de inrichtingen of leergangen voor normaal vakonderwijs die Staats-subsidies genieten als officieele scholen of als vrije scholen ?

Hoe groot zijn deze subsidies en voor het normaal vakonderwijs voor jongens en voor het normaal vakonderwijs voor meisjes ?

Hoeveel leerlingen zijn er in de officieele en vrije scholen en leergangen, die steun ontvangen ?

ANTWOORD.

Provinciale normaalleergangen — Categorie D.

		Leerlingen	Subsidies.
Jongens n ^o	786 Université du Travail à Charleroi	211	321,044
	314 Technische school Boom	8	12,787
Meisjes	256 Ecole rue du Chêne, Bruxelles	59	8,297

Normaalleergangen — vrije Categorie D.

Jongens n ^o	58 Taalinstituut, Gent	39	14,919
	315 Vak en Nijverheid, Borgerhout	32	27,774
	646 Technische scholen, Mechelen	23	41,438
	725 Beroepsschool, Brugge	37	120,839
	754 Middelbare en Hooge Vakschool, Aalst	42	7,437

Meisjes geen.

Gemeentelijke normaalleergangen — Categorie C1 D.

Jongens : geen.

Leerlingen.

Meisjes n ^o	3030	Ecole prof. Marius Renard, Anderlecht	10
	3032	Ecole professionnelle Couvreur, Bruxelles.	51
	3033	Ecole professionnelle Bisschoffsheim, Bruxelles	21
	3043	Ecole professionnelle Fernand Cocq, Bruxelles	15
	3054	Ecole professionnelle M. Van Meenen, Saint-Gilles	12
	3057	Ecole professionnelle Frans Fischer, Schaerbeek	8
	3117	Ecole professionnelle Charleroi	19
	3125	Ecole professionnelle La Louvière	27
	3127	Ecole professionnelle, Mons.	37
	3142	Ecole professionnelle, Liège.	92
	3148	Ecole professionnelle, Verviers	12
	3000	Beroepsschool, Antwerpen	24
	3049	Beroepsschool, Leuven	20
	3095	Beroepsschool, Gent.	10
	3197	Vakschool, Antwerpen	15

(Het is niet mogelijk subsidies aan te geven voor de categorie C1 D want ze zijn begrepen in de subsidies voor C1.)

Vrije normaalleergangen — Categorie C1 D.

Jongens : geen.

Leerlingen.

Meisjes n ^o	3038	Ecole prof. rue Général Leman, Bruxelles.	78
	3044	Chaussée de Vleurgat, Ixelles	42
	3052	rue Emile Féron, Saint-Gilles	18
	3053	rue Traversière, Saint-Josse-ten-Noode	11
	3031	avenue Bailly, Braine-l'Alleud	8
	3118	Châtelet.	18
	3123	Gosselies	114
	3126	La Louvière	13
	3128	square Sainte-Waudru, Mons	24
	3144	Liège.	74
	3149	Verviers.	32
	3160	Bastogne	17
	3170	rue de Bruxelles, Namur	73
	3001	Beroepsschool St-Willebrordusstraat, Antwerpen	57
	3002	Beroepsschool De Bomstraat, 45, Antwerpen.	20
	3003	Beroepshuishoudsch., Brialmontlei, 39, Antwerpen	95
	3007	Beroepshuishoudschool, Lammekensstr., 84, Borgerh.	53
	3011	Beroeps- en Handelssch., Hoogstraat, 35, Mechelen.	34
	3016	Beroepsschool, Paterstraat, 86, Turnhout.	81
	3040	Vak- en Handelssch. Sacré-Cœur, Heverlee	97
	3048	Gesticht Miniemen, Leuven	39
	3072	Vakhuishoudschool, Brugge	84
	3096	Technisch Instituut, Tweebruggenstr., 37, Gent	47

3103	Berkenboom, St-Niklaas	54
3155	Beroepsschool, Hasselt	99
4002	Kantnormaalschool, Brugge	30
4003	Norm. voor huish., Fortplein, 14, Kortrijk.	36
6106	Norm. tuinbouw, Berlaar.	136
6131	Hoog norm. tuinbouw huish., Heverlee.	84
6194	Huishoudschool, Zaffelare	88
6202	Huishoudschool, Velm	24

VIJFDE VRAAG.

Aantal inspecteurs van het technisch, vak-, kunstonaerwijs, geaccrediteerd door den Staat voor de erkende en gesubsidieerde inrichtingen.

Deze inlichtingen op te maken per vak voor het Brusselsche, voor de Vlaamsche streek, voor de Waalsche streek. Ze moeten anderdeels slaan op het onderwijs voor jongens en op het onderwijs voor meisjes.

ANTWOORD.

Aantal inspecteurs en inspectrices van het vak-, nijverheids- en huishoudond.

SPECIALITEIT	Brusselsche streek		Vlaamsche streek		Waalsche streek	
	jongens	meisjes	jongens	meisjes	jongens	meisjes
Hooger nijverheidsonderwijs	2	—	2	—	2	—
Hooger handelsonderwijs	1	1	1	1	1	—
Hooger kunstonderwijs	1	—	1	—	1	—
Nijverheids- en vakonderwijs (middelbaar en lager)	4	—	6	—	5	—
Middelbaar en lager handelsonderwijs.	2	2	1	1	1	1
Onderwijs algemeene vakken (middelbaar en lager)	1	1	1	1	—	1
Vakonderwijs voor meisjes	—	1	—	3	—	3
Huishoudonderwijs	—	1	—	3	—	2
TOTALEN	11	6	12	9	10	7

Opmerkingen. — De Technische Directie van het vak-, nijverheids- en huishoudonderwijs telt thans 24 leden in functie, waarvan 11 inspecteurs en 13 inspectrices. Verscheidenen van hen zijn belast met inspectie in het Vlaamsche land of het Waalsche land eensdeels, en in het Brusselsche anderdeels.

De inspecteurs van de handelskursussen bezoeken de scholen voor jongens en voor meisjes.

Aantal inspecteurs en inspectrices van het landbouwonderwijs.

SPECIALITEIT	Het geheele land	Vlaamsche streek	Waalsche streek
A. — Hoofdbestuur :			
Organisatie en ordening van het landbouw-, tuinbouw- en landelijk huishoudonderwijs.	I	—	—
Studie van de programma's, ordening van het landelijk huishoudonderwijs voor het geheele land.	I	—	—
B. — Buitendiensten :			
Middelbare landbouw- en tuinbouwscholen voor jongens. Wetenschappelijke en landbouwwakken in de landelijke huishoudscholen	—	I	I
Normaalscholen voor huishoudkunde	I	—	—
Middelbare landelijke huishoudscholen. Dienst der raadgeefsters	—	I	I
Rondreizende Staatsscholen	—	I raadgeefster	I raadgeefster

ZESDE VRAAG.

Hoeveel leergangen in de beroeps- en sociale hygiëne worden er gehouden in de officieele en vrije vakscholen voor jongens en meisjes ?

Het gaat natuurlijk niet over embryonnaire leergangen, maar wel over leergangen waarin wordt uiteengezet onder welke voorwaarden de beroeps- en sociale vorming wordt gegeven op de school met behulp van een volledigen lessenrooster.

Hoeveel deskundigen, geneesheeren of anderen zijn er om deze vorming te geven ?

ANTWOORD.

Het is niet mogelijk geweest om volledige statistieken op te maken over het aantal leergangen in de beroeps- en sociale hygiëne in de vakscholen voor jongens en voor meisjes, zulks noch tijdens de bezetting, wegens de onregelmatigheid van het verstrekte onderwijs, noch na de bevrijding, wegens het gebrek aan personeel.

In 1942-1943 werd een gedeeltelijke staat opgemaakt, waarvan het resultaat hier volgt :

Tabel van de technische scholen, die in 1942-1943 lessen in de gezondheidsleer gaven :

STUDIEJAREN			1 ^e	2 ^e	3 ^e	4 ^e	5 ^e
Jongens	A 3	Onderzochte scholen	33	33	33	—	—
		Met lessen gezondheidsleer	15	8	13	—	—
		Zonder lessen gezondheidsleer...	18	25	20	—	—
	IJzer	Onderzochte scholen	6	6	6	6	2
		Met lessen gezondheidsleer	4	4	3	—	—
		Zonder lessen gezondheidsleer...	2	2	3	6	2
Meisjes	Ondergoed	Onderzochte scholen	48	50	48	47	24
		Met lessen gezondheidsleer	27	30	19	—	—
		Zonder lessen gezondheidsleer...	21	20	29	47	24
	Snit en confectie	Onderzochte scholen	16	16	16	16	4
		Met lessen gezondheidsleer	5	6	4	3	—
		Zonder lessen gezondheidsleer...	11	10	12	13	4
	Mode	Onderzochte scholen	8	8	8	8	4
		Met lessen gezondheidsleer	6	6	4	—	—
		Zonder lessen gezondheidsleer...	2	2	4	8	4
	Sier-kunsten	Onderzochte scholen	8	8	8	8	4
		Met lessen gezondheidsleer	6	6	4	—	—
		Zonder lessen gezondheidsleer...	2	2	4	8	4

Men moet erkennen dat het beroeps- en sociale gedeelte in de scholen A 3 niet overal zeer ontwikkeld is, doordat het programma in veel van die scholen overladen is, en ook wegens het verstandelijk peil van de leerlingen, de recente invoering van lessen in de lichamelijke opvoeding, het gebrek aan bevoegd personeel om die lessen te geven. In de scholen A2 en A1 is de leergang belangrijker en wordt hij in den regel gegeven door bevoegde leeraars; hetzelfde geldt van de vakscholen voor meisjes.

Om de boven aangevoerde redenen is het niet mogelijk nauwkeurige statistieken te verstrekken omtrent het aantal deskundigen, die deze functie waarnemen. Het zijn geneesheeren, ingenieurs, leeraars in de lichamelijke opvoeding, maatschappelijke assistenten, gediplomeerde specialisten van het vrouwelijk onderwijs.

Er valt op te merken dat de provincie Antwerpen aan de gesubsidieerde scholen heeft opgelegd den cursus van beroepshygiëne in te voeren en wel één lesuur per studiejaar.

Ten slotte valt nog op te merken dat de vakscholen in het programma de lessen in de gezondheidsleer hebben opgenomen vóór de lessen in de lichamelijke opvoeding, en dat de geest van de beroepshygiëne deel uitmaakt van de algemeene opvoeding zoowel als de zin voor beleefdheid, voor orde, enz.

ZEVENDE VRAAG.

Bestaat er een officieele of vrije instelling, uitsluitend gewijd voor de vorming van het personeel (van den geringsten arbeider tot den opleidingschef) in de ceramiekbedrijven, die in verschillende deelen van het land zoo talrijk zijn ?

Bestaan er speciaal gesubsidieerde leergangen voor deze vorming, die niet een gedeeltelijk onderwijs, maar het geheele programma van deze specialiteit omvatten zonder de proef- en opzoekingslaboratoria daarvan uit te zonderen ?

Welke zijn deze inrichtingen ?

ANTWOORD.

Het « Institut provincial des Arts et Métiers du Centre », 1, rue Paul Pastur, te La Louvière, alsmede het « Institut provincial de Dessin et des Arts décoratifs » te Hornu, leiden ceramiekbewerkers op. Deze avondleergangen zijn verdeeld over vijf studiejaren en beoogen een algemeene ontwikkeling, sociale opvoeding, geometrische en vakkundige teekenlessen, technologie, sierteekenkunst, practische werken en beroepstechnologie.

Bovendien bestaat er een afdeeling voor pottenbakkerskunst, verbonden aan de nijverheidsschool te Châtelet.

Het gespecialiseerde personeel van de proef- en opzoekingslaboratoria, dat verband houdt met het ceramiekbedrijf, wordt geworven onder de technische ingenieurs uit de speciale scholen van de chemische bedrijven (Institut provincial des Industries Chimiques, Hornu; Institut Meurice, Brussel).

ACHTSTE VRAAG.

Heeft het Departement maatregelen genomen tot het herstel van den dienst der subsidies aan vak-, kunst- en technische scholen voor bouw- of inrichtingswerken van lokalen ?

ANTWOORD.

Het Departement verleent geen subsidies aan de inrichtingen van technisch onderwijs voor den bouw van lokalen.

III. — *Huidige toestand van de verlenging van den schoolplicht voor jonge werklozen van 14 tot 16 jaar.* (Koninklijk besluit van 31 Juli 1935.)

			Aantal secties	Leerlingen	Leeraars	Sommen
BRUSSEL	Vrije	10	Jongens 1 Meisjes 9	14 219	1 38	20,700 495,301 36,268
Secretariaat						552,269
CHARLEROI	Vrije	20	Jongens — Meisjes 20	— 419	— 82	— 1,273,474
	Gemeentelijke	8	Jongens 1 Meisjes 7	11 78	2 26	37,576 450,834 29,818
Secretariaat						1,791,702
LUIK	vrije	18	Jongens — Meisjes 18	— 394	— 68	— 1,068,385
	Gemeentelijke	8	Jongens — Meisjes 8	— 117	— 17	437,820 29,562
Secretariaat						1,535,767
LUXEMBURG	Vrije	1	Jongens — Meisjes 1	— 26	— 2	— 117,648
Secretariaat	Gemeentelijke	—	—	—	—	— 117,648
BERGEN	Vrije	11	Jongens — Meisjes 11	— 296	— 30	— 544,888
	Gemeentelijke	4	Jongens — Meisjes 4	— 84	— 11	134,711 17,163
Secretariaat						696,762
NAMEN	Vrije	1	Jongens — Meisjes 1	— 19	— 2	— 44,379
Secretariaat	Gemeentelijke	—	—	—	—	29,399 73,778

VERLENGDE LEERPLICHT 1945.

COMITÉ	Aard	Secties — Leerlingen	Leeraars	Wedden	Werkings- kosten	Comité — Onkosten	Totaal
Antwerpen	Vrije	Meisjes 7	216	22	499,312	25,020	994
		Jongens —	—	—	—	—	—
	Gemeentelijke	Meisjes 3	68	8	111,847	8,160	—
		Jongens —	—	—	—	—	—
Oost-Vlaanderen	Vrije	Meisjes 3	76	7	182,070	9,120	—
		Jongens 1	23	4	74,790	3,450	—
	Gemeentelijke	Meisjes 2	42	3	78,030	5,042	9,030
		Jongens 1	25	1	17,403	3,750	—
West-Vlaanderen.	Gemeentelijke	Meisjes 1	33	6	170,736	2,640	21,921
	Vrije	Meisjes 2	43	4	57,002	5,160	—
Vlaamsch Brabant	Vrije	Jongens 1	51	7	182,013	7,650	—
		Meisjes 1	28	4	10,733	—	—
Limburg	Gemeentelijke	Meisjes 1	28	4	10,733	—	10,733
							1,486,773

VII. — SCHOONE KUNSTEN. — LETTEREN.

1. De Commissie verlangt te weten welke de *politiek* van het Departement is *in zake lyrisch tooneel*.

De exploitatie van een dergelijken schouwburg is uiterst bezwarend geworden en de toelagen volstaan niet om daaraan het hoofd te bieden.

Minister Buisseret bleek vast te houden aan een formule die kan worden samengevat als volgt : de basistoelage van het Departement zal in verhouding staan tot de toelage verleend door het plaatselijk bestuur.

Er dient in herinnering gebracht dat de geachte Minister aldus de meening vertolkte die de gewezen Minister Julius Hoste daarover had.

Het hoeft amper gezegd dat het wel verstaan is dat om de Regeeringstoelage te verdienen de vertooningen van goede hoedanigheid moeten zijn.

Maar er wordt bevestigd dat een dringende oplossing geboden is.

Een lid onzer Commissie wees eveneens op de noodzakelijkheid de politiek der Regeering inzake tooneel nader te bepalen en hij verlangde te weten of het niet in de bedoeling van den Minister ligt enkel toelagen te verleen aan de ondernemingen of vereenigen zonder winstbejag.

Er wordt ook gewag gemaakt van het Nationaal Vlaamsch Tooneel waarvan de troep, naar men zegt, rondreizend zou moeten zijn daar de troep van den Vlaamschen Schouwburg te Antwerpen een voldoende belangrijke taak in de metropool heeft.

Op gebied van tooneel zijn de meeningen zeer verdeeld. Men schijnt evenwel akkoord :

1^o om te oordeelen dat er aan het hoofd van een nationalen schouwburg een man met groote cultuur moet staan.

2^o om te verklaren dat bij nationale proefnemingen men niet moet beweren een bevoegd advies te geven vooraleer de proefnemingen den *toets* van den tijd hebben ondergaan, die gelijkshakelt en verbetert. In afwachting moeten de proefnemingen, die met de beste bedoelingen gedaan worden, worden aangehouden (bv. de « Comédiens routiers »).

Dit is nog niet alles, verklaart een senator. Opdat een schouwburg de Regeeringstoelage verdiene, volstaat het niet dat hij vertooningen van goede hoedanigheid onder gezaghebbende leiding geeft.

Het is bovendien noodig dat hij zijn deuren opene en zijn vertooningen aanbiede aan het volk in zekere behoorlijke voorwaarden van prijs. De toelage van de openbare besturen geeft om zoo te zeggen een recht aan de bevolking.

2. Een lid der Commissie oordeelt dat de Regeering een oogopslag zou moeten werpen op het vraagstuk der *auteursrechten*, dat onze collega bondig toelicht.

3. Hij wenscht dat er hulp worde verleend aan de Waalsche organismen die werken voor den vooruitgang van de Waalsche cultuur en van de Waalsche kunst.

4. Hij wenscht de bedoelingen van den Minister te kennen in verband met het *vraagstuk van de Academieën*, die, naar zijn meening, al te talrijk zijn.

5. Sprekende over de *tienjaarlijksche prijzen*, vreest onze collega dat weldra het uur zou slaan dat men niet genoeg leden zal vinden om de jury samen te stellen. Immers, de stof is zoo uitgebreid en opgesteld in verschillende talen. Welnu, de jury bestaat uit vijf personen en de verplichte meerderheid bedroeg 4; het is gebeurd dat de prijs niet kon worden toegekend.

Men begrijpt de moeilijkheid. De Commissie geeft zich rekenschap van het feit dat uitstekende philologen en wijsgeeren zich afvragen of het voor hen zal mogelijk zijn iets in den aard van een vierkanten cirkel op te lossen. Sommige collega's, die zijn voor de *exacte wetenschappen*, antwoorden ontkennend.

6. Anderen verlangen te weten welke politiek de Minister wil volgen in zake *kunstopleiding van de jeugd*.

Behalve dat zekere conservatoria in zeer slechten staat verkeerden, — het Conservatorium van Luik, onder meer, bevindt zich in een erbarmelijken toestand van verval — zijn de Regeeringstoelagen zeer ontoereikend inzake groote concerten. Zij bedragen slechts 80,000 frank voor de concerten van het Conservatorium te Luik !

Ondanks deze ongunstige voorwaarden werden er twee degelijke groote concerten ingericht ten behoeve van de schooljeugd van Luik. Zij werden uitgevoerd voor bomvolle zalen en de toehoorders waren zeer begrijpend.

Het is wenschelijk dat de orkesten van waarde niet alleen voor het vermaak van de vijf groote steden zouden dienen, maar dat zij zouden een rondreis doen in de provinciesteden, hoofdplaatsen van groote agglomeraties en die gemakkelijk te bereiken zijn. Want het is van belang een ruimer deel van de bevolking, en vooral een grooter deel van de jeugd, te laten genieten van uitgelezen muziekuitvoeringen.

In denzelfden gedachtengang werd gewezen op den moeilijken toestand van het Conservatorium te Antwerpen. Om te kunnen werken moet deze instelling veertien verschillende lokalen bezigen voor 67 vakken die worden onderwezen aan 900 leerlingen. Er ontbreekt een concertzaal die is aangepast aan het belang en aan de hoedanigheid der uitvoeringen, alsmede aan het aantal toehoorders.

7. Een lid van de Commissie wenscht dat men de huidige oriëntering zou onderzoeken van het artistiek onderwijs dat hij bekibbelt omdat, naar hij zegt, het alleen wordt gegeven op het plan van de esthetiek, terwijl het zou moeten worden aangevuld door een technische opleiding die betrekking heeft op de scheppingsontwerpen.

Een mooi meubel teekenen is goed. Maar dan nog past het te weten hoe het ontwerp zal worden uitgevoerd, hoe en in welk materieel het zal worden vervaardigd.

Hetzelfde geldt voor de kunst der tapijtenweverij. Trouwens, men maakt ontwerpen die technisch niet te verwezenlijken zijn.

Welnu, men mag nooit uit het oog verliezen dat de 3/4 van de leerlingen der artistieke scholen ten doel hebben kunstambachtslieden en niet kunstenaars te worden. Ziedaar de waarheid. Het is bijgevolg noodig dat de programma's onder dit teekenen zouden worden opgevat. Het past trouwens zich te bekommeren om de paedagogische opleiding van de kunstenaars-leeraars, zonder welke opleiding de leeraar gevaar loopt niet in staat te zijn de oorspronkelijkheid van het menschelijk wezen te eerbiedigen.

8. Een lid van den Senaat heeft de aandacht van de Commissie en van den Minister getrokken op het voorstel dat werd gedaan door de Regeering der Vereenigde Staten en dat er toe strekt den zetel van den tweejaarlijkschen prijs van de film (vóór den oorlog genaamd Tweejaarlijksche prijs van Venetië) te Brussel te vestigen.

Dit lid legt nadruk op het belang dat dergelijk voorstel biedt zoowel in opzicht van onze ontstaande filmnijverheid, als van heel de Belgische nijverheid in het algemeen en vooral van het toerisme.

Naar zijn opvatting zou er een toelage van zes miljoen noodig zijn om aan de vereeniging die te dien einde zou worden gesticht, toe te laten de werkzaamheden van de tweejaarlijksche prijzen voor te bereiden waarvan de eerste zou moeten toegekend worden in de Lente 1947.

De Minister van Openbaar Onderwijs en van Schoone Kunsten heeft gemeend, onder voorbehoud van onderzoek van het financieel vraagstuk, te kunnen antwoorden dat de Regeering reeds haar schikkingen had getroffen om het aanbod der Regeering van de Vereenigde Staten te aanvaarden.

Dit heeft aan een lid der Commissie de gelegenheid verschaft de aandacht te vestigen op den hoogen intellectueelen en zedelijken invloed die uitgaat van de degelijke onderwijsfilmen, en hij heeft inlichtingen gevraagd over den Dienst die zich met deze filmen bezig houdt.

Wij meenen dat het past in dit verslag het antwoord van den Minister in te lasschen :

Dienst der onderwijsfilmen.

De leiding van den Dienst der filmen werd toevertrouwd aan den h. Fernand Rigot, bestuurssecretaris ; deze heeft evenwel zijn ambt nog niet kunnen aanvaarden daar hij nog voor enkele weken onder de wapens weerhouden wordt.

Geen enkele film wordt door het Departement uitgedeeld bij gemis van gespecialiseerd en toereikend personeel.

De filmothek is nochtans sedert verleden jaar aanzienlijk verrijkt. Op dit oogenblik richt men een organisatie in die ten doel heeft de verdeling der onderwijsfilmen.

Deze filmen zullen zijn van het formaat van 16 mm. en het fonds zal worden samengesteld als volgt :

1^o door de verkleining der filmen van 35 mm., die reeds bestaan en die voortkomen van een reeks wetenschappelijke, documentaire, opvoedende en onderwijsfilmen achtergelaten door den vijand ;

2^o door den aankoop van filmen bij de Belgische producenten ;

3^o door den aankoop van onderwijsfilmen in het buitenland ;

4^o door de verwezenlijking van filmen over de burgerlijke opvoeding, op verzoek of op aandringen van het Departement.

De film is geroepen om een grondigen invloed uit te oefenen op de volksopleiding. Derhalve wordt er een belangrijke productie voorzien van filmen die bestemd zijn om onze instellingen en hun werking beter te doen kennen, niet alleen aan de jeugd, maar aan de geheele bevolking. Vooral de film over de burgerlijke opvoeding houdt de aandacht van het Departement gaande.

Het vraagstuk is trouwens ingewikkeld, daar het aan onze scholen tevens ontbreekt aan projectiematerieel, aan filmen en aan personeel dat geschikt is voor het afrollen van de filmen.

Daarom zal het noodig zijn geleidelijk te werk te gaan. Aan den anderen kant onderzoekt men de inrichting van een rondreizenden cursus ten einde het onderwijzend personeel van al de graden van het onderwijs op de hoogte te stellen.

9. Ten slotte heeft een senator gevraagd welke tijdens het dienstjaar 1945 de bedrijvigheid is geweest van den Dienst van de afgietsels gehecht aan het Museum van het Jubelpark.

Er werd geantwoord dat in den Dienst der afgietsels der Koninklijke Musea van het Jubelpark er in 1945 1,700 afgietsels werden uitgevoerd, voor een globale ontvangst van 374,387 frank.

De senator, die deze vraag heeft gesteld, heeft de herinrichting der diensten van de chalcografie en van de afgietsels voorgesteld en verdedigd, met het oog op een betere vulgarisatie van deze diensten. Hij steunde zijn pleidooi op het initiatief ter zake genomen door de Bestendige Deputatie van Henegouwen vóór den oorlog; dank zij dit initiatief zijn de gereproduceerde en tegen redelijke prijzen verkochte kunstwerken overvloedig doorgedrongen tot in de volkshaardsteden die zij hebben verfraaid.

10. Dit lid wenschte eveneens de oprichting door het Departement en onder de leiding van bevoegde personen inzake technologie en kunst, van een tweetalig tijdschrift van het kunstonderwijs.

VRAGEN EN ANTWOORDEN.

EERSTE VRAAG.

Heeft het Departement van Schoone Kunsten in 1945-1946 toelagen verleend aan de musea voor Schoone Kunsten van het land en in welke voorwaarden ?

Deze inlichting moet worden opgemaakt met aanduiding van : Vlaamsche streek, Brusselsche streek, Waalsche streek.

ANTWOORD.

Vlaamsche streek.

Jaar 1945 :

Aandeel van den Staat in den aankoop door de stad Mechelen van schilderijen bestemd voor het Museum van de stad, 5,333 frank (11 Juli 1945);

Aandeel van den Staat in den aankoop door de stad Dendermonde van schilderijen bestemd voor het Museum van de stad, 4,000 frank (10 December 1945);

Museum voor Sierkunsten te Gent (jaarlijksche toelage), 10,000 frank (24 Augustus 1945).

Jaar 1946 :

Tusschenkomst van den Staat in den aankoop door de stad Dendermonde van schilderijen bestemd voor het Museum van deze stad, 5,000 frank (4 Maart 1946);

Tusschenkomst van den Staat in den aankoop door de « Vrienden van het Museum », te Gent, van schilderijen bestemd voor het Museum van de stad 14,040 frank (22 Maart 1946);

Museum voor Sierkunsten te Gent, 10,000 frank (in vereffening), (jaarlijksche toelage).

Waalsche streek.

Jaar 1945 :

Tusschenkomst van den Staat in den aankoop, door de stad Luik, van schilderijen bestemd voor het Museum van Schoone Kunsten te Luik, 15,000 frank (28 September 1945);

Tusschenkomst van den Staat in den aankoop der Verzamelingen Renkin, 175,000 frank (22 December 1945).

Jaar 1946 :

Tusschenkomst van den Staat in den aankoop, door de stad Luik, van schilderijen bestemd voor het Museum van Schoone Kunsten te Luik, 7,500 frank (19 Maart 1946);

Idem. 30,000 frank (in vereffening);

Idem. 6,000 frank (in vereffening);

Idem. door de stad Doornik, 8,400 frank (5 Juni 1946).

Brusselsche streek.

Geen.

TWEEDE VRAAG.

Gesubsidieerd onderwijs der plastische kunsten.

Er bestaan in het land 58 Academiën voor teekenen en sierkunsten, waarvan 38 in het Vlaamsche landsgedeelte en 20 in het Waalsche landsgedeelte en in de Brusselsche agglomeratie. Een enkele private school, die van Boom, wordt gesubsidieerd uit de kredieten voor Schoone Kunsten.

Het onderwijs van de plastische kunsten en van de sierkunsten in de scholen afhangende van Schoone Kunsten is gemengd.

Het Departement (Bestuur der Schoone Kunsten) betaalt 50 % der wedden van de leeraars en 40 % der wedden van het administratief personeel der gesubsidieerde scholen. De globale uitgaven bedroegen voor 1945 4,769,683 fr., zegge 2,616,845 frank voor de scholen van Wallonië en van de Brusselsche agglomeratie en 2,152,838 frank voor de scholen gevestigd in het Vlaamsche landsgedeelte.

Het globaal krediet, voorzien op de begrooting van 1946 voor het onderwijs der plastische kunsten en der sierkunsten dat toelagen geniet, bedraagt 6 miljoen frank.

DERDE VRAAG.

Nationale Hogere School voor Bouwkunst en Sierkunsten, te Brussel.

1^o Begrooting voor 1946 :

Art. 2-28	Wedden	fr.	1,214,300
Art. 3-18	Loonen.		308,040
Art. 4	Wedden van beschikbaarheid		22,680
Art. 5-17	Interimarissen.		100,000
Art. 6	Hulpgelden		6,000
Art. 7-19	Uitgaven materieel onderhoud.		45,000
Art. 8-24	Andere uitgaven voor materieel		165,500
Art. 11-19	Kosten examencommissie		10,000
Art. 19-10	Studiebeurzen.		45,000
Art. 41	Inrichting der lokalen		300,000

2^o Aantal leerlingen in 1945-1946 : 255.3^o Aantal leeraars en bestuurder : 1 bestuurder, 49 leeraars onderverdeeld als volgt :

I. Hooger Instituut voor Bouwkunst :

3 werkmeesters;
8 technische leeraars (docenten).

II. Instituut voor stedenbouw :

1 werkmeester;
1 assistent;
4 technische leeraars (docenten).

III. Hooger Instituut voor Sierkunsten :

16 werkmeesters;
4 assistenten.

IV. Instituut voor algemeene cultuur :

12 leeraars (voordrachtgevers).

4^o Onderwezen specialiteiten :

- a) bouwkunst;
- b) stedenbouwkunst;
- c) Leergangen van binnenhuisversiering;
Leergangen van decoratieve en monumentale schilderkunst;
Leergangen van decoratieve en monumentale beeldhouwkunst;
Leergangen van versiering toegepast op de kunstambachten en -nijverheden;
Leergangen van de wetenschap en de harmonie der kleuren;
Leergangen van de boekbindkunst;
Leergangen van uitwendige versiering van het boek;
Leergangen van het schutblad;
Leergangen van het boek;
Leergangen van illustratie van het boek;

Lessen van publiciteit;
 Leergangen der weefkunsten;
 Leergangen van de bewerking der metalen;
 Leergangen van ceramiek;
 Leergangen van raamschildering;
 Leergangen van theorie en van techniek van het tooneel;
 Leergangen van naaikunst en tooneelkleedij;
 Leergangen van fotografie.

d) Philosophie van de kunst :

Moderne æsthetiek;
 Geschiedenis van de architectuur en aanverwante kunsten;
 Geschiedenis van de monumentale schilder- en beeldhouwkunst;
 Geschiedenis der letterkunde;
 Geschiedenis van het tooneel;
 Geschiedenis van de muziek;
 De volkskunsten (vormen en doel);
 De volkskunsten in Congo;
 Geschiedenis van de film;
 Geschiedenis der weefkunsten;
 Geschiedenis van de brandkunst;
 Geschiedenis der grafische kunsten.

5° Verdeeling der leerlingen per provincie :

Brabant	162
West-Vlaanderen	8
Oost-Vlaanderen.	9
Luxemburg	2
Antwerpen	10
Henegouwen.	12
Namen	7
Luik	2
Limburg	1
Vreemdelingen	42

VIERDE VRAAG.

Hooger Nationaal Instituut en Koninklijke Academie van Schoone Kunsten te Antwerpen.

Op de begrooting van 1945 genoot deze instelling een toelage van ongeveer 4,375,250 frank, waarvan 448,800 frank op de verschillende posten van materieel. De voor 1946 aangevraagde kredieten bedragen 4,712,000 frank (waarvan 661,800 voor de posten van materieel); bovendien wordt er op de begrooting een eerste schijf van 250,000 frank uitgetrokken als herstel voor oorlogsschade.

Getalsterkte van het onderwijzend personeel :

	1944-1945	1945-1946
Instituut	10 leeraars 5 docenten	8 leeraars 4 docenten
	15	12
Academie.	33 leeraars 11 docenten	33 leeraars 11 docenten
	44	44
Algemeen totaal . .	59	55

Aantal directies. — Twee directies zijn voorzien in het organiek reglement, de een voor het Instituut en de andere voor de Academie; deze twee directies waren vereenigd in handen van den Directeur van het Instituut die de directie van de Academie cumuleert.

Getalsterkte der leerlingen :

		1944-1945	1945-1946
Academie	provincie Antwerpen	108	103
	andere provinciën	3	10
	vreemdelingen	0	0
		111	113
Instituut	provincie Antwerpen	0*	47
	andere provinciën	0	11
	vreemdelingen	0	8
		0	66

Er dient opgemerkt dat tengevolge van den toestand der lokalen, beschadigd door oorlogsfeiten, in de Academie alleen de lessen van bouwkunst tot op heden konden worden gegeven en dat het Instituut volledig werd gesloten in 1944-1945.

Aantal leerlingen op het einde van den schoolcyclus.

In de Academie hebben, in 1944-1945, 16 leerlingen het diploma van bouwmeester behaald; in 1945-1946 zullen 19 leerlingen zich aanbieden op het examen voor bouwmeester.

Er bestaat geen schoolcyclus in het Instituut.

VIJFDE VRAAG.

Is het Bestuur der Schoone Kunsten bij machte de lijst te leveren van de kunstwerken, schilderijen, beeldhouwwerken, gravuren, die werden overhandigd aan openbare besturen, provincie, Staat of andere openbare diensten en die in 1945 nog in het bezit waren van deze besturen?

Wordt de lijst van deze kunstschaten bestendig bijgehouden?

Bestaat er een toezicht dat aan het Bestuur van Schoone Kunsten toelaat zich rekenschap te geven van den toestand waarin zich bevinden de werken geleend of gegeven aan de betrokken openbare besturen ?

Kortom, het geldt het inwinnen van nauwkeurige inlichtingen over den inventaris der kunstwerken aangekocht door den Staat en die voorloopig of definitief ten goede komen aan de openbare besturen, zelfs de musea in de provincie niet uitgezonderd.

ANTWOORD.

Het Bestuur van Schoone Kunsten is in het bezit van jaarlijksche inventarissen der kunstwerken, schilderijen, beeldhouwwerken, gravuren, die werden toevertrouwd aan openbare besturen.

De staat dezer kunstschaten wordt bestendig bijgehouden sedert meer dan vijftig jaar.

Het toezicht over den toestand waarin zich bevinden de werken welke werden geleend aan de openbare besturen, wordt uitgeoefend door de besturen die de werken in deposito hebben ontvangen en die verplicht zijn het Bestuur van Schoone Kunsten in te lichten over den toestand der bewaring van deze werken.

VIII. — UNIVERSITAIR ONDERWIJS.

Aantal studenten.

Gent :	2,164 studenten op 31 December 1945	1,501 in 1938-1939
Luik :	3,056 studenten op 31 December 1945	2,303 in 1938-1939
Brussel :	4,303 studenten op 31 December 1945	3,311 in 1938-1939
Leuven :	7,250 studenten op 31 December 1945	5,145 in 1938-1939
Totalen : 16,773 studenten op 31 December 1945		12,260 in 1938-1939

1. Een senator, universiteitsprofessor, heeft er op gewezen, dat wegens de ontberingen als gevolg van den oorlog, de universitaire jeugd in gevaar is, in 't bijzonder wat de spieren betreft. Er zouden derhalve maatregelen getroffen moeten worden ter verlichting van de materiele taak der studenten, onder meer door een vergemakkelijking van de publicatie der onderwezen vakken te overwegen. De jongelui moeten niet meer gedwongen worden, de lessen moeizaam op te nemen.

Waarom een ernstig medisch toezicht niet tot het geheele onderwijs, ook het universitaire, uitgebreid?

2. Bovenstaande tabel geeft het aantal studenten aan onze universiteiten op. Die cijfers zijn werkelijk indrukwekkend. Er schijnt eensgezindheid te bestaan over het afnemen van een toegangsexamen tot de universitaire studies. Dat examen zou afgenomen worden door een gemengde commissie, bestaande uit universiteitsprofessoren en uit leeraars van het middelbaar onderwijs van den hooger grad.

Weet men dat er op het einde van het eerste jaar 33 % van de studenten uitvallen, en 50 % op het einde van de studies.

Te Luik zijn er, in de faculteit voor de wijsbegeerte, voorbereidend tot de rechten, in deze maand Juli, 100 candidaten gezakt van de 152. In de geschiedenis is één student geslaagd van de 15. Aan de overige universiteiten is dat waarschijnlijk nagenoeg hetzelfde.

Zulks bewijst dat te veel jongens studies kunnen aanvatten, waarvoor zij niet den noodigen aanleg bezitten. Een verplichte strenge schiftingsproef zou dien toestand verhelpen. De onbekwamen moeten geweerd en de arme, verdienstelijke kinderen geholpen worden.

Het universitair onderwijs heeft de vorming van de elite tot doel.

3. Men is bekommerd over de te geringe hoeveelheid wetenschappelijk personeel — assistenten, leiders van werkzaamheden. — De assistenten worden benoemd voor een tijdvak van ten hoogste zes jaar en er is niets dat hun hoop kan geven op het bekomen van een leerstoel bij het verstrijken van dat tijdvak. Het is derhalve wenschelijk dat er ten eerste een grooter aantal worden opgeleid en dat hun ten andere — onder meer in de wetenschappelijke opzoeken — een uitweg wordt verschaft naarmate van hun kennis.

4. Er wordt op gewezen dat het aan de Universiteit te Luik met een financiële bijdrage vanwege den Staat zou mogelijk zijn sommige publicaties aan te moedigen — onder meer van de Koninklijke Wetenschappelijke Vereeniging — waarmede de universiteit, door uitwisseling met de publicaties van 300 andere wetenschappelijke vereenigingen, haar eigen bibliotheek van talrijke boeken zou kunnen voorzien.

Het krediet van den Staat aan de bibliotheek van de faculteit voor wijsbegeerte en letteren is belachelijk klein, want deze faculteit moet boeken doen verschijnen voor de uitwisseling. Het Departement verleent echter slechts een krediet van 5,000 frank, en dan nog op voorwaarde dat het 25 boeken ontvangt ! Aan den Minister van Openbaar Onderwijs wordt gevraagd, dat hij zijn hart eens zou laten spreken.

5. De erbarmelijke toestand, waarin de Luiksche Universiteit verkeert wegens oorlogsgeweld, ontroert de Commissie. Zij spreekt eenstemmig de hoop uit, dat er snel en degelijk herbouwd zal worden.

6. Voorts is het bezit van de Universiteiten ontwaard. Er moeten revalorisatiemaatregelen worden genomen, overigens ook ten behoeve van het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijke Versching, welks bestuurder een noodkreet heeft geslaakt.

7. De werkloosheid onder de universitaireren is onrustbarend. Er wordt gezegd, dat er nog gediplomeerden van 1938 zijn, die geen benoeming hebben. In dit verband wordt gevraagd, de Universitaire Stichting te helpen, die terzake veel ondervinding heeft — het Instituut Solvay — die op de hoogte is met den economischen toestand — en het Conjunctuurinstituut bij de Universiteit te Leuven, tot voortzetting van de interessante werken op het gebied van de statistiek, waaraan zij zich vóór den oorlog wijdden en die tot gevolg hadden, dat de toestand op de arbeidsmarkt bekend werd en dat voorlichting kon worden gegeven bij de keuze van de studies.

8. Er is kritiek uitgebracht op de richting van de universitaire examens. Men heeft zich, naar aanleiding van de erkenning van het hoger onderwijs, afgevraagd of het niet zou passen een Staatscommissie in te stellen voor het verleen van de erkenning.

9. Ten slotte, hoopt de Commissie, dat de Ministerraad met de rectoren van onze Universiteiten ruggespraak zal houden voor een billijke vaststelling van de wedden van het personeel van ons hoog onderwijs. Er is reden om aan te nemen, naar het schijnt, dat dit verlangen op het punt staat goed te worden onthaald, waarvoor aan de Regeering dank zou moeten gezegd worden.

10. Een lid van den Senaat vestigt de aandacht van de Commissie en van den h. Minister op het feit dat de subsidies aan de vrije universiteiten, zijnde $\frac{3}{5}$ van hun gewone begrooting, noch hun begrooting van pensioenen, noch hun buitengewone begrooting omvatten.

Wat de pensioenen betreft, is dat te verklaren uit het feit, dat de Staat al de pensioenen van zijn ambtenaren heeft gecentraliseerd en op de begrooting van het Ministerie van Financiën gebracht, derwijze dat het subsidie van $\frac{3}{5}$ niet meer dat gedeelte van de begrooting der vrije universiteiten dekt, hetwelk voor de Rijksuniversiteiten overeenkomt met het gedeelte, dat niet voorkomt op de begrooting van Openbaar Onderwijs.

De toestand zou moeten herzien worden, in het bijzonder wegens het feit dat het bezit van de universiteiten sedert den oorlog veel van zijn waarde verloren heeft.

Volgens de vroegere schalen zou bijvoorbeeld de begrooting van pensioenen van de vrije Universiteit te Brussel ongeveer 2 miljoen tot 2,500,000 frank bedragen en volgens de nieuwe schalen, d.w.z., de schalen die aangepast zijn aan die van de Rijksuniversiteiten, zou de uitgave 3 miljoen tot 3,750,000 frank bedragen.

Als de Staat dus $\frac{3}{5}$ van de uitgave voor zijn rekening nam, zou die voor de Vrije Universiteit van Brussel tot een uitgave van ongeveer 2 miljoen frank leiden.

De Minister heeft laten verstaan dat hij bij zijn collega van Financiën zou aandringen om een extra-krediet te verkrijgen, maar hij heeft nog geen verbintenis aangegaan ten opzichte van de te nemen beslissing.

ANTWOORD OP EEN PARLEMENTAIRE VRAAG.

I. Afgezien van de interims of functies van surveillant, hoeveel universiteitsgediplomeerden zijn er sedert 1935 tot nu benoemd bij het middelbaar, normaal of hooger onderwijs van den Staat? (Indeeling per faculteit of instituut, en in elke faculteit of instituut, de indeeling per specialiteit).

II. — Hoeveel universiteitsgediplomeerden zijn er sedert 1935 nog candidaat voor een benoeming bij het Rijksonderwijs (indeeling per specialiteit en per datum van de geaggregeerde diploma's).

III. — Hoeveel betrekkingen zullen *normaal* door oppensioenstelling *open komen* in diezelfde instellingen voor elke specialiteit en in elk van de tien volgende jaren?

Zie bijgaande tabellen I, II, III.

Fransche taalrol : gewone cijfers.

Nederlandsche taalrol : vette cijfers.

TABEL I.

Datum der diploma's	Klassieke phil.	Romaansche phil.	Wiskunde	Germaansche	Geschiedenis	Aardrijks- kunde	Handel	Scheikunde en natuur. wetensch.	Natuur- kunde				
1936	11	6	8	5	7	6	4	2	1	1	0		
1937	10	8	11	5	7	6	4	4	1	1	0		
1938	2	8	11	5	6	6	8	2	1	1	1		
1939	11	3	4	6	4	7	4	1	0	—	0		
1940	3	4	2	4	1	3	12	—	2	—	2		
1941	3	4	3	4	4	2	9	—	1	1	0		
1942	1	4	1	6	4	4	11	—	0	—	0		
1943	3	6	—	5	—	7	16	—	2	—	0		
1944	—	3	—	3	—	10	8	1	1	—	1		
1945	—	0	—	1	—	0	—	—	2	—	0		
Totaal	44	46	38	44	33	51	79	101	25	10	11	4	4

N. B. — Fransche taalrol : gewone cijfers.
Nederlandsche taalrol : vette cijfers.

TABEL II.

Datum der diploma's	Klassieke phil.	Romaansche phil.	Wiskunde	Germaansche	Geschiedenis	Aardrijkskunde	Handel	Scheikunde en natuurwetensch.	Natuurkunde
1936	3	0	1	0	4	0	0	3	0
1937	10	0	11	0	14	0	0	3	1
1938	7	0	14	1	16	0	1	1	4
1939	11	1	8	0	12	0	1	4	1
1940	16	2	14	0	12	1	1	2	1
1941	36	5	20	1	14	0	2	6	5
1942	15	14	25	2	17	0	1	1	4
1943	27	13	23	4	21	0	1	0	3
1944	25	8	18	0	15	4	1	0	—
1945	20	12	12	1	10	0	1	1	—
Totaal :	170	55	146	9	135	15	60	71	39
						5	6	12	42
						0	18	0	10

N. B. — Fransche taalrol : gewone cijfers.
Nederlandsche taalrol : vette cijfers.

TABEL III.

Datum der diploma's	Prefecten	Klassieke phil.	Romaansche phil.	Wiskunde	Germaansche	Geschiedenis	Aardrijks- kunde	Handel	Scheikunde en nat. wetensch.
1947	2	1	1	0	2	1	0	1	0
1948	1	0	1	0	3	1	0	0	0
1949	3	0	0	2	4	1	0	1	0
1950	2	2	1	2	3	0	0	1	0
1951	2	0	1	4	0	1	0	0	0
1952	1	1	1	2	1	0	0	0	0
1953	2	5	0	2	2	8	0	1	0
1954	3	4	3	1	1	0	0	0	0
1955	4	4	0	1	2	1	1	1	0
1956	1	7	1	0	4	1	1	1	0

N. B. — Fransche taalrol : gewone cijfers.
Nederlandsche taalrol : vette cijfers.

IX. — VERSCHILLENDE.

Nationale Dienst voor de Jeugd.

De Nationale Dienst voor de Jeugd is samengesteld uit volgend (tijdelijk) personeel :

- 1 adviseur 2^e klasse;
- 1 secretaris;
- 2 inspecteurs;
- 2 typisten.

Het programma van den Nationalen Dienst voor de Jeugd omvat : de jeugdorganisaties helpen, na de critische bezettingsjaren, met het oog op de lichamelijke en zedelijke gaafheid der jeugd; de jeugdbewegingen nader bij elkaar brengen in een geest van verdraagzaamheid en burgertrouw.

De Nationale Dienst voor de Jeugd werkt als vast secretariaat van den Raad van de Jeugd, waarin vijftien personaliteiten zetelen die aan het hoofd staan van de voornaamste nationale jeugdbewegingen en die, als adviseerend orgaan, den Minister van Openbaar Onderwijs inlichten over de wenschen en de behoeften van de Belgische jeugd, alsook over de zedelijke en opvoedende waarde der jeugdbewegingen.

De Nationale Dienst voor de Jeugd staat in betrekking met overeenstemmende organen in den vreemde om reizen in te richten en het toerisme der jeugd te bevorderen.

Door het uitgeven van een documentatiebulletin, door het inrichten van manifestaties zooals de Week van de Jeugd, tracht de Nationale Dienst voor de Jeugd bij de jeugdorganisaties een nationalen geest aan te kweken, zonder dat daardoor afbreuk wordt gedaan aan het eigen karakter der bewegingen.

Hooge Raad voor Volksopleiding.

1. — *Inrichting en opdracht van den Hoogen Raad voor Volksopleiding.*

De Hooge Raad voor Volksopleiding werd ingesteld bij de wet van 3 April 1929, waarvan de tekst hierna volgt :

ARTIKEL ÉÉN. — Ten einde te bevorderen al hetgeen ertoe strekt om aan de arbeiders het middel te geven een nuttig en zedelijk gebruik van hun vrijen tijd te maken, wordt, bij het Ministerie van Kunsten en Wetenschappen een Hoogen Raad voor de Volksopleiding opgericht, waarvan de samenstelling en de bevoegdheden bij koninklijk besluit worden geregeld.

ART. 2. — Deze Hooge Raad zal van raadplegenden aard zijn. Hij kan aan de Regeering alle maatregelen voorstellen, welke hij oorbaar acht om de volksopleiding te bevorderen en betere benutting van den vrijen tijd der arbeiders te verzekeren.

Ieder jaar brengt hij bij de Regeering verslag uit over zijne werkzaamheid.

ART. 3. — De benutting van de op de begroting van het Ministerie van Kunsten en Wetenschappen uitgetrokken kredieten voor de volksopleiding, zal door de Regeering worden bepaald, na advies of op voorstel van den Hoogen Raad.

In uitvoering van deze wet werd, bij koninklijk besluit van 3 Maart 1930, de Hooge Raad ingericht. Dit koninklijk besluit werd evenwel ingetrokken en vervangen door het koninklijk besluit van 26 Juli 1938, waarbij de Hooge Raad heringericht wordt.

Bij dit laatste besluit wordt de Hooge Raad in twee gesplitst, steunende op volgende considerans :

« Overwegende dat de werking van bedoelden Raad derwijze dient geregeld, dat de cultureele ontwikkeling der twee taalgemeenschappen van het land er door verzekerd wordt, met handhaving van de eenheid van actie, overal waar deze onontbeerlijk is;

» Artikel één van het koninklijk besluit van 26 Juli 1938 omschrijft de opdracht van den Hoogen Raad als volgt :

» *Artikel één.* — De Hooge Raad voor Volksopleiding heeft tot opdracht de geschikte maatregelen te bestudeeren en aan de Regeering voor te leggen om de pogingen aan te moedigen en te ordenen, welke ten doel hebben de volksopleiding te bevorderen en den arbeiders het middel te verstrekken om hun vrijen tijd op rationeele wijze te gebruiken. »

Verder regelt dit besluit de bevoegdheid en wijze van aanstelling van de leden en de hoofdpunten van het huishoudelijk reglement.

Hierna volgen de voornaamste artikels :

ART. 2. — De Raad wordt voorgezeten door *den* Minister van Openbaar Onderwijs. Hij kan zich door een afgevaardigde laten vervangen.

Hij bestaat uit ten minste twintig en ten hoogste dertig leden, door Ons benoemd op de voordracht van den Minister van Openbaar Onderwijs.

Bij deze benoemingen dient men er in hoofdzaak voor te zorgen dat de provinciale werken en de voornaamste vrije werken voor volksopleiding vertegenwoordigd worden.

ART. 3. — Het mandaat der leden van den Raad loopt over een tijdvak van drie jaar. Dit mandaat kan hernieuwd worden.

Elke persoon die benoemd wordt ter vervanging van een afgetreden of overleden lid, zet diens mandaat voort.

ART. 4. — De Raad bestaat uit twee afdeelingen : eene, welke zich van de Nederlandsche taal, en een andere welke zich van de Fransche taal bedient.

ART. 5. — Iedere afdeeling bestaat uit een gelijk aantal leden, waaronder de Minister een voorzitter en een ondervoorzitter aanstelt.

Aan iedere afdeeling wordt, daarenboven, een secretaris toegevoegd, door den Minister gekozen buiten den Raad. Deze twee secretarissen zullen ambtenaars zijn met denzelfden graad.

ART. 6. — De Raad wordt in plenaire vergadering door den Minister bijeen-geroepen, telkens wanneer hij het wenschelijk acht om sommige kwesties gemeenschappelijk te bestudeeren.

De plenaire vergadering is verplichtend voor het onderzoek van al de kwesties, welke terzelfdertijd de twee afdeelingen aanbelangen, namelijk voor de studie

van de verdeeling der kredieten, bestemd voor de volksopleiding, voor het opmaken van het jaarverslag, voor het opmaken of het wijzigen van het huishoudelijk reglement.

Het secretariaat van den Hoogen Raad voor Volksopleiding wordt waargenomen door de secretarissen der twee afdelingen.

Het jaarverslag over de werkzaamheden van den Raad wordt beurtelings ingediend door een Nederlandschsprekend lid van den Raad en door een Franschsprekend lid van den Raad. Het zal verschijnen in de twee talen.

ART. 11. — De Raad mag, met het oog op de studie van een bepaald vraagstuk, afgevaardigden der ministerieele departementen, welke de kwestie aangaat, alsmede personen, die door den Minister van Openbaar Onderwijs aangesteld worden om reden van hun speciale bevoegdheid, met raadgevende stem aan zijn beraadslagingen laten deelnemen.

II. — *Samenstelling :*

Bij koninklijk besluit van 26 Juli 1938 werd de Hooge Raad voor Volksopleiding als volgt samengesteld :

1^o Afdeling welke zich van het Fransch bedient :

De heer Alexandre André, lid van de Bestendige Deputatie der provincie Henegouwen, te La Louvière;

Mevr. Isabelle Blume, lid van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, te Brussel;

De heer Fernand Charlier, bestuurder van de Provinciale Commissie voor den Vrijen Tijd van den Arbeider van Henegouwen;

Mej. de Lalieux de la Rocq, algemeene secretaresse van de Christelijke Sociale Vrouwenwerken;

De heer de Saint-Hubert, secretaris van de Provinciale Commissie voor den Vrijen Tijd van den Arbeider van Namen;

De heer Dronsart, algemeen bestuurder van het Roode Kruis van België;

De heer Fleischman, directeur-generaal van het N.I.R.;

De heer Hansez, lid van de Bestendige Deputatie der provincie Brabant;

De heer Honinckx, advocaat te Namen, gewezen volksvertegenwoordiger;

De heer Kieffer, lid van de Bestendige Deputatie der provincie Luxemburg;

De heer Mundeeler, ondervoorzitter van de Kamer der Volksvertegenwoordigers;

De heer Parent, bestuurder van de Provinciale Commissie voor den Vrijen Tijd van den Arbeider van Henegouwen;

De heer L. Piérard, lid van de Kamer der Volksvertegenwoordigers;

De heer Smelten, voorzitter van den Onderrichtsbond;

De heer Vermeulen, Raymond, secretaris van de Centrale voor Volksopleiding (Fransche afdeling), Middaglijstraat, 31.

2^o Afdeling, welke zich van het Nederlandsch bedient :

De heer Amter, algemeen secretaris van het Davidsfonds, te Leuven;

De heer Delvo, algemeen secretaris van de Centrale voor Arbeidersopvoeding;

De heer Theo De Ronde, directeur-generaal van het N.I.R. en tooneelcriticus (overleden);

De heer DeVeen, voorzitter van het Rekenhof, voorzitter van het Willemsfonds, afdeeling Brussel;

De heer Devos, voordrachthouder en bestuurder van cultuurorganismen;

De heer Haepers, F., afgevaardigde van de Interfederale der tooneelverbonden;

De heer Mennekens, letterkundige en gemeentesecretaris, te Sint-Jans-Molenbeek (overleden);

De heer Mielants, bestuurder van de Arbeidersvolkshoogeschool, te Antwerpen en opziener van het gemeentelijk onderwijs (overleden);

De heer Poot, Jan, bestuurder van den Vlaamschen Schouwburg, te Brussel (overleden);

De heer Richard, secretaris van de Centrale voor Volksontwikkeling;

De heer Uytterhoeven, leeraar aan het athenaeum te Hasselt, secretaris van de Katholieke Vlaamsche Hoogeschooluitbreiding;

De heer Van Acker, lid van de Kamer der Volksvertegenwoordigers;

De heer Vandevelde, hoogleeraar aan de Universiteit te Gent;

De heer Van Overstraeten, inrichter der voordrachtenreeksen van den Vlaamschen Toeristenbond;

De heer Verbist, senator, te Mechelen.

De h. Piérard en de h. Mundeleer werden onderscheidenlijk benoemd tot voorzitter en tot ondervoorzitter van de afdeeling, welke zich van het Fransch bedient.

De h. Verbist en de h. De Veen werden onderscheidenlijk benoemd tot voorzitter en tot ondervoorzitter van de afdeeling, welke zich van het Nederlandsch bedient.

De h. Depasse werd aangesteld als secretaris van de afdeeling, welke zich van het Fransch bedient.

De h. Schouteden werd aangesteld als secretaris van de afdeeling, welke zich van het Nederlandsch bedient.

Aangezien sommige leden van den Hoogen Raad tijdens de bezetting een onwaardige houding als staatsburger hebben aangenomen en dienvolgens moeten verwijderd worden, werd het bureau van den Hoogen Raad ermede belast voorstellen tot zuivering zoomede tot aanstelling van nieuwe leden te doen. Bij deze gelegenheid zullen eveneens de overleden leden vervangen worden.

Betreffende de Diensten voor Beroepskeuze.

De toelagen verleend aan de door den Staat erkende Diensten voor Voorlichting bij Beroepskeuze worden berekend op de volgende grondslagen :

a) Vaste toelage :

6,000 frank voor minimum 300 volledige onderzoeken;

5,000 frank voor minimum 200 volledige onderzoeken;

4,000 frank voor minimum 100 volledige onderzoeken.

b) Veranderlijke toelage :

Buiten deze vaste toelage ontvangen bedoelde diensten een toelage die berekend wordt naar verhouding van het juiste aantal volledige onderzoeken tijdens het betrokken dienstjaar. Voor 1945 werd, uit hoofde van het beloop van het begrootingskrediet, de vermenigvuldiger op 11 frank vastgesteld.

Ministerie van Openbaar Onderwijs.

CENTRALE DIENST VOOR BEROEPSORIËNTEERING VAN DE JEUGD.

Lijst van de door den Staat erkende Franschtalige Diensten voor Voorlichting bij Beroepskeuze (1945).

December 1944.

GEMEENTE	AANDUIDING	ADRES	DAGEN EN UREN VAN OPENSTELLING
1. Aarlen	Vrije Dienst (gemengd)	33, r. de Bastogne	Dinsd.-Vrijd., 14-16 (jongens) Donderd., 14-17 (meisjes)
2. Braine l'Alleud	Vrije Dienst der Oud- leerlingen Nijver- heidssch. (gemengd)	32, r. de la Gendarme- rie	Op afspraak
3. Brussel (tweetalig)	Intergemeentelijke Dienst (gemengd)	18, Groot-Godshuisstr.	Woensd.-Donderdag, 14-18
4. Brussel	Vrije Dienst (jongens)	70, Poincarélaan (tel. 21.00.34)	Maand-Vrijd., 17-20 Donderd., 14-19
5. Brussel (tweetalig)	Vrije Dienst (sociaal secretariaat voor vrouwen)	44, Spoormakersstraat (tel. 11.81.72)	Woensd.-Donderd., 14-18
6. Oudergem (tweetalig)	Vrije Dienst (gemengd)	25, Dokterstraat (tel. 33.25.03)	Dinsd.-Woensd.-Vrijd., 17-19
7. St-Joost-ten-N.	Gemeentelijke Dienst (gemengd)	19, Overvloedstraat	Maand.-Vrijd., 16-18
8. Schaarbeek (tweetalig)	Gemeentelijke Dienst (gemengd)	Gemeentehuis (Colignonplein)	Alle dagen, 14-18 Zaterd. uitgez.
9. Schaarbeek (tweetalig)	Vrije Dienst (jongens)	278, Haachtsche stw. (tel. 15.83.33)	Maand., 14-17 Donderd., 15-18
10. Charleroi	Vrije Dienst (jongens)	205, Grand'Rue (tel. 144.14)	Dinsd.-Woensd.-Dond., 14-18
11. Charleroi	Vrije Dienst (meisjes)	189, Grand'Rue (tel. 113.17)	Maand.-Woensd.-Dond.
12. Jumet-Charleroi	Gemeentelijke dienst (gemengd)	99, rue Biernaux	Alle dagen, 14-18, 17-19
13. La Louvière	Provinciale Dienst (gemengd)	163, r. de La Croyère (School Verpleegsters)	Dinsd.-Woensdag, 14-16
14. La Louvière	Vrije Dienst (gemengd)	13, r. E. Milcamps (tel. 511)	Donderd., 14-18

GEMEENTE	AANDUIDING	ADRES	DAGEN EN UREN VAN OPENSTELLING
15. Luik	Universiteitsdienst (gemengd)	19, r. de Pitteurs (tel. 121.06)	Maand., 17-18 Donderd., 15-18 Zaterd., 17-19
16. Luik	Provinciale Dienst (gemengd)	12, r. Fond St-Servais (tel. 181.27)	Maand., 16-19 Donderd.-Zaterd., 15-18
17. Luik	Vrije Dienst (gemengd)	29, r. Saint-Gilles (tel. 125.28)	Donderd., 14-20 en op afspraak
18. Bergen	Vrije Dienst (gemengd)	67, r. d'Havré (tel. 324.68)	Dinsd., 16.30-18.30 Donderd., 14-18
19. Moeskroen	Vrije Dienst (gemengd)	27, Luxemburgstraat (tel. 697 Moeskroen)	Dinsd., 16-19 Donderd., 14-19
20. Namen	Provinciale Dienst (gemengd)	47, r. Muzet (tel. 225.14)	Zaterd., 14 Zond., 8.30
21. Namen	Vrije Dienst	5, r. du Séminaire (tel. 20.403)	Dinsd.-Donderd. 17-20 Zond., 9-12
22. Doornik-Aat	Gewestelijke Dienst (gemengd)	2, r. Paul Pastur (tel. 103.06)	Donderd.-Zaterd., 14-17
23. Verviers	Vrije Dienst (gemengd)	13, pl. Sommeleville (tel. 174.39)	Donderd.-Zaterd., 14-18
24. Virton	Vrije Dienst (gemengd)	Pierrard-lez-Virton (Ec. Arts et Métiers)	Donderd., 14.30-16.30
25. Elsenne	Vrije Dienst (jongens)	Guill. Gilbertlaan, 20 (tel. 48.45.92)	Donderd., 14-18 Zondag, op afspraak, 9-12

Ministerie van Openbaar Onderwijs.

CENTRALE DIENST VOOR BEROEPSORIËNTEERING VAN DE JEUGD.

Lijst der door den Staat erkende Nederlandschtalige Diensten voor Voorlichting bij Beroepskeuze (1945).

GEMEENTE	AANDUIDING	ADRES	DAGEN EN UREN VAN OPSTELLINGEN
1. Aalst	Vrije Dienst (gemengd)	20, Zonnestraat (tel. 261)	Woensd., 15-18 Zaterd., 15-18
2. Antwerpen	Vrije Dienst (jongens)	30, Huidevetterstraat (tel. 385.27—398.30)	Dinsd., 14-16 Donderd., 14-16
3. Antwerpen	Vrije Dienst (meisjes)	30, Huidevetterstraat (tel. 385.27—386.49)	Woensd., 14-16 Vrijd., 14-16
4. Antwerpen	Vrije Dienst Beroeps- oriëntering (gem.)	7, Graanmarkt (tel. 387.40—256.63)	Alle werkdagen, 9-12 en 14-17
5. Beringen	Vrije Dienst (gemengd)	9, Statiestraat	Donderd., 14-17 Zaterd., 14-18
6. Bree	Vrije Dienst (gemengd)	Bocholterstraat (Ambachtsschool)	Maand., 15-17 Woensd., 16-19
7. Brugge	Vrije Dienst (jongens)	5, Nieuwstraat (tel. 316.04)	Maand.-Woensd., 16-19
8. Brugge	Vrije Dienst (meisjes)	5, Nieuwstraat (tel. 316.04)	Vrijd., 16.30-18.30
9. Brussel	Vrije Dienst (jongens)	79, Poincarélaan (tel. 21.00.35)	Dinsd., 17-19.30 Donderd., 14-19
10. Brussel (tweetalig)	Intercommunale Dienst (gemengd)	18, Groote Godshuisstr. (tel. 17.94.47)	Woensd.-Donderd., 14-18
11. Brussel (tweetalig)	Vrije Dienst (sociaal secretariaat voor vrouwen)	44, Spoormakerstraat (tel. 11.81.72)	Woensd.-Donderd., 14-18
12. Audergem (tweetalig)	Vrije Dienst (gemengd)	25, Dokterstraat (tel. 33.25.03)	Dinsd.-Woensd.-Vrijd., 17-19
13. St-Joost-ten-N. (tweetalig)	Gemeentelijke Dienst (gemengd)	19, Overvloedstraat	Maand.-Vrijd., 16-18
14. Schaarbeek (tweetalig)	Gemeentelijke Dienst (gemengd)	Gemeentehuis (Colignonplein)	Alle dagen, 2-6, hehalve 's Zaterdags

GEMEENTE	AANDUIDING	ADRES	DAGEN EN UREN VAN OPENSTELLING
15. Schaarbeek (tweetalig)	Vrije Dienst (jongens)	278, Haachtsche stw. (tel. 15.83.33)	Maand., 14-17 Donderd., 15-18
16. Eekloo	Vrije Dienst (gemengd)	131, Zuidmoerstraat	Zaterd., 13.30-18.30 Zond., 9.30-12.30
17. Eisden-Mijnen	Vrije Dienst (gemengd)	Nijverheidslaan (Sinte-Barbara)	Donderd., 15-18 Zond., 10-13
18. Genk	Vrije Dienst (gemengd)	Ambachtsschool (tel. 230 Genk)	Dinsd., 17-19 Donderd., 14-19
19. Gent	Universitaire Dienst (gemengd)	14, Universiteitstraat	Dinsd., 9-14, 14-19 Zaterd., 14-17
20. Gent	Vrije Dienst (jongens)	47, Holstraat (tel. 595.96)	Dinsd.-Donderd.-Zaterd. 14-19
21. Gent	Vrije Dienst (meisjes)	47, Holstraat (tel. 595.96)	Dinsd.-Zaterd., 14-19
22. Halle	Vrije Dienst (gemengd)	7, steenw. op Ninove	Donderd. 14-18 Zaterd. op afspraak, 16-18
23. Hasselt	Vrije Dienst (gemengd)	29, Toekomststraat (tel. 11.80)	Donderd., 14-18 Zaterd., 17-19
24. Ieper	Vrije Dienst (gemengd)	38, St-Jacobsstraat	Donderd., 17-19 Zaterd., 13.30-17.30
25. Kortrijk	Vrije Dienst (gemengd)	1, Grijsse Zusterstraat	Donderd.-Zaterd., 14-17
26. Leuven	Vrije Dienst (gemengd)	18, St-Antoniusberg	Dinsd.-Donderd.-Vrijd., 14-18
27. Liedekerke	Vrije Dienst (gemengd)	Warande Gildezaal	Maand., 17-19 Donderd., 12-18
28. Lier	Vrije Dienst (gemengd)	21, St-Gummarusstraat	Donderd., 13.30-19 Vrijd., 17.30-19.30
29. Mechelen	Vrije Dienst (gemengd)	2, Melaan (tel. 133.45)	Donderd., 14.30-18.30 Vrijd., 17.30-19.30
30. Neerpelt	Vrije Dienst (gemengd)	12, Hazestraat	Maand., 17-19 Donderd., 13.30-17.30
31. Oostende	Vrije Dienst (gemengd)	Stokholmstraat, 7	Zaterd., 15-17
32. Oudenaarde	Vrije Dienst (gemengd)	Stedelijk Hospitaal (tel. 149)	Donderd., 16-18 Zaterd., 14-19
33. Roeselare	Vrije Dienst (jongens)	81, Kattenstraat (tel. 623)	

GEMEENTE	AANDUIDING	ADRES	DAGEN EN UREN VAN OPENSTELLING
34. Roeselare	Vrije Dienst (meisjes)	81, Kattenstraat (tel. 623)	Woensd. 15-19 Vrijd., 17-19
35. Sint-Niklaas	Vrije Dienst (gemengd)	91, Ankerstraat	Woensd.-Vrijd., 17-20 Zaterd., 14-19
36. Sint-Truiden	Vrije Dienst (gemengd)	133, Naamsche stwg.	Dinsd., 17-19 Zaterd., 14-19
37. Tielt	Vrije Dienst (gemengd)	29, Hulstplein	Donderd., 17-18 Zaterd., 14-17
38. Tienen	Vrije Dienst (gemengd)	5, Waaiberg (tel. 391)	Woensd., 14-19 Donderd., 17-19
39. Torhout	Vrije Dienst (gemengd)	8, Bruggestraat (tel. 8)	Dinsd., 17-19 Vrijd., 17-19
40. Turnhout	Vrije Dienst (meisjes)	25, Korte Begijnenstr. (tel. 441)	Donderd., 14-19 Zaterd., 16-19
41. Vilvoorde	Vrije Dienst (gemengd)	28, Andlothof (tel. 51.01.50 51.04.41)	Woensd., 16.30-19 Donderd., 14-19
42. Wetteren	Vrije Dienst (gemengd)	2, Zandstraat (tel. 901.33)	Dinsd., 17-19 Zaterd., 14-18
43. Willebroek	Vrije Dienst (gemengd)	169, Peperstraat (tel. 129)	Donderd., 14-17 Vrijd., 17-19
44. Aarschot	Vrije Dienst (gemengd)	19, Van Ophemstraat (tel. 260 en 31.19)	Donderd., 14-18
45. Waregem	Vrije Dienst (gemengd)	66, Toekomststraat	Maand., 16-18 Zaterd., 14-18

MINISTERIE VAN OPENBAAR ONDERWIJS

—
Algemeen Secretariaat S.D.D.
 —

2^e Sectie, n^r 295 B.O.
 —

DE MINISTER VAN OPENBAAR ONDERWIJS,

Gelet op de artikelen 8 tot 10 van het koninklijk besluit van 21 Augustus 1937;
 Gelet op het Begrootingsontwerp van het Ministerie van Openbaar Onderwijs voor het dienstjaar 1945;
 Gelet op het eensluidend advies van het Begrootingscomité,

BESLUIT :

ARTIKEL ÉÉN. — De volgende toelagen (totaal : 271,477 frank) worden verleend aan de hierna vermelde door den Staat erkende Diensten voor Voorlichting bij Beroepskeuze :

<i>Aalst</i> : Dienst voor Voorlichting bij Beroepskeuze, St-Jorisstraat, 26, P.C.R. 479.147.	fr. 10,532
<i>Antwerpen</i> : Voorlichtingsdienst bij Beroepskeuze (jongens), Huidevetterstraat, 30, P.C.R. 145.416.	6,090
<i>Antwerpen</i> : Dienst voor Voorlichting bij Beroepskeuze, Graanmarkt, 7, P.C.R. 470.654.	5,100
<i>Antwerpen</i> : Voorlichtingsdienst bij Beroepskeuze (meisjes), Huidevetterstraat, 30, P.C.R. 122.039.	5,100
<i>Beringen</i> : Dienst voor Voorlichting bij Beroepskeuze, Statiestraat, 9, P.C.R. 467.394.	10,367
<i>Bree</i> : Dienst voor Voorlichting bij Beroepskeuze, P.C.R. 296.273.	7,343
<i>Brugge</i> : Dienst voor Voorlichting bij Beroepskeuze (jongens), Nieuwstraat, 5, P.C.R. 472.740.	10,444
<i>Brugge</i> : Dienst voor Voorlichting bij Beroepskeuze (meisjes), Nieuwstraat, 5, P.C.R. 327.988.	5,166
<i>Brussel</i> : Dienst voor Voorlichting bij Beroepskeuze, Poincarelaan, 79, P.C.R. 107.565.	9,784
<i>Dendermonde</i> : Dienst voor Voorlichting bij Beroepskeuze, Bogaerdstraat, 24, P.C.R. 455.203.	7,805
<i>Eekloo</i> : Beroepsoriëntering, Zuidmoerstraat, 131, P.C.R. 318.264.	9,564

<i>Eisden-Mijnen</i> : Dienst voor Voorlichting bij Beroepskeuze, Astridplein, 2, P.C.R. 471.273	5,100
<i>Gent</i> : Dienst voor Voorlichting bij Beroepskeuze, Holstraat, 47, (jongens), P.C.R. 150.554	11,973
<i>Gent</i> : Dienst voor Voorlichting bij Beroepskeuze, Holstraat, 47, (meisjes), P.C.R. 407.818.	10,279
<i>Gent</i> : Universitaire Dienst voor Beroepsoriëntering, Universiteitstraat, 14, P.C.R. 433.979	7,288
<i>Genk (Limburg)</i> : Vrije Dienst voor Voorlichting bij Beroepskeuze, te Genk, P.C.R. 280.614	7,277
<i>Halle</i> : Bureel voor Voorlichting bij Beroepskeuze, Grootte Markt, 28, P.C.R. 458.286.	5,122
<i>Hasselt</i> : Dienst voor Voorlichting bij Beroepskeuze, St-Truidersteenweg, P.C.R. 451.091	10,301
<i>Ieper</i> : Dienst voor Voorlichting bij Beroepskeuze, te Ieper, P.C.R. 452.680	5,969
<i>Kortrijk</i> : Dienst voor Voorlichting bij Beroepskeuze, Vlamingstraat, 29, P.C.R. 461.668	11,621
<i>Leuven</i> : Dienst voor Voorlichting bij Beroepskeuze, St-Antoniusberg, 18, P.C.R. 329.580	6,035
<i>Liedekerke</i> : Bureel voor Beroepsoriëntering, Warandestraat, Liedekerke, P.C.R. 122.776.	5,100
<i>Lier</i> : Bureel voor Voorlichting bij Beroepskeuze, St-Gummarusstraat, 21, P.C.R. 332.550	10,851
<i>Mechelen</i> : Dienst voor Voorlichting bij Beroepskeuze en Psychotechniek, Melaan, 2, P.C.R. 83.540	5,991
<i>Neerpelt</i> : Dienst voor Voorlichting bij Beroepskeuze, Hazestraat, 2, P.C.R. 448.114.	7,530
<i>Oostende</i> : Dienst voor Voorlichting bij Beroepskeuze, Stockholmstraat, 7, P.C.R. 461.439.	5,496
<i>Aarschot</i> : Bureel voor Voorlichting bij Beroepskeuze, J. Van Ophemstraat, 9, P.C.R. 423.243.	5,177
<i>Roeselare</i> : Vrije Dienst voor voorlichting bij Beroepskeuze (jongens), Kattenstraat, 61, P.C.R. 460.522	5,100

<i>Roeselare</i> : Vrije Dienst voor Voorlichting bij Beroepskeuze (meisjes), Kattenstraat, 81, P.C.R. 460.522	5,100
<i>Sint-Truiden</i> : Bureel voor Beroepskeuze, Naamsche Steenweg, Sint-Truiden, P.C.R. 237.411	5,122
<i>Tienen</i> : Vrije Dienst voor Beroepsoriëntering, Waaiberg, 5, Tienen, P.C.R.	5,100
<i>Tielt</i> : Dienst voor Voorlichting bij Beroepskeuze, Hulstplein, 29, P.C.R. 465.999.	7,255
<i>Torhout</i> : Bureel voor Beroepskeuze, Normaalschool, Torhout, P.C.R. 466.240.	5,859
<i>Turnhout</i> : Dienst tot Voorlichting bij Beroepskeuze, Korte Begijnenstraat, 25, P.C.R. 447.710.	11,654
<i>Waregem</i> : Dienst voor Beroepskeuze, Toekomststraat, 66, P.C.R. 145.428	7,563
<i>Wetteren</i> : Dienst voor Voorlichting bij Beroepskeuze, Zandstraat, 2, P.C.R. 469.754.	5,199
<i>Willebroek</i> : Dienst voor Voorlichting bij Beroepskeuze, Peperstraat, 169, P.C.R. 470.941	5,100
TOTAAL. . fr.	271,457

ART. 2. — De vermelde toelagen zullen uitgetrokken worden op artikel 18/3/A van het Begrootingsontwerp van het Ministerie van Openbaar Onderwijs; voor het dienstjaar 1945.

Brussel, den 29^{sten} December 1945.

(w. g.) BUISSET.

MINISTERIE VAN OPENBAAR ONDERWIJS.

*Algemeen Secretariaat S.E.D.*2^e Sectie, n^r 295/O.P.

DE MINISTER VAN OPENBAAR ONDERWIJS,

Gelet op de artikelen 8 tot 10 van het koninklijk besluit van 21 Augustus 1937;
 Gelet op het begrootingsontwerp van het Ministerie van Openbaar Onderwijs
 voor het dienstjaar 1945;
 Gelet op het eensluidend advies van het Begrootingscomité,

BESLUIT :

ARTIKEL ÉÉN. — De volgende toelagen (totaal : 203,543 frank) worden verleend
 aan de hierna vermelde door den Staat erkende diensten voor Voorlichting bij
 Beroepskeuze :

<i>Aarlen</i> : Vrije Dienst voor Voorlichting bij Beroepskeuze, 33, rue de Bastogne fr.	3,719
<i>Oudergem</i> : Dienst voor Voorlichting bij Beroepskeuze, Dokterstraat, 25, P.C.R. 288.42	5,122
<i>Braine-l'Alleud</i> : Dienst voor Voorlichting bij Beroepskeuze, rue Cloquet, 19, P.C.R. 181.355.	5,683
<i>Brussel</i> : Intercommunale Dienst voor Voorlichting bij Beroepskeuze, Groote Godshuisstraat, 18, P.C.R. 144.738.	15,542
<i>Brussel</i> : Dienst voor Voorlichting bij Beroepskeuze voor jonge meisjes, Spoormakersstraat, 44, P.C.R. 720.261.	9,531
<i>Brussel</i> : Vrije Dienst voor Voorlichting bij Beroepskeuze, Poincaré-laan, 79, P.C.R. 703.900	14,118
<i>Charleroi</i> : Dienst voor Voorlichting bij Beroepskeuze voor jongens, Grand'Rue, 189, P.C.R. 711.607.	15,372
<i>Charleroi</i> : Gewestelijke Dienst voor Voorlichting bij Beroepskeuze, rue de France, 31, P.C.R. 82.757 (Provincie Henegouwen). — (Ontvangsten en verschillende opbrengsten, Bergen)	7,486
<i>Charleroi</i> : Dienst voor Voorlichting bij Beroepskeuze voor jonge meisjes, Grand'Rue, 185, P.C.R. 225.557	10,829
<i>Elsene</i> : Vrije Dienst voor Voorlichting bij Beroepskeuze, Guillaume Gilbertlaan, 20, Boendaal-Elsene, P.C.R. 731.857.	7,288

<i>Jumet</i> : Gemeentelijke Dienst voor Voorlichting bij Beroepskeuze, rue Biernaux, 99, P.C.R. 9.108 (Gemeentebestuur Jumet)	6,189
<i>Luik</i> : Provinciale Dienst voor Voorlichting bij Beroepskeuze, rue Fond St-Servais, 12, P.C.R. 5.082 (Provincie Luik)	5,100
<i>Luik</i> : Vrije Dienst voor Voorlichting bij Beroepskeuze, rue St-Gilles, 29, P.C.R. 728.856.	7,541
<i>Bergen</i> : Dienst voor Voorlichting bij Beroepskeuze van de K.A.J. te Bergen, P.C.R. 236.185, rue du Gouvernement, 50.	5,122
<i>Moeskroen</i> : Vrije Dienst voor Voorlichting bij Beroepskeuze, Luxemburgstraat, 27, P.C.R. 732.003	7,222
<i>Namen</i> : Provinciale Dienst voor Voorlichting bij Beroepskeuze, rue Muzet, 47, P.C.R. 827.67 (Provinciaal Bestuur van Namen).	7,618
<i>Namen</i> : Vrije Dienst voor Voorlichting bij Beroepskeuze, rue du Lombard, 2, P.C.R. 216.811	7,288
<i>Sint-Joost-ten-Noode</i> : Gemeentelijke Dienst voor Voorlichting bij Beroepskeuze, Overvloedstraat, 19, P.C.R. 194.28 (Gemeentebest.).	5,309
<i>Schaarbeek</i> : Vrije Dienst voor Voorlichting bij Beroepskeuze, Haacht-sche Steenweg, 264, P.C.R. 581.88	11,654
<i>Schaarbeek</i> : Gemeentelijke Dienst voor Voorlichting bij Beroepskeuze, (Gemeentebestuur), P.C.R. 191.32	10,598
<i>Doornik</i> : Gewestelijke Dienst voor Voorlichting bij Beroepskeuze Doornik-Aat, rue Paul Pastur, 2, te Doornik, P.C.R. 827.57 (Provincie Henegouwen, Ontvangsten en verschillende opbrengsten)	5,958
<i>Doornik</i> : Vrije Dienst voor Voorlichting bij Beroepskeuze, Réduit des Dominicains, 9, P.C.R. 742.874	10,191
<i>Verviers</i> : Vrije Dienst voor Voorlichting bij Beroepskeuze, 10, place Sommeleville, P.C.R. 392.302.	11,830
<i>Virton</i> : Vrije Dienst voor Voorlichting bij Beroepskeuze, avenue Bouvier, 13, P.C.R. 715.365	7,233
TOTAAL. . fr.	203,543

ART. 2. — De vermelde toelagen zullen uitgetrokken worden op artikel 18/3/A van het begrootingsontwerp van het Ministerie van Openbaar Onderwijs voor het dienstjaar 1945.

Brussel, 29 December 1945.

(w. g.) BUISSET.

Cultuurraden.

I. — *Samenstelling* : De samenstelling van de Cultuurraden is vastgesteld bij koninklijk besluit van 7 Februari 1938 (art. 7 en 8).

De Cultuurraden bestaan thans uit volgende leden :

a) Nederlandsche Cultuurraad :

De hh. Mgr. Van Waeyenbergh, voorzitter ;

E. Blancquaert ;

E. De Bruyne ;

J.-A. Goris ;

H. Teirlinck.

b) Fransche Cultuurraad :

De hh. J. Bordet, voorzitter ;

F. Dehousse ;

E. Goffinet ;

R. Gruslin ;

V. Rousseau.

II. — *Programma* : Werd vastgesteld bij hetzelfde koninklijk besluit van 7 Februari 1938 (artikelen 2 en volg.).

Onlangs werden beide Cultuurraden verzocht om, in gemeen overleg, te onderzoeken welke wijzigingen zouden moeten aangebracht worden in hun statuut.

Zuivering.*In zake het onderwijzend personeel.*

	Totaal aantal leden van het personeel	Werden aan een administratief onderzoek onderworpen	Hebben een disciplinaire straf opgelopen	Uit hun ambt ontzet
Bewaarscholen	7,613	} 2,066	728	485
Lagere scholen.....	35,415			
Middelbaar onderwijs.....	5,667	852	643	215
Normaal onderwijs :				
Staat (3 categorieën)	1240 } 645	55	21	16
Aangenomen (lager)		(1)	4	8
Technisch onderwijs	18,000	341	325	120
Hooger onderwijs	Gent 184	27	25	15
	Luik 160	7	2	1
Totalen	68,279	3,348	1,744	860

(1) In de aangenomen lagere normaalscholen heeft het onderzoek plaats zonder tusschenkomst van het departement.

Dit verslag werd eenparig aangenomen.

De begroting werd goedgekeurd met 7 tegen 3 stemmen.

Le Verslaggever,
MATAGNE.

De Voorzitter,
LIBOIS.